

# LA VIE ÉCONOMIQUE

DU SUD-OUEST

## DORDOGNE

Investissement :  
le Périgord, ils l'adorent

## PAYS BASQUE

Les enjeux du numérique

## HAUTES-PYRÉNÉES

CPME 65 : le  
défi du recrutement



MAGUELONE  
PONTIER

Directrice du  
MIN de Toulouse

Toulouse

# Le Min au top



## À la une

4 Toulouse : le MIN au top

## Dordogne

12 Investissement : le Périgord, ils l'adorent

14 Économie circulaire : nouer des liens

15 Nouvelles Brèves

## Haute-Garonne

18 Conjoncture/Occitanie : la Banque de France optimiste

20 IleK, branché énergie verte

22 Des cartes de visite écolos et connectées

24 Nouvelles Brèves

## Gironde

28 La Plage aux Entrepreneurs : façonniers du Made in France

30 Bordeaux Sciences Agro : au cœur des transitions

32 Nouvelles Brèves

## Landes

34 Zoomalia, du flair et de l'ambition

36 Nouvelles Brèves

## Lot-et-Garonne

38 Énergie verte : l'union sacrée

40 Un forum sur l'économie de demain

42 Le boom du biogaz

43 Nouvelles Brèves

## Béarn

48 Nicolas Aristouy, l'humain au cœur

50 L'immobilier dépoussiéré

51 Nouvelles Brèves

## Pays basque

54 Les enjeux du numérique

56 Nouvelles Brèves

## Hautes-Pyrénées

58 Cave du Haras : sur la route des vins

60 Entreprises, le défi du recrutement

62 Main dans la main

64 Nouvelles Brèves

## Le Cercle des Experts

68 Vers une réindustrialisation verte des territoires

## Tendances Business

74 Logement : crise majeure de la rentrée ?

76 Le bel été d'un tourisme en transition

78 Le plafond de verre des seniors

## 80 Cinéma

## 82 Annonces Légales



68

Toulouse

# Le Min au top



Vieillissant et endetté il y en a encore quelques années, le Marché d'intérêt national de Toulouse, dirigé par Maguelone Pontier, est aujourd'hui parmi les plus dynamiques de France. Acheteurs et locataires frappent à la porte de cet acteur, devenu incontournable, de l'alimentation locale. Dernière innovation en date, le pôle transformation, inauguré le 7 septembre dernier. Retour sur l'histoire d'une renaissance.

Par Béréngère BOSI

**D**e nuit comme de jour, chacun s'affaire dans ce qui ressemble vu de haut à une fourmilière. Difficile d'imaginer qu'il y a moins de dix ans, le Marché d'intérêt national (MIN) de Toulouse faisait grise mine, avec une activité en déclin. Il accueille désormais – en plus de son carreau de producteurs – une guinguette, des restaurants ou encore une pépinière d'entreprises. Dernière innovation en date, le pôle transformation, inauguré le 7 septembre par la directrice du MIN, Maguelone Pontier. 4,2 millions d'euros ont été investis avec l'aide de la Région Occitanie et Toulouse Métropole pour moderniser cet espace sous-exploité de 5 100 m<sup>2</sup>.

Le pôle transformation accueille désormais le grossiste RV primeurs, qui travaille en collaboration étroite avec le Meilleur Ouvrier de France primeur 2019 Éric Fabre, des acteurs du circuit-court (Agriflux, Droites dans nos bottes, EticMiam...), la branche marée du grossiste Pomona, ainsi qu'un tout nouvel arrivant de taille : Fresh & Good, déjà présent aux MIN de Rungis, de Nice et de Châteaurenard. L'entreprise créée en 2018 est un acteur majeur de la fraîche

découpe – ces fruits et légumes découpés et emballés dans des barquettes plastiques – en grande distribution. « À Paris, Nice et à Châteaurenard, nous sommes référencés dans environ 500 supermarchés. À Toulouse, nous sommes présents dans 40 points de vente, mais nous venons juste de nous installer », indique le dirigeant Alexis Ganteaume. Fresh & Good s'approvisionne auprès des producteurs locaux et grossistes du MIN et prévoit de transformer à terme environ 2,5 tonnes de fruits et légumes par jour.

## REDRESSER LA BARRE

Et c'est bien là l'objectif de l'aménagement de ce nouveau pôle : créer de nouveaux débouchés aux locataires du MIN. « Nous avons travaillé pour vous proposer un outil de qualité, maintenant, on vous passe le relais », lançait Maguelone Pontier aux acteurs de la grande distribution et de la restauration hors domicile présents à l'occasion de l'inauguration du pôle. « À vous de venir vous fournir ici, et de valoriser les produits locaux. »

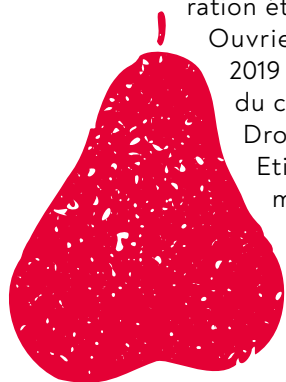
Il faut dire que, depuis sa nomination à la tête du MIN de Toulouse en 2017, Maguelone Pontier n'a eu de cesse que de construire un



Au sein du pôle transformation, Fresh & Good va découper 2,5 t de fruits et légumes par jour.



Le carreau de producteurs ne perd plus de locataires





**MAGUELONE  
PONTIER**  
Directrice du  
MIN de Toulouse

© Louis Piquemil - La Vie Économique

écosystème performant. Une mission de taille : lorsque la gestion du MIN de Toulouse a été déléguée en 2017 par Toulouse Métropole au groupement privé Lumin Toulouse - composé de Rungis (51 %), La Poste Immobilier (44 %) et la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées (5 %) - le Min avait une ardoise de 28 millions d'euros. « La métropole a repris la dette en échange du versement d'une redevance pendant 22 ans », explique Maguelone Pontier. « À partir de là, il nous a fallu rétablir une situation financière très dégradée. » Et la dirigeante, alors âgée de 32 ans, fait des miracles. Entre 2015 et

**“ 4,2 millions d'euros ont été investis dans le pôle transformation, un espace de 5 100 m<sup>2</sup> qui était sous-exploité ”**

2022, le MIN - devenu depuis le « Grand Marché » - a vu son chiffre d'affaires passer de 333 à 416 millions d'euros, et son taux d'occupation de 83 % à 98 %. « Notre marché est le seul de France qui ne perd pas de locataires dans son carreau de producteurs. C'est une fierté lorsqu'on sait que la population agricole est en recul. »

#### **DIVERSIFICATION DE L'OFFRE**

« Nous nous sommes attelés dès le début à faire connaître le MIN, qui ne l'était pas des Toulousains et peu des professionnels », se souvient la directrice générale. Elle insiste pour que les arrêts



# “ Notre marché est le seul de France qui ne perd pas de locataires dans son carreau de producteurs ”

de bus à proximité du Grand Marché, situé avenue des États-Unis, à l'extrême nord de Toulouse, prennent le nom du MIN. Forte de ses expériences passées de conseillère du président du Marché de Rungis et de secrétaire générale de la Fédération des marchés de gros, Maguelone Pontier travaille – avec son équipe, qu'elle aime à valoriser – à développer l'offre physique sur le MIN. En quelques années, elle diversifie l'activité et installe des professionnels autres que des producteurs et grossistes. « Notre idée a été de mettre la gastronomie et les bons produits à l'honneur. Thomas

Fantini (restaurateur toulousain dirigeant du groupe Esprit Pergo, NDLR) a été l'un des premiers à me faire confiance en installant son atelier chez nous. » Il sera suivi d'autres grands noms toulousains, comme la fromagerie Xavier ou le torréfacteur Maison Sassier.

## CRÉER DU BUSINESS

Pour pousser plus loin encore le concept d'écosystème, Maguelone Pontier initie l'installation de services. Le MIN accueille par exemple des banques, assurances, agences de communication ou start-ups agroalimentaires dans sa pépinière d'entreprises. Inaugurée

début 2022, elle a pris place dans les anciens entrepôts des cachous Lajaunie. « Aujourd'hui, on compte plus de 450 entreprises locataires. 1 600 personnes travaillent quotidiennement au Grand Marché et 5 000 acheteurs viennent s'y fournir. Tous peuvent faire du sport, se faire soigner, ou acheter leur pain sur place. »

Le site sous-exploité par le passé doit aujourd'hui pousser ses murs. « On optimise tous nos espaces et on continue ainsi à trouver de la place : on a installé les fermes lonaka sur les toits et nous sommes en train d'aménager les sous-sols pour y installer des cultures

### LE MIN EN CHIFFRES

191 entreprises locataires

266 producteurs

4 700 acheteurs

Plus de 1 200 emplois directs

416 M€ de chiffre d'affaires  
généralisé par les entreprises

La pépinière d'entreprises,  
installée dans les anciens entrepôts  
Lajaunie.





L'école de Thierry Marx  
Cuisine Mode d'emploi(s).

“ Nous avons  
30 000 m<sup>2</sup>  
de demande de  
locataires  
en attente ”

de champignons et d'endives. Aujourd'hui, nous avons 30 000 m<sup>2</sup> de demande de locataires en attente et avons désormais le luxe de choisir les nouveaux installés, avec un critère principal : s'assurer qu'ils vont apporter du business aux autres locataires. » Le Grand



© Emmanuelle Choussy



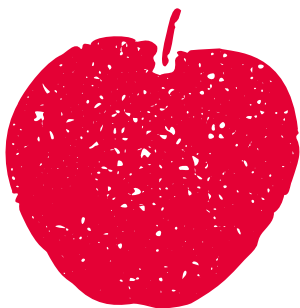


explique Maguelone Pontier. « Le Foodlab sera un tiers-lieu tourné vers la cuisine collaborative, la recherche et le développement, la démonstration culinaire, les supers-aliments et l'innovation », précise-t-on au Grand Marché. L'alimentation spatiale devrait même y être testée. Le Foodlab sera installé dans une partie des locaux de l'école Cuisine Mode d'emploi(s), la huitième du chef doublement étoilé Thierry Marx.

Dans cette école inaugurée en 2019, la formation délivrée, gratuite, s'adresse aux jeunes sortis du système scolaire sans diplôme, aux demandeurs d'emploi de longue durée, aux bénéficiaires du RSA, mais également aux individus sous la main de la justice ne pouvant pas suivre un cursus classique. Une dimension sociale qui fait écho aux valeurs défendues depuis longtemps par Maguelone Pontier. « Le volet social que je porte au MIN est celui auquel je tiens le plus, même si les projets environnementaux me paraissent également très importants. Chez nous, les publics éloignés de l'emploi représentent 20 % de notre masse salariale. En réalité, ce qui compte, ce n'est pas de savoir d'où tu viens mais de savoir si tu as envie de travailler ». La directrice estime par ailleurs que le Grand Marché lui-même remplit

© Emmanuelle Choussy

“ On compte plus de 450 entreprises locataires. 1 600 personnes travaillent quotidiennement au Grand Marché ”



Marché devrait bientôt accueillir une coutellerie et une céramiste.

#### UN FOODLAB EN 2024

Dernier projet en cours, l'inauguration en janvier 2024 du Foodlab du Grand Marché. « Nous avons lancé un appel à projets pour choisir l'exploitant du site »,

une mission sociale. « Dans certains quartiers prioritaires, les seuls espaces d'échanges qui perdurent sont les marchés de plein vent et les petits commerces de proximité qui viennent se fournir chez nous. Ce qui compte pour moi, c'est de leur donner accès à des produits locaux et de qualité ». ■



# Maguelone Pontier

# L'esprit libre

Le succès actuel du Grand Marché de Toulouse tient sans aucun doute à l'audace de sa directrice, Maguelone Pontier. Portrait d'une jeune femme déterminée et engagée.

Par Bérengère BOSI

**D**ans ce milieu agricole très masculin, Maguelone Pontier n'a plus rien à prouver.

Son parcours parle pour elle. Née à Montpellier de parents agriculteurs, elle a passé son enfance à arpenter l'exploitation familiale. Des racines qu'elle n'assume pas seulement : elle les revendique. Bercée dans un contexte syndical, avec un père très engagé, notamment au sein de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), elle est sensibilisée dès l'enfance à l'action collective. Adolescente, elle organise des manifestations au collège, qui la conduiront à essuyer quelques renvois et de nombreuses heures de colle. « J'ai toujours été très sensible aux injustices », se souvient-elle.

Diplômée en 2009 d'un Master 2 communication, politique et ani-

mation locale obtenu à l'université Paris 1, elle devient la même année conseillère du président de la FNSEA, Jean-Michel Lemétayer. Elle est nommée en 2012, conseillère du président du Marché international de Rungis, Stéphane Layani, qui lui confie en en janvier 2015, les rênes de la Fédération des Marchés de Gros, puis la direction du Rungis toulousain, le Grand Marché, en 2017.

## SUR TOUS LES FRONTS

Infatigable touche-à-tout, Maguelone Pontier pratique la boxe, est réserviste de la gendarmerie nationale et a repris en 2019 une partie de l'exploitation familiale avec son père, dans l'Hérault, créant une activité de négoce et de production viticole. Elle s'engage par ailleurs bénévolement sur de multiples causes. « Je suis très curieuse, et quand on me propose quelque chose d'intéressant, j'ai du mal à dire non », avoue-t-elle

en souriant. La dirigeante est ainsi présidente de l'École Tremplins du Sport fondée en 2021, qui vise à la réinsertion des jeunes éloignés de l'emploi, mais également de l'association Maison du Sport au féminin qui œuvre à valoriser la pratique sportive des femmes ou encore administratrice de l'association Solaal, qui facilite le don de produits agricoles au profit de l'aide alimentaire. « Je réserve tous mes lundis après-midi à mes engagements associatifs. »

Indifférente au qu'en-dira-t-on, Maguelone Pontier trace sa route. « Les seuls avis qui comptent sont ceux de mes proches », affirme celle qui vient d'être nommée chevalier de l'ordre national du Mérite. Lorsqu'on lui demande si elle songe à une carrière politique, la directrice du MIN répond qu'elle ne veut pas faire de politique politicienne. « Je ne veux surtout pas me contraindre. Je veux garder ma liberté de ton et dire ce que je trouve juste. » ■



MAGUELONE  
PONTIER

# Investissement Le Périgord, ils l'adorent



Le club des ambassadeurs du Périgord a fait sa rentrée le 13 septembre, à Marsac-sur-l'Isle, en présence de nombreux acteurs économiques, comme politiques. L'occasion de dresser un premier bilan pour 2023.

Par Marie LEMAITRE

**A** dieu les sessions d'été, bonjour les rencontres de rentrée. Pour la première fois, « La Truffe », l'amicale des Périgordins de Paris, s'est réunie en septembre, et non pas au mois d'août, accompagnée de la CCI Dordogne et de l'agence Périgord Développement. Un changement symbolique, mais significatif puisqu'il a permis la présence du président du Grand Périgueux, Jacques

Auzou ; du président du Département, Germinal Peiro ; mais aussi du préfet de la Dordogne, Jean-Sébastien Lamontagne.

## DES EMPLOIS CRÉÉS ET PRÉSERVÉS

Au cours de cette soirée, entrepreneurs, chefs d'entreprises et institutions ont pu échanger, et les perspectives périgourdines, malgré un contexte de crise économique et d'inflation, semblent positives, mais

mesurées. Le chiffre d'affaires déclaré de la Dordogne en valeur brute au 30 juin 2023 atteignait les 1,2 milliard d'euros, soit 6,3 % de plus que l'année précédente sur la même période. « Bien qu'il ralentisse, le taux de croissance reste positif en Dordogne », s'est félicité le préfet qui rappelle que, dans le cadre de France 2030, 28 millions d'euros ont déjà été injectés dans le département.

### CHIFFRES ENCOURAGEANTS

L'agence Périgord Développement a elle aussi souligné des chiffres encourageants, avec une multiplication par deux du nombre de projets aboutis entre 2017 et 2023, passant de 20 à 40. « Derrière, ce sont plus de 200 emplois par an qui ont été créés ou préservés », souligne Jean-Baptiste van Elslande, président de l'agence. Cela notamment grâce à la création, depuis 2018, d'« Oser le Périgord », une action permettant de présenter le Périgord, mais également grâce au dispositif résonne, facilitant l'embauche des conjoints, et

## “ Les entreprises essaient de récupérer des marges après le choc brutal des coûts ”

qui regrette une rentrée qui « n'est pas des plus euphoriques, mais pas en récession ».

### L'INVESTISSEMENT DES MÉNAGES ATTENDU

La crise économique a forcé des répercussions en Dordogne. En cause : l'inflation et les hausses du coût de l'énergie. « Si l'inflation tend à se stabiliser, comme le cours des matériaux qui baisse, les entreprises essaient de récupérer des marges après le choc brutal des coûts », note Christophe Fauvel. Et ces hausses des prix inquiètent le président de la CCI Dordogne sur la capacité des entreprises à investir. « Il n'y a pas de récession, car les entreprises ont soutenu le marché par l'investissement, mais aujourd'hui, beaucoup de projets sont annulés et différés et le moral des chefs d'entreprises est atteint. J'espère que les ménages vont prendre le relais de l'investissement avec le recul de l'inflation. »

Le président de l'agglomération du Grand Périgueux, Jacques Auzou, s'est montré quant à lui plus mesuré,

## “ L'avenir du Grand Périgueux, c'est de regarder vers la Métropole de Bordeaux : on doit être en embuscade et attirer ”

enfin grâce à la création du club des Périgourdins de Bordeaux – en plus de celui de Paris – qui permet un lien fort avec la métropole.

trouvant ses comparses « optimistes ». L'élu a tenu à attirer l'attention sur un problème : le manque d'espace. « À Boulazac, Trélissac... jusqu'à l'autoroute, il n'y a plus un mètre carré. « Le Grand Périgueux s'est porté candidat pour être territoire d'industrie, cela peut donner des leviers... Le dossier est en cours. » L'objectif pour le président est de devenir une terre d'accueil d'entreprises. « L'avenir du Grand Périgueux, c'est de regarder vers la métropole de Bordeaux, on doit être en embuscade et attirer. »

### UNE MONTÉE EN PUISSANCE

De plus, en 2022, 400 projets d'investissements ont été financés, y compris dans l'agriculture, avec Initiative Périgord, ce qui a permis l'injection de 5 millions d'euros en prêts d'honneur dans le département, adossés à 30 millions de prêts bancaires. Des investissements permettant la création ou préservation de 800 emplois, avec un taux de pérennité à trois ans supérieur à 92 %, selon François Gaumet, son coprésident.

Au cours de la soirée, cinq projets d'investisseurs accompagnés par Périgord Développement ont présenté leurs ambitions devant une salle comble. Car la volonté du changement de date de cette soirée était bel et bien « de faire monter l'événement en puissance », note Christophe Fauvel, président de la CCI Dordogne,

### UN TAUX D'EMPLOI RECORD

Dans ce contexte, le chômage en Dordogne est en baisse avec un taux à 7,2 %, et le taux emploi atteint les 68 %, un chiffre qui n'avait pas été vu depuis 1975 selon Christophe Fauvel. L'emploi des seniors est lui aussi en progression, avec une augmentation de 4 points. Les exportations ont elles aussi augmenté de trois points, notamment sur les produits de luxe, et aéronautiques. Le Périgord a encore de beaux jours devant lui. ■

# Économie circulaire **Nouer des liens**



La deuxième rencontre locale de l'économie circulaire s'est tenue le 14 septembre, à la brasserie artisanale de Marsac. Plus que jamais dans l'air du temps.

Par Marie LEMAITRE

**U**ne soirée riche, qui en appelle d'autres. Voilà le constat sans appel que les 59 participants venus à la deuxième rencontre de l'économie circulaire ont fait. L'événement s'est tenu jeudi 14 septembre, à l'initiative de Recita (le réseau d'économie circulaire et d'innovation de Nouvelle-Aquitaine) en partenariat avec le Département de la Dordogne, le Grand Périgueux, la Chambre des métiers, Émergence Périgord et de la CCI Dordogne.

## **UN TIERS-LIEU DÉDIÉ À L'ESS DANS LE BAS-CHAMIER**

Pendant une heure, huit acteurs de l'économie circulaire, association comme entreprises, ont présenté leurs projets réalisés seuls ou en collaboration, avant un temps d'échanges. « Tous les acteurs ont montré une satisfaction d'être mis en réseau, c'est donc la première thématique à laquelle on va s'attaquer », note Jean-Luc Pujols, chargé de mission Économie circulaire au Département de la Dordogne. Cela repose notamment sur le projet du Silot qui doit voir le jour d'ici 2025 sur la friche urbaine de l'ancienne base militaire américaine dans le Bas-Chamiers et sera un tiers lieu de l'ESS et des cultures urbaines.

Pour le Département, qui a accompagné 8 projets pour un budget de 50 000 euros en 2022, ces rencontres permettent de mieux identifier des porteurs de projets. Car en Dordogne, « l'économie circulaire est bien ancrée, et le Conseil départemental est moteur, il favorise la synergie », note David Frugier, chargé d'animation au sein de Recita.

## **DES RENCONTRES CIBLÉES**

S'il s'agissait de la deuxième rencontre organisée par Recita, qui doit couvrir avec ses réunions la totalité de la Nouvelle-Aquitaine, les Périgourdins avaient hâte de savoir quand la prochaine reviendrait dans le département. Ce qui n'est pas à l'ordre du jour pour 2024. En revanche, Recita et le Département ont évoqué la possibilité d'autres rencontres en Dordogne, « sur d'autres formats et avec des thématiques précises », glisse David Frugier. ■

## **PREMIÈRE TABLE RONDE SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE**

À l'occasion de la foire du Gabarier, le samedi 16 septembre, organisée par le Conseil départemental, une table ronde sur les recycleries « pionnières de l'économie circulaire en Dordogne ? » s'est tenue. Une première pour le Département.



© D.R.

## Dordogne **BUDGET PARTICIPATIF : TOP DÉPART POUR LA SAISON 4**

Plus de 250 idées ont été déposées pour participer à la quatrième édition du Budget participatif de la Dordogne, et 177 ont été retenues. Par ce dispositif, les Périgourdins peuvent participer à l'élaboration d'une partie du budget d'investissement du Département d'un montant de 500 000 euros (dont 50 000 pour des projets de jeunes de moins de moins de 20 ans). Il est désormais possible de voter jusqu'au 22 octobre, en ligne, dans les mairies, ou lors du passage de la caravane du budget participatif qui sillonnera les marchés. Chaque porteur de projet a désormais la charge de faire connaître son projet, et les citoyens, dès 8 ans, sont appelés à voter (<https://budgetparticipatif.dordogne.fr/>). Les lauréats seront connus le 10 novembre, à 18 h 30, lors d'une cérémonie à la préfecture.

## Creyssensac-et-Pissot **UN MILLION D'EUROS POUR LA TRANSITION DURABLE DES ENTREPRISES**

L'entreprise périgourdine Greenscope, a brillamment réussi sa première levée de fonds, qui atteint le million d'euros. La start-up accueille désormais à son capital les fonds d'Épopée Gestion, Newfund HAEH et d'Archipel Ventures. Avec cette somme, l'entreprise entend franchir une nouvelle étape dans son développement, en multipliant son nombre de partenaires par trois, tout en continuant de perfectionner son outil. Car Greenscope collecte, analyse et communique les données ESG (environnementales, sociales et de gouvernance) des entreprises et acteurs financiers. Cet outil permet de visualiser les performances, tout en proposant un accompagnement personnalisé de la part des consultants de la start-up. Aujourd'hui, plus de 1 000 entreprises en Europe utilisent la plateforme.



© Greenscope



## Coux-et-Bigaroque-Mouzens LE VILLAGE SÉDUIT SUR AIRBNB

La commune de Coux-et-Bigaroque-Mouzens figure dans le top 5 des destinations les plus tendances pour les séjours patrimoniaux en France sur Airbnb. Un succès qui ne doit rien au hasard puisque la municipalité regroupe trois villages du Périgord Noir, riches de trois châteaux, deux églises, des lavoirs, pigeonniers... Mais surtout, elle est au cœur de la vallée de la Dordogne et de ses nombreux villages remarquables, notamment Le Buisson-de-Cadouin, Les Eyzies, Sarlat, la Roque-Gageac... À l'échelle nationale, la France est la première destination en matière de séjours patrimoniaux sur la plateforme d'hébergement, avec plus de 400 000 nuitées réservées entre mai 2022 et juin 2023.

## Périgueux L'ESCALE & CO OUVRE SES PORTES

Le tiers-lieu, situé rue du Président-Wilson, à Périgueux, accueille tous les Périgourdiens le vendredi 29 et samedi 30 septembre à l'occasion des journées portes ouvertes des tiers-lieux de Nouvelle-Aquitaine. Il s'agit de la troisième édition de l'événement organisé par la coopérative des Tiers-Lieux et de la Région, afin de faire découvrir à tous les possibilités offertes par ces espaces partagés et collaboratifs. La soirée du vendredi 30 septembre sera consacrée à un afterwork en anglais et à la projection du film *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent. Le samedi donnera la part belle à de nombreuses initiations : yoga, électronique, outils informatiques, gravure sur bois... Tout le programme est disponible à cette adresse : <https://mobilizon.fr/events/7162ed08-8522-4f94-80d7-c9e9175ee170> et chaque événement est libre et gratuit.







## Périgieux BOOSTER SES CAPACITÉS ENTREPRENEURIALES AUX CAFÉS PROPULSE

La pépinière d'entreprises Cap@cités, située dans le nouveau quartier d'affaires à l'Espace Aliénor, propose un atelier « café propulse », jeudi 28 septembre de 9 h à 12 h. Cet atelier qui s'adresse aux entrepreneurs nouvellement lancés, sera consacré à identifier les différents profils d'entrepreneurs, échanger entre porteurs de projets, et découvrir les étapes clés de la création et les dispositifs d'accompagnement pour y parvenir. L'animation sera assurée par Virginie Roussel, photographe et chargée du développement en Dordogne de l'association les premières Nouvelle-Aquitaine qui accompagne les femmes et les équipes mixtes dans la création et le développement de leur entreprise.

## Dordogne NOUVEAU PRÉSIDENT POUR PÉRIGORD DÉVELOPPEMENT

Le renouvellement doit encore être acté lors de la prochaine assemblée générale, mais c'est **Laurent Deverlanges**, le fondateur des caviars de Neuvic. Il succède à **Jean-Baptiste van Elslande**, directeur général chez Savencia. Interrogé, le nouveau président a présenté ses projets, notamment « faire venir rapidement les chefs d'entreprises ». Pour Laurent Deverlanges, un autre enjeu important va l'occuper après son élection : l'objectif zéro artificialisation nette. « Il n'y a pas assez d'endroits où poser les entreprises, on doit faire un état des lieux des friches lot par lot. » La silver économie et la santé seront également des axes de travail à développer.

JEAN-BAPTISTE  
VAN ELSLANDE



Conjoncture / Occitanie

# La Banque de France

# optimiste



CHRISTINE  
BARDINET

directrice régionale  
de la Banque de France  
Occitanie

© Banque de France Occitanie

Les entreprises de la région s'en sortent mieux que prévu en 2023. C'est le bilan tiré à la mi-année par la Banque de France Occitanie qui vante la résilience de l'économie régionale.

Par Maxime FAYOLLE

*A contrario*, la filière agro-alimentaire, touchée par l'inflation, les phénomènes météo extrêmes et l'épizootie sur le canard, a revu à la baisse de 5 points la progression de son CA.

## LES INVESTISSEMENTS S'ENVOLENT

Que ce soit dans l'industrie, les services marchands ou le BTP, la bonne nouvelle porte sur les investissements qui explosent par rapport aux prévisions de début d'année. « Cela

**L**e climat de la fin 2022 n'incitait pas les chefs d'entreprise occitans à l'optimisme. « Avec la guerre en Ukraine et la crise de l'énergie, on évoquait le risque d'une récession de l'économie », rappelle la directrice régionale de la Banque de France Occitanie, Christine Bardinet. Finalement, il n'en fut rien et les prévisions à mi-année permettent d'envisager une année 2023 correcte dans tous les secteurs malgré une inflation toujours élevée et une consommation de fait plus modérée.

## L'AÉRONAUTIQUE PORTE L'INDUSTRIE

Dans l'industrie pourtant, la croissance des chiffres d'affaires s'annonce moins élevée que prévue (+ 4,2 % contre + 6,9 % tablés en janvier). Heureusement pour le secteur, l'aéronautique sauve les apparences. Malgré des lignes de production toujours perturbées au premier trimestre 2023 (manque de composants électroniques et de certaines matières premières), la filière aéro porte l'industrie en Occitanie (+ 7,3 % CA prévu).

s'explique par un certain pessimisme en début d'année. Certains chefs d'entreprise n'ont pas voulu annoncer des investissements qu'ils auraient sûrement retardés en cas de récession », explique Vincent Foussal, le responsable du service études.

Résultat, des hausses spectaculaires avec + 38,5 % dans l'industrie (+ 8 % prévu en janvier) et + 28,5 % dans les services marchands. Même le BTP investit désormais avec une hausse de 11 % alors que les patrons prévoient de réduire les investissements de 5 % en janvier dernier.

Le BTP est surtout porté par la rénovation énergétique des bâtiments alors que la construction des logements neufs et les appels d'offres publics sont en baisse. Dans le secteur, l'alerte porte toutefois sur la main d'œuvre, de plus en plus difficile à conserver. « On observe une augmentation du recours à l'autoentreprise et à l'intérim », détaille Christine Bardinet. L'emploi reste une question majeure tous secteurs confondus. « 50 % des entreprises ont du mal à recruter », conclut la directrice régionale de la Banque de France Occitanie. ■

# Décarboner l'aviation

## Le défi de demain

Alors que le trafic aérien revient petit à petit aux standards d'avant Covid, un colloque se tenait la semaine dernière à Toulouse sur l'avenir de l'aviation. Comment décarboner l'industrie, à quel rythme et avec quels financements ?

Par Maxime FAYOLLE

**C**est la quatrième révolution de l'aviation. Celle qui sera capable de maintenir le principe de l'avion pour tous, tout en respectant les engagements des Accords de Paris. En clair : continuer à augmenter le nombre de passagers, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Comment concilier ces deux ambitions qui paraissent contradictoires ? « Cela passe par le renouvellement de la flotte des avions, le développement de nouveaux biocarburants et enfin par l'innovation technologique », explique Baptiste Voillequin du GIFAS. Sur l'innovation, l'avion à l'hydrogène est l'objectif avoué des industriels.

### BUDGET CARBONE PRESQUE ÉPUIsé

L'ingénieur Carlos Lopez de la Osa Garcia se veut, lui, plus prudent. « La prise de conscience de l'industrie aéronautique est très récente. La croissance continue et notre budget carbone est bientôt épuisé. Cette feuille de route basée sur la technologie est-elle suffisante ? »

Une question à laquelle plusieurs start-ups toulousaines tentent d'apporter des réponses. C'est notamment le cas de Beyond Aero dont l'objectif est de réaliser le premier vol à l'hydrogène avec pilote. « On s'attaque principalement à l'aviation d'affaires qui représente 23 000 appareils. On a levé 25 millions d'euros mais on s'est fixé le milliard comme objectif », détaille Valentin Chomel, le cofondateur.

### L'ARGENT, NERF DE LA GUERRE

La question du financement est finalement celle qui sous-tend toutes les autres. « Le problème, c'est que les financeurs sont des poltrons ! », lâche Marwan Lahoud, directeur général du groupe de gestions d'actifs Tikehau Capital. « Aujourd'hui, ils commencent à croire en l'aviation mais il faut que les start-ups en soient conscientes : elles ne deviendront pas toutes des licornes ! »

Certaines comme Universal Hydrogen ont fait le choix de s'installer outre-Atlantique. Les enjeux financiers ont été mieux appréhendés là-bas selon Pierre Farjounel, le responsable du développement Europe : « En deux ans, on a fait voler un avion à l'hydrogène en partant de rien. Ce fut possible car on a eu un accompagnement financier rapide. Si j'ai besoin de 50 millions, ça ne doit pas me prendre 18 mois de dossiers, de commissions... En Europe, le fléchage de l'argent prend trop de temps ». Un temps pourtant crucial pour réussir cette quatrième révolution de l'aviation. ■





# Ilek. Branché énergie verte

Le fournisseur d'électricité verte créé en 2016 à Toulouse franchit une nouvelle étape avec l'inauguration d'un champ photovoltaïque à Lupiac (Gers). Il devient désormais producteur d'électricité et vise 500 000 clients d'ici 2025.

Par Maxime FAYOLLE

**L'**énergie verte est devenue une formule magique en l'espace de quelques années. « Tout le monde s'y est mis, même des acteurs éloignés du secteur de l'énergie comme Cdiscount ou Leclerc », sourit Rémy Companyo, le cofondateur d'Ilek. Mais chez l'entreprise toulousaine, l'énergie verte n'est pas une mode. C'est une croyance. « Avec Julien (Chardon, l'autre cofondateur, ndlr), on s'est dit que la transition écologique passerait notamment par une énergie décarbonée. On a la volonté de la rendre accessible au plus grand nombre. » Le secteur s'est aujourd'hui petit à petit épuré de ces acteurs opportunistes pour se recentrer sur quelques entreprises dont Ilek qui revendique 150 000 clients (110 000 sur l'électricité, 40 000 sur le gaz).

## DE FOURNISSEUR À PRODUCTEUR

Derrière cette réorganisation se cache le spectre de l'État. « Le gouvernement souhaite que les fournisseurs d'électricité deviennent aussi des producteurs afin de ne plus subventionner la production », explique Rémy Companyo. Ainsi, depuis plusieurs mois, Ilek réfléchit à la meilleure manière de produire une électricité verte. Un premier projet pilote a été inauguré dans le

Lauragais au printemps dernier. Mais c'est la signature d'une convention entre SOLVEO et l'Agence régionale Énergie Climat (AREC) en décembre 2021 qui marque le point de départ de la production par Ilek.

Les trois acteurs se sont engagés pour créer un mini champ solaire à Lupiac (Gers). Il est inauguré en cette fin septembre et permettra de couvrir la consommation annuelle de 70 à 80 foyers. « On veut désormais créer entre 20 et 30 projets de ce genre à travers toute l'Occitanie » s'enthousiasme Rémy Companyo. D'ici 2025, l'objectif d'Ilek est de produire 30 % de l'électricité vendue. « Nos projets concernent avant tout le photovoltaïque et l'hydroélectrique. En ce qui concerne l'éolien, ce sont des projets plus compliqués avec des investissements lourds. » En revanche, la production de gaz n'est pas à l'étude. « On n'est pas armé pour produire du biométhane, qui nécessite un savoir-faire dans la gestion des déchets. Ce n'est pas notre cœur de métier. »

“ On veut atteindre 500 000 clients en 2025 ”

## CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION

Ilek veut en tout cas continuer à se diversifier. En amont par la production donc, mais aussi en aval. « On veut aider nos clients à moins consommer d'énergie. Cela peut paraître contre-productif pour un fournisseur d'énergie mais on est convaincus qu'il faut réduire nos émissions de CO<sub>2</sub> », plaide Rémy Companyo. Pour cela, Ilek lance une nouveauté en cette rentrée avec Clé Watt. « C'est un petit appareil connecté à votre compteur qui va vous donner le pouls de votre consommation en temps réel. » En clair, vous pourrez voir quel appareil consomme en direct. De quoi repérer une



JULIEN CHARDON  
 ET RÉMY COMPANYYO  
 cofondateurs d'IleK

## “ Ce champ solaire de Lupiac permettra de couvrir la consommation annuelle de 70 à 80 foyers ”

consommation anormale et faire le tri dans les appareils électroménagers trop énergivores.

Cette ambition de réduire la consommation colle avec les objectifs affichés du gouvernement depuis le début de la guerre en Ukraine et la crise de l'énergie. « L'électricité a bondi de 25 % en 2023, et pourrait encore augmenter en 2024. Donc il faut continuer l'effort de sobriété entrevu l'hiver dernier », plaide Rémy Companyo. Si le risque de pénurie sur l'électricité semble être atténué cet hiver, la question du gaz reste plus problématique. « Cela dépend de nos capacités d'approvisionnement car il y a des enjeux d'importation. Et tout dépendra des températures hivernales. »

### LA BARRE DES 200 COLLABORATEURS FRANCHIE

Malgré des coûts de l'énergie en hausse, IleK (dont l'abonnement est 5 % plus cher que ses concurrents) n'a pas vu de fuite de clients. « On veut atteindre 500 000 clients en 2025, alimentés par nous-mêmes ou par des projets où nous sommes actionnaires. L'entreprise continue de recruter et vient de franchir la barre symbolique des 200 collaborateurs », sourit le cofondateur. Les recrutements attirent d'ailleurs très largement puisqu'IleK propose le télétravail à 100 %. « On peut

postuler sans contrainte géographique. Seuls 15 % de nos employés sont à Toulouse. Il y a quelques temps, on a reçu 200 candidatures sur un poste marketing. » Avec un chiffre d'affaires de 170 millions d'euros en 2022, tous les voyants d'IleK sont au vert. ■



# Des cartes de visites écolos et connectées

Le leader français de la carte de visite connectée est toulousain ! WeMet, la jeune pousse fondée en 2020 par Samuel et Hannah Dassa, revendique déjà 100 000 utilisateurs et vient de signer un contrat record avec le groupe hôtelier Accor.

Par Bérengère BOSI

**D**es chiffres à donner le vertige : « Chaque année, plus de 10 milliards de cartes de visite sont fabriquées dans le monde... Et 9 milliards partent à la poubelle dans la semaine qui suit leur fabrication », affirme Samuel Dassa. Face à cette absurdité, le jeune Toulousain et son épouse Hannah décident en 2020 de fonder la start-up WeMet. Deux ans plus tard, elle est le leader français de la carte de visite connectée, « qui ne représente que 1 % du marché des cartes de visite », relativise modestement le dirigeant de 30 ans. L'entreprise pionnière sur le segment compte aujourd'hui 25 000 entreprises clientes et plus de 100 000 utilisateurs. « Nous représentons plus de 50 % du marché dans l'Hexagone » ; une dizaine d'autres acteurs se partageant le reste du marché.

La WeCard fonctionne un peu comme une carte bleue sans contact que l'on place sur un terminal de paiement. Grâce à la technologie NFC (Near Field Communication), il suffit de l'approcher du smartphone de l'interlocuteur à qui l'on souhaite laisser nos coordonnées pour que celles-ci s'affichent sur son écran. Il n'y a plus qu'à enregistrer.

## « COVID COMPATIBLE »

Si l'entreprise est aujourd'hui en pleine croissance – après un chiffre d'affaires de 700 000 euros en 2022, elle vise 1,5 million d'euros en 2023 – les débuts n'ont pas été faciles. « Nous nous sommes lancés en 2020 et avons démarré la commercialisation de nos cartes de visites connectées au pire moment : deux semaines avant le premier confinement », se souvient Samuel Dassa. La vie économique s'arrête et les salons professionnels où les cartes de visite

s'échangent tous azimuts sont reportés ou annulés. « Lorsque l'activité a repris, on a finalement eu une chance : nos cartes étaient « Covid compatible » puisqu'elles ne nécessitaient pas de contact ! »

Pierre Fabre, le groupe international pharmaceutique et dermocosmétique basé dans le Tarn, devient le premier gros client de WeMet, quelques semaines seulement après le déconfinement. Les WeCards séduiront par la suite des entreprises locales, comme le Drive tout nu, ASF ou LP Promotion, avant de convaincre d'autres grands noms nationaux tels que TotalEnergies ou Ardian. WeMet vient par ailleurs de conclure un contrat de taille avec le groupe hôtelier Accor, « qui compte plus de 20 000 collaborateurs ». Une belle prise pour la société toulousaine qui finalise également des contrats avec deux grandes maisons de luxe. « On espère atteindre les 200 000 utilisateurs





**HANNAH ET  
 SAMUEL DASSA**  
 fondateurs de WeMet

en 2024 et dépasser le million fin 2026 », projette le dirigeant.

### UN OUTIL RSE

Il faut dire que la carte connectée dispose d'atouts pour séduire les entreprises. Preuve tangible de leurs engagements environnementaux, elle devient un véritable outil de communication. « Elle permet aux entreprises de montrer à leurs collaborateurs, futures recrues, mais également à leurs clients, qu'elles s'engagent dans la transition écologique en réduisant la consommation de papier », explique Samuel Dassa. Pour aller plus loin dans la démarche environnementale, WeMet propose des cartes de visite en PVC recyclé ou en bois upcyclé, fabriquées en interne. « Nous faisons de l'artisanat connecté », aime à dire l'entrepreneur. « Il n'y a que la puce qui est fabriquée en Asie, car il n'existe aucun fabricant en Europe ».

Chez WeMet, une commande passée le lundi est livrée dès le ven-

dredi. « Nous fabriquons nos cartes dans nos locaux, au centre-ville de Toulouse, ou au RoseLab (situé à La Citée à Toulouse, NDLR) où nous disposons d'une machine ».

### UNE LEVÉE DE FONDS EN PERSPECTIVE

WeMet veut désormais aller encore plus loin ; mais pour ce faire, elle a besoin de fonds. « Nous souhaitons lever environ 2 millions d'euros », indique Samuel Dassa. De quoi permettre à l'entreprise de se déployer à l'étranger à l'horizon 2024. « Nous visons notamment l'Espagne, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie. L'idée est d'y ouvrir des antennes pour produire nos cartes localement, toujours dans le souci de limiter notre impact carbone. » Autre projet : le développement de nouveaux services pour les utilisateurs des WeCards. « Notre but est de proposer de plus en plus de fonctionnalités basées sur l'intelligence artificielle et le machine

learning. Mais nous ne souhaitons pas trop en dévoiler pour le moment... », confie le dirigeant. Dans ce but, la société qui comptait quatre collaborateurs en 2022 et quinze aujourd'hui, prévoit d'étoffer ses effectifs. « On devrait être 25 en 2024, mais pour accueillir tout le monde, il va nous falloir déménager. » WeMet est à la recherche de bureaux de 150 à 200 m<sup>2</sup>, dans le centre de Toulouse. « Nous souhaitons que nos collaborateurs puissent continuer à venir à vélo ou en métro. » L'appel est lancé. ■

### WEMET EN CHIFFRES

100 000 utilisateurs  
 CA 2022 : 700 000 €  
 CA prévisionnel 2023 : 1,5 M€  
 Effectif : 15 personnes



## Blagnac L'AÉROPORT INAUGURE UNE STATION DE RECHARGE ÉLECTRIQUE ULTRA-RAPIDE

C'est une première pour un aéroport en France. Toulouse-Blagnac vient d'inaugurer une station de recharge ultra-rapide pour les véhicules électriques. Seize bornes installées à l'entrée de l'aéroport permettent de recharger un véhicule en une vingtaine de minutes. Le prix du kW est de 49 centimes c'est-à-dire que « pour passer de 20 à 80 % de batterie, il vous en coûtera 15 à 20 euros », précise Aurélien de Meaux, président d'Electra qui a investi 1,5 million d'euros pour mettre en œuvre la station. Celle-ci utilise de l'électricité verte (éolien, biomasse, solaire...) produite par la société Volterres. Ouverte depuis un mois, la station accueille en moyenne une quarantaine de véhicules par jour. « Mais avec 10 fois plus de véhicules électriques d'ici 10 ans, les besoins iront crescendo », promet Aurélien de Meaux.

© Maxime Fayolle



© Préfecture de la région Occitanie

# Carnet

## MARC DEMULSANT NOMMÉ DIRECTEUR DE PROJET « LIGNES NOUVELLES À GRANDE VITESSE »

Placé sous l'autorité du préfet de région Pierre-André Durand, **Marc Demulsant** a été nommé directeur de projet « lignes nouvelles à grande vitesse ». Administrateur de l'État, Marc Demulsant était jusqu'à présent sous-directeur de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'État à la direction générale des Outre-mer. Précédemment, il a occupé des postes de sous-préfet en Corse et dans l'Ain. Il a également géré le dossier de l'installation du centre de stockage des déchets radioactifs à Bure dans la Meuse. En Occitanie, Marc Demulsant – ingénieur de formation – est désormais en charge d'assister le préfet dans le pilotage de la LGV Bordeaux-Toulouse et de la ligne nouvelle entre Montpellier et Perpignan. Il a pris ses fonctions le 4 septembre.





**Muret**  
**UN APPRENTI DE LA**  
**CHAMBRE DES MÉTIERS**  
**OCCITANIE PRIMÉ**

Sept apprentis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Occitanie ont représenté la région lors de la sélection nationale WorldSkills à Lyon du 14 au 16 septembre. Parmi eux, quatre provenaient du CFAI Henri Martin Lézignan-Corbières (Aude), un du Campus des Métiers de l'Artisanat de l'Aveyron et deux de l'École Supérieure des Métiers de Muret (Haute-Garonne). Ils se sont joints à 800 jeunes engagés dans la compétition. Le Muretain Paul Meunier a remporté la médaille d'excellence dans la catégorie pâtisserie confiserie. « Félicitations à tous nos apprentis, qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Ces jeunes témoignent de l'excellence des formations proposées par la voie de l'apprentissage dans l'artisanat », a réagi le président de la CMA Occitanie, Joseph Calvi.



**PAUL MEUNIER**  
 médaille  
 d'excellence  
 WorldSkills



© Burgers de Colette

**Toulouse**  
**LES BURGERS DE**  
**COLETTE OUVRENT UN**  
**RESTAURANT**  
**EN CENTRE-VILLE**

Après Rennes, Bordeaux et Le Cap-Ferret, les Burgers de Colette arrivent à Toulouse. Le cinquième restaurant de la chaîne de restauration rapide ouvre le 29 septembre dans la ville rose et, pour la première fois, il s'agit d'un restaurant piloté par des franchisés : Cédric Monier et David Jovenet. Les deux compères avaient déjà monté leur propre affaire en 2021 à Bordeaux, le *Mitsuba*, centré sur la cuisine street-food japonaise. Le restaurant sera ouvert 7 jours sur 7 de 11 h 30 à 23 h au 19 boulevard de Strasbourg et proposera huit recettes avec des produits 100 % français. Pour ses débuts, l'équipe toulousaine recherche huit collaborateurs au poste d'équipiers polyvalents. Offre spéciale pour l'inauguration : la chaîne offre 100 burgers à ses 100 premiers clients.

## Toulouse REEV LÈVE 3 M€ POUR INDUSTRIALISER SON EXOSQUELETTE

Reev, medtech toulousaine fondée en 2021 par Amaury Ciurana et Robin Temporelli, boucle sa première levée de 3 millions d'euros. L'opération, menée par Polytechnique Ventures, et suivie par Irdi Capital Investissement, Newfund et des business angels, doit permettre à la société de lancer la commercialisation de son capteur connecté et d'industrialiser sa genouillère robotisée destinée aux personnes atteintes de trouble de la marche. L'entreprise, fondée en 2019 par Amaury Ciurana et Robin Temporelli, a développé un capteur capable d'analyser la marche des patients, et une technologie de robotisation pour concevoir des exosquelettes sur mesure pour l'articulation du genou. Les premiers capteurs seront commercialisés avant la fin de l'année, en priorité aux États-Unis, tandis que les genouillères robotisées, distribuées par Thuasne, devraient être disponibles à compter de 2025.



## Toulouse JACQUES-ÉDOUARD CHARRET NOMMÉ DG DE SENIORIALES

Le groupe Pierre et Vacances vient de nommer Jacques-Édouard Charret au poste de directeur général de sa filiale Senioriales, basée à Toulouse. Il succède à Benjamin Misery. Spécialisée dans le logement des seniors, Senioriales compte plus de 7 500 logements qui hébergent plus de 8 500 habitants. Vingt résidences sont également en cours de travaux ou de commercialisation. Directeur général de la société immobilière Grand M Group (devenu Uxco) depuis 2017, Jacques-Édouard Charret a réalisé une grande partie de sa carrière dans l'industrie agroalimentaire, chez Unilever (1988-1992), au sein du groupe Casino (1992-2009) ou encore des groupes Quick (2009-2013) et Toupargel (2013-2017). Senioriales emploie plus de 270 personnes et a généré un chiffre d'affaires de 65,7 millions d'euros en 2021-2022.



**SYLVAIN WASERMAN**  
 président de l'Ademe

**CÉLINE VACHEY**  
 directrice régionale  
 de l'Ademe Occitanie

**Occitanie  
 L'ADEME POURRAIT ACCORDER  
 150 M€ D'AIDES CETTE ANNÉE**

En 2022, la direction régionale de l'Ademe a soutenu plus de 760 projets en Occitanie, pour un montant d'aides de 125 millions d'euros qui ont généré un investissement total de 510 millions d'euros. En 2023, 110 millions d'euros d'aides ont déjà été engagés dans la région et le bilan annuel pourrait atteindre les 150 millions d'euros. « 77 % des aides accordées par l'Ademe en Occitanie sont destinées à accompagner des projets portés par des entreprises », indique Céline Vachey, directrice régionale de l'Ademe Occitanie. Présent à Toulouse le 14 septembre à l'occasion de la Journée nationale des collectivités, le nouveau président national de l'Ademe, Sylvain Waserman, a rappelé les objectifs fixés par l'État en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) : d'ici à 2030, la France, actuellement émettrice de 410 millions de tonnes de GES, devra réduire son empreinte de 140 millions de tonnes.



**Haute-Garonne  
 RENTRÉE CHARGÉE POUR LA CCI**

Pas moins de quatre événements portés par la CCI Toulouse Haute-Garonne se tiendront aux mois d'octobre et novembre. Le 3 octobre, plus de 800 chefs d'entreprise et acteurs économiques sont attendus au Casino Barrière pour le Forum économique de Toulouse. Intitulée « Des racines, des ailes et du business », la douzième édition de l'événement mettra « en lumière le rôle essentiel des entreprises dans la construction d'un écosystème d'excellence propice à la prospérité locale et globale ». Le 5 octobre, le salon professionnel des services aux entreprises – Serviciz - qui rassemble chaque année 150 exposants et 1 500 décideurs se tiendra au Pavillon du Stade Toulousain. Du 17 au 19 octobre, le MEETT accueillera le salon de l'industrie Siane, ses 500 exposants et 13 000 visiteurs, tandis que le 13 novembre, se tiendra le nouveau rendez-vous business de la CCI : Destination Transmission Reprise, un événement dédié à la transmission et reprise d'entreprise.

# La Plage aux Entrepreneurs Façonnières du Made in France



500 entrepreneurs venus de la France entière ont assisté à la deuxième édition de la Plage aux Entrepreneurs, autour du made in France.

Par Nathalie VALLEZ

**I**l a été question de courage et d'innovation pour la deuxième édition de la Plage aux Entrepreneurs qui s'est tenue le 14 septembre à Arcachon. Cette manifestation, coorganisée par la ville représentée par son maire Yves Foulon et l'association Origine France Garantie (OFG) présidée par Gilles Attaf, était parrainée cette année par Louis Gallois, ancien

PDG (entre autres) de la SNCF et d'Airbus. Elle a rassemblé environ 500 entrepreneurs de la France entière, venus écouter les différentes conférences.

## AU CŒUR DE L'INTIME

« Entre nous » : c'est avec une scénographie à la fois conviviale et intimiste qu'a été organisée la première présentation d'entrepreneurs venus pitcher pour raconter

leurs parcours. Ainsi la matinée a été consacrée aux itinéraires de 6 d'entre eux, interviewés par Anthony Vitorino, directeur de la publication de *Fait en France*, avec l'auteure Sylvie Bariol en voix-off, rythmant ainsi les prises de paroles et aboutissant à des récits à la fois émouvants mais aussi inspirants. Un format assez exceptionnel qui grattait le côté intime de ces parcours et recherchait les ressorts de la prise de risque et du top départ. « C'est en Asie que j'ai rencontré le made in France », expliquait ainsi Davy Dao, créateur de Dao Jean, qui a découvert les ravages de la fast fashion dans son pays d'origine : le Vietnam.

Arnaud Montebourg,  
Yves Foulon et Arnaud Leroy



© Nathalie Vallez

recherche technologique. Revenant sur l'intelligence artificielle, Nicolas Babin, qui est ambassadeur digital pour l'Union européenne depuis mars dernier, a démontré à travers différents exemples que toutes les entreprises peuvent y avoir recours « pour augmenter l'humain ». « L'intelligence artificielle est un facteur

million d'euros pour sa 4<sup>e</sup> affaire qui compte quelque 10 000 utilisateurs.

### CONSEILS D'EXPERTS

Face aux difficultés de trouver des fournisseurs « made in France » une autre table ronde a rassemblé 6 porteurs de projets en recherche de fournisseurs potentiels. Des experts de La Source Française, cabinet de conseil spécialisé dans la fabrication française et Façon de faire, qui regroupe les acteurs de l'industrie du textile étaient là pour les aiguiller dans leurs recherches.

Une dernière conférence a croisé les points de vue de l'ancien ministre reconverti dans l'entrepreneu-

“ Ces nouveaux entrepreneurs ont une triple caractéristique : ils sont à la fois engagés, audacieux et innovants ”



© Nathalie Vallez

### PARCOURS GIRONDINS

C'est autour du thème « L'intelligence artificielle au secours de la réindustrialisation » que sont intervenus Louis Gallois, Virginie Saks, experte en industrie et territoires, cofondatrice de Compagnum, qui accompagne les start-ups, PME et ETI, ainsi que l'entrepreneur archaichonais Nicolas Babin, spécialisé dans l'innovation et les technologies numériques. « Ces nouveaux entrepreneurs ont une triple caractéristique : ils sont à la fois engagés, audacieux et innovants », a prévenu de prime abord Louis Gallois. « Produire en France est un acte citoyen. » Mais de regretter le manque d'investissement public dans la



© Nathalie Vallez

de productivité importante », a-t-il remarqué en guise de conclusion, donnant l'exemple de Microsoft 365 Copilot qui fournit une assistance intelligente en temps réel.

C'est un autre entrepreneur girondin qui est ensuite venu présenter sa start-up permettant aux particuliers de gérer leur patrimoine financier depuis leur téléphone. À tout juste 21 ans, Cyprien Delmeule, fondateur de Wealthcome, qui est installé à Gujan-Mestras, a ainsi levé près d'un

riat Arnaud Montebourg, Arnaud Leroy, directeur du développement durable du groupe Sphère et ancien président de l'Ademe et enfin Yves Jégo, ancien ministre et fondateur de la certification OFG, autour du thème « la souveraineté nationale, levier de l'industrie verte ? ». La journée s'est achevée avec la venue de la ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et du tourisme, Olivia Grégoire. ■



# Bordeaux Sciences Agro Au cœur des transitions

L'établissement d'enseignement supérieur et de recherche agronomique girondin a fêté ses 60 ans le 15 septembre. L'occasion pour sa directrice, Sabine Brun-Rageul, de rappeler l'engagement de l'école en faveur des grandes transitions en cours et à venir.

Par Jennifer WUNSCH

**A** l'occasion de ses 60 ans, l'établissement public d'enseignement supérieur et de recherche agronomique réaffirme son engagement en faveur des transitions. « Nous formons les ingénieurs agronomes de demain, qui interviendront dans les secteurs de l'agriculture et de la viticulture, de l'alimentation, de la forêt et du bois, de l'environnement... », rappelle Sabine Brun-Rageul, sa directrice. C'est pourquoi « la transition agroécologique

figure au cœur de notre démarche pédagogique. Elle est diffusée dans toutes nos formations par notre cinquantaine d'enseignants-chercheurs, rattachés à une quinzaine d'unités de recherche, dont celles de l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) ou de l'Institut des sciences de la vigne et du vin (ISVV) », assure-t-elle. Bordeaux Sciences Agro a d'ailleurs mis ces transitions au cœur de son plan stratégique 2030, publié en 2021. Mais également des célébra-

tions de son 60<sup>e</sup> anniversaire, le 15 septembre dernier, sur son site de Gradignan, avec une table-ronde et la signature de conventions-cadres, notamment avec l'INRAE, à travers lesquelles « nous aspirons, à notre échelle, à innover pour les transitions agroécologiques et alimentaires », précise la directrice de Bordeaux Sciences Agro.

## DE LA FOURCHE À LA FOURCHETTE

Les défis sont nombreux. « Il faut adapter les cultures au changement climatique, mais aussi participer à l'atténuation du changement climatique », commence Sabine Brun-Rageul. La transition numérique est également un sujet important. « Outre la robotisation et la mécanisation, la captation de données et leur traitement par l'intelligence artificielle sont des outils intéressants, pour déclencher les vendanges ou les traitements de la vigne », cite en exemple la directrice. La transition des pratiques agroécologiques et culturelles, visant à diminuer l'utilisation des produits phytosanitaires, tout comme l'accompagnement à la transition énergétique, avec le développement des méthaniseurs ou l'agrivoltaïsme, sont également

## « 14 millions d'euros d'investissement pour le projet immobilier « Cœur d'école » »



### BORDEAUX SCIENCES AGRO EN CHIFFRES

Personnels : **160**  
Enseignants-chercheurs : **50**  
Étudiants : **620**  
Logements étudiants sur le campus :  
**350 chambres**  
Budget annuel total :  
**20 millions d'euros**



SABINE BRUN-RAGEUL

« nous avons aussi imaginé de nouveaux espaces pédagogiques modulaires. Et créé une halle technologique alimentaire et un nouveau laboratoire d'agroécologie », détaille sa directrice. Il vient compléter la mise en œuvre des pratiques agroécologiques au vignoble et dans le chai du château Luchey-Halde, propriété et laboratoire à ciel ouvert de Bordeaux Sciences Agro, dont les 120 ha produisent 120 000 bouteilles de vin par an.

### ÉCOSYSTÈME INNOVANT

« Notre idée est de mettre les élèves au cœur d'un écosystème innovant », poursuit Sabine Brun-Rageul, qui héberge sur son site le pôle de compétitivité de la filière forêt-bois-papier, Xylofutur, et Agri-Sud-Ouest Innovation, et espère accueillir des start-ups. Les chaires d'entreprises lancées ces dernières années ont également pour objectif de « faire émerger des sujets qui intéressent ou nous permettent de renouveler nos mécènes », précise-t-elle. Afin que ses cursus soient toujours plus professionnalisants, Bordeaux Sciences Agro propose de nouvelles formations répondant aux besoins des filières biologique, forêt-bois ou encore du numérique dans l'agriculture. « Nous développons aussi les doubles-diplômes, avec Sciences Po Bordeaux, l'École du bois de Nantes ou encore l'École supérieure de la banque, toutes ces transitions devant être financées », rappelle Sabine Brun-Rageul. Prochain défi à relever pour la directrice de Bordeaux Sciences Agro : « travailler à l'attractivité de nos métiers, en expliquant le rôle des ingénieurs agronomes. Ce sont les ingénieurs du vivant, au cœur des défis passionnants d'aujourd'hui et de demain », proclame-t-elle. ■



au cœur des enseignements. « Nous travaillons aussi sur les transitions alimentaires en aval : aller vers la relocalisation et vers plus de naturalité constitue un changement de paradigme qui nécessite l'implication de la recherche », estime Sabine Brun-Rageul. « C'est notre ADN : avoir une vision filière de la fourche à la fourchette, de la forêt au produit en bois... », résume-t-elle.

pratique l'agroécologie dans la gestion différenciée des espaces, et accueille des moutons en pâturage sur ses 17 ha. Il a également lancé en 2021 un vaste projet immobilier « Cœur d'école », qui représente un investissement de 14 millions d'euros, financé par le plan de relance et le contrat de projet État-Région. Dans le nouveau bâtiment durable Médoc, inauguré le 15 septembre,

Jean-Frédéric Laurent, DG du GPMB, Exequiel Lanza, président de CLYD et Damien Havard, président de HDF Energy, au Grand Port Maritime de Bordeaux, où sera implanté Hynaval.



## Bordeaux BATEAUX À HYDROGÈNE : HDF ENERGY ET CLYD LANCENT HYNAVAL

Le spécialiste des grandes infrastructures hydrogène et fabricant de piles à combustible de forte puissance, HDF Energy, annonce sa prise de participation dans la nouvelle société Hynaval. Il s'associe à l'architecte naval bordelais CLYD, qui a remporté, aux côtés d'OCEA Construction Navale, l'appel d'offres de Bordeaux Métropole pour la fabrication des futures navettes fluviales publiques bordelaises, les Batcub. Installé au pôle naval du Grand Port de Bordeaux, Hynaval opérera un chantier spécialisé dans la conception, la fabrication et le rétrofit de bateaux propulsés à l'hydrogène. « En alliant le savoir-faire de CLYD dans la fabrication, la modernisation et la maintenance de bateaux de plaisance à l'expertise de HDF Energy dans les piles à combustible hydrogène de forte puissance, nous sommes résolus à offrir au marché maritime et fluvial des solutions de propulsion compétitives pour des bateaux respectueux de l'environnement, grâce à l'hydrogène », déclare dans un communiqué Damien Havard, fondateur et président de HDF Energy.

## Bruges L'ÉDITEUR DE LOGICIEL GAÏANA ACQUIERT L'ESPAGNOL AYANET TIC

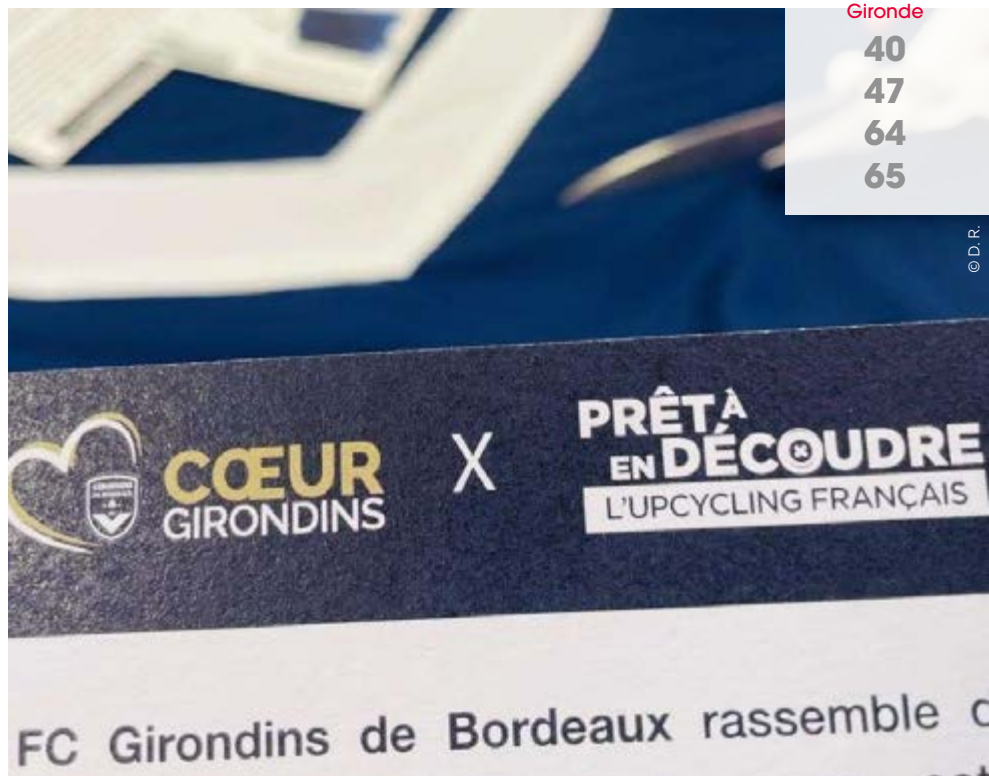
Le leader français de l'édition de logiciels dédiés aux métiers du vivant (vin et spiritueux, horticulture et agriculture), installé à Bruges, poursuit sa stratégie de croissance externe avec l'acquisition de la société espagnole Ayanet TIC. Fondée en 1985 et présente à Saragosse, Séville, Palencia et Sigüenza, Ayanet TIC édite et intègre des solutions de gestion ERP principalement basés sur Microsoft Business Central, dédiées aux acteurs de l'agroalimentaire et de la distribution. « Cette nouvelle croissance externe est parfaitement en phase avec la stratégie du groupe, permettant à la fois de nous implanter en Espagne et plus globalement dans la péninsule ibérique (...) », commente dans un communiqué Christophe Morizot, président du groupe Gaïana. Il s'agit de la 4<sup>e</sup> opération de croissance externe pour Gaïana « depuis la reprise du groupe avec Meanings Capital Partners en décembre 2019 avec Bacchus, ASAPÉ et PAC Informatique. Nous souhaitons continuer sur cette dynamique en France ainsi qu'en Europe de l'Ouest, avec de nouveaux verticaux métiers liés à nos secteurs stratégiques », ajoute Baptiste Massé, CFO de Gaïana.





## Saint-Gervais LE FC GIRONDINS DE BORDEAUX S'ASSOCIE À PRÊT À EN DÉCOUDRE

Le club de football girondin et la société girondine d'upcycling, installée à Saint-Gervais, en Nord-Gironde, s'associent pour imaginer une gamme de produits surcyclés à partir d'anciens maillots et textiles invendus des Girondins de Bordeaux. Les bénéfices (un euro par article vendu) seront intégralement reversés au fonds de dotation du Club, Cœur Girondins, « contribuant à soutenir les projets et associations locales œuvrant au profit de la jeunesse, de la santé, de l'inclusion et de la solidarité au bénéfice des personnes les plus démunies et les plus fragiles », précisent les Girondins de Bordeaux dans un communiqué.



## Bordeaux JCDECAUX REMPORTE LE CONTRAT PUBLICITAIRE DE L'AÉROPORT

Le groupe parisien, spécialiste dans la communication extérieure, a remporté l'appel d'offres pour déployer et exploiter les supports publicitaires intérieurs et extérieurs de l'aéroport de Bordeaux. L'objectif : une montée en gamme des supports, ainsi qu'un engagement en matière de développement durable en prenant part au programme Airport Carbon Accreditation. L'entreprise annonce également un reconditionnement de 58 % des mobiliers intérieurs, une économie de 25 % de consommation électrique par rapport au marché actuel grâce à un dispositif de 93 nouveaux mobiliers, ou encore une réduction allant jusqu'à 50 % de consommation électrique par écran par rapport au marché actuel par l'investissement dans des écrans numériques de dernière génération.



# Zoomalia

À Saint-Geours-de-Maremne, l'animalerie landaise Zoomalia est devenue un poids lourd de l'e-commerce en seulement 13 ans. Aujourd'hui, elle développe une stratégie multicanale avec l'ouverture de 36 magasins.

Par Anne TAUTOU

## Du flair et de l'ambition

**O**n l'a découverte sur le web en 2010 à travers ses marques de croquettes et accessoires de tout poil. Zoomalia, commerce uniquement en ligne au départ, faisait alors office d'ovni tant les spécialistes du secteur étaient rares sur la toile. Treize ans plus tard, on la retrouve parmi les références françaises des animaleries en ligne avec un chiffre d'affaires de 84 millions d'euros, une croissance de 27 % en 2022 et classée à la 111<sup>e</sup> place des entreprises les plus innovantes de France en 2023<sup>(1)</sup>.

Face à la crise économique et au ralentissement du commerce en ligne, elle a trouvé un nouveau relais de croissance en développant un réseau de 36 magasins de proximité étendus sur toute la zone ouest en périphérie des grandes villes. D'ici 2025, une centaine de boutiques devraient mailler l'ensemble du territoire français. C'est l'un des nombreux objectifs de Pierre-Adrien Thollet, son PDG. « Nous souhaitons



PIERRE-ADRIEN  
**THOLLET**  
PDG de Zoomalia

en priorité mettre les bouchées doubles sur cette offre de proximité, importante pour l'avenir de Zoomalia et c'est un réel levier de développement », indique le dirigeant.

## CROQUETTES FRANÇAISES

Ces boutiques reconnaissables à leur enseigne bleu ciel, orange et blanc, commercialisent une gamme d'accessoires pour chiens, chats et nouveaux animaux de compagnie (NAC), 12 marques exclusives dédiées à des univers différents, comme « Zoolia » pour les équipements, « Quality Sens » pour la nutrition santé, « Iako » pour les lapins... auxquelles vient s'ajouter le conseil en magasin. Elles proposeront bientôt davantage de services spécialisés, dans la lignée de ses Dogwash, salles de bain adaptées pour laver son chien. « Favoriser et personnaliser l'expérience client », voilà le challenge que Pierre-Adrien Thollet a lancé à ses équipes pour 2024.

Dans cette même perspective, l'entreprise vient de mettre en vente sa propre gamme de croquettes « Crocorico » de fabrication française pour lever les doutes des usagers sur la composition de l'alimentation animale. « On a travaillé avec l'objectif de proposer un produit 100 % français, mais aussi qu'à minima 80 % des ingrédients soient garantis d'origine française », signale Marion Paris, responsable de la communication.

## ANTICIPER LES TENDANCES

En créant Zoomalia en 2010, Pierre-Adrien Thollet souhaitait apporter une réponse optimale aux besoins des consommateurs. « L'idée de départ était de proposer le plus grand choix de produits de qualité pour tous les animaux au meilleur prix, avec un service flexible, rapide et pratique et mettre à profit notre expertise web pour croître rapidement sur un marché encore peu développé en France



Un réseau de 36 magasins en périphérie des grandes villes

à l'époque. Nous sommes restés longtemps un pure player jusqu'au développement de notre chaîne de magasins », explique le fondateur. Sa stratégie ambitieuse et sa faculté à anticiper les tendances vont accélérer son succès. La société connaît une croissance sur le net de 35 à 65 % les premières années. Avec une augmentation de 116 % de ses effectifs sur les trois dernières années, elle compte désormais 300 salariés dont 180 dans les Landes. L'explosion du marché des animaux n'est pas étrangère à cette forte croissance. Aujourd'hui un Français sur deux possède un animal de compagnie<sup>(2)</sup> et y consacre un budget moyen de 943 euros par an<sup>(3)</sup>.

## SECTEUR PORTEUR

Les animaleries se sont engouffrées dans ce secteur porteur faisant basculer les consommateurs habitués des grandes surfaces alimentaires vers ces nouveaux spécialistes. Le cœur de cible de Zoomalia se situe entre 25 et 45 ans. « Ce ne sont plus seulement les quadragénaires qui prennent un chien pour faire plaisir à leurs enfants, mais aussi les jeunes qui testent leur capacité à s'occuper d'un animal », précise Marion Paris. Et ces « pet parents » comme on les appelle, poussent plus facilement les portes de l'animalerie. Avec un catalogue de 30 000 références, « chez nous,

le panier moyen est compris entre 25 et 40 euros en magasin et de 65 à 85 euros sur le web ».

## LA LOGISTIQUE, UN SECTEUR CLÉ

Autre secret de l'enseigne : le parti pris de maintenir sa logistique en interne et d'en automatiser des étapes a également compté dans sa réussite. Une manière de répondre plus rapidement aux commandes et d'avoir davantage de souplesse pour la livraison d'1,5 million de colis chaque année. Après deux extensions en 2020 et 2022 augmentant la surface des entrepôts de Saint-Geours-de-Maremne de 3 000 à 21 000 m<sup>2</sup>, l'enseigne s'est dotée d'un équipement dernier cri.

Enfin ses innovations sont accompagnées d'une culture d'entreprise tout aussi novatrice. Zoomalia est par exemple la première en France à autoriser un congé exceptionnel « animaux malades ».

L'aventure entrepreneuriale de Pierre-Adrien Thollet poursuit aujourd'hui son développement en se réinventant chaque jour pour entrer dans de nouvelles phases de croissance. ■

<sup>(1)</sup> Étude 2023 réalisée par Les Échos et Statista  
<sup>(2)</sup> Étude 2022 de la FACCO  
<sup>(3)</sup> Selon IFOP pour Woopets, données 2022

24  
31  
33  
**40**  
Landes  
47  
64  
65



© Aygueblue

### Infrastructure **AYGUEBLUE EN COURS DE RÉNOVATION**

3,7 millions d'euros, c'est le budget prévu par la communauté de communes Marenne Adour Côte Sud pour la rénovation du complexe aquatique Aygueblue, à Saint-Geours-de-Marenne. Les travaux, financés à hauteur de 33 % par l'Agence nationale du sport dans la continuité du plan France Relance, portent sur la rénovation de la structure inaugurée en 2008 et l'amélioration de ses performances énergétiques en ayant recours aux énergies renouvelables. Le chantier qui vient d'être lancé, durera neuf mois pour une réouverture prévue en juin 2024.



### Résidences de tourisme **85 % DE TAUX D'OCCUPATION POUR NEMEA CET ÉTÉ**

Le groupe familial bordelais Nemea, spécialisé en gestion de résidences de tourisme en France, annonce avoir accueilli plus de 100 000 vacanciers au sein de ses 95 établissements, au cours de l'été. Le taux d'occupation reste supérieur aux performances d'avant-Covid, malgré une baisse de 4 % par rapport à 2022 qu'il attribue à la conjoncture sociale, à l'inflation et à la hausse des prix des péages et des carburants. Dans les Landes où il gère six résidences (quatre à Mimizan, une à Moliets-et-Maâ et une à Capbreton), il affiche un taux d'occupation de 85 % en moyenne sur l'été. « Juillet a été un peu plus difficile, notamment à cause de la crainte des incendies et des conditions météorologiques peu favorables. En revanche, août a été un très beau mois, avec du soleil et des réservations en last minute », précise le groupe.

## Entreprise **TURBO FONTE S'IMPLANTE À MÉES**

L'entreprise girondine de cheminées, inserts et poêles, Turbo Fonte, dirigée par Marc Labattu, ouvre sa 46<sup>e</sup> concession dans la zone d'activité de Mées, près de Dax. Le nouveau point de vente de 200 m<sup>2</sup> est lancé par Benjamin Salha, 29 ans, associé à David Lancien, concessionnaire de la marque à Anglet.

« Après neuf ans d'expérience de technico-commercial dans le secteur du chauffage au bois dans les Landes, j'ai su développer un beau portefeuille clients. De la gestion clientèle à l'étude technique en passant par le suivi des chantiers, j'aime cet univers », confie le jeune dirigeant qui, avec une équipe de trois personnes pour assurer l'accueil, le développement commercial et la pose, se fixe pour objectif à trois ans d'atteindre 1 million d'euros de chiffre d'affaires.



**BENJAMIN  
SALHA**

© Turbo Fonte

## Rendez-vous **CYBERSÉCURITÉ : SAVOIR PROTÉGER SON ENTREPRISE**

Le jeudi 5 octobre, Landes Bureautique organise une matinée autour du numérique à destination des TPE et PME, à l'espace de coworking La Sablière de Capbreton. Deux modules indépendants sont proposés aux participants. De 9 h à 10 h 30, il sera question de cybersécurité et des solutions pour protéger efficacement son entreprise contre les virus et logiciels malveillants. Puis de 10 h 30 à 12 h, les intervenants donneront des pistes pour fluidifier la gestion documentaire grâce au numérique.

**Matinée gratuite sur inscription (places limitées) auprès de Richard Bayse : 06 98 68 55 37.  
Possibilité de participer à l'ensemble de la matinée ou seulement à l'un des modules.**



# Énergie verte. L'union, sacrée

À l'instar d'autres départements en France, le Lot-et-Garonne s'appuie depuis 2019 sur une SEM (société d'économie mixte) pour développer les énergies renouvelables. Sur une terre rurale, la méthanisation agricole pourrait couvrir, d'ici 2050, 50 % de la consommation locale de gaz.

Par Mathieu DAL'ZOVO

**C**réée en avril 2019 par l'établissement public de coopération intercommunale Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (le syndicat d'énergie qui regroupe l'ensemble des 319 communes du département), la SEM Avergies est un outil accompagnant les collectivités souhaitant développer les énergies renouvelables. Également en lien avec des porteurs de projets, la SEM Avergies apporte donc un soutien technique et financier aux villes ou communautés de communes dans tous leurs projets de création de moyen de production, de distribution, de stockage d'énergies renouvelables. « Aujourd'hui, nous produisons 3 % de la consommation d'électricité et de gaz du département mais demain, ce sera 10 % », souligne Nicolas Gente, directeur, et ingénieur en énergies renouvelables, de la SEM Avergies.

## PREMIERS PANNEAUX FLOTTANTS

Axé essentiellement sur 3 domaines (le solaire, la méthanisation et le biogaz), l'organisme travaille actuellement sur une centaine de projets en Lot-et-Garonne dont la plupart concernent le monde agricole, notamment pour la création de hangars photovoltaïques : « Nous pouvons construire toute la structure ! Les fondations, la couverture, le bardage... Nous recevons aussi beaucoup de demandes des industriels pour de l'autoconsommation, leur permettant d'avoir des coûts d'énergies maîtrisés. Actuellement, nous avons près de 200 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires déjà opérationnels ou en cours de réalisation et nous inaugurerons nos

premiers panneaux flottants sur le lac de Montpezat », ajoute Pascal de Sermet, PDG de la SEM Avergies qui équipe des entreprises comme C2R (Miramont-de-Guyenne), Telus Ceram (Monsempron-Libos), Transport Béade (Colayrac) ou le stade Armandie avec ses 5 000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques.

## LE BEL AVENIR DU BIOGAZ

Si chaque département s'appuie aujourd'hui sur une société d'économie mixte, le Lot-et-Garonne se distingue grâce à ses actions en faveur de la méthanisation puis de la distribution du biogaz. En association avec des agriculteurs, Avergies valorise les matières organiques issues de l'élevage agricole, des

“ Face aux épisodes de canicules, nous sommes de plus en plus sollicités par les agriculteurs ”



© Julien Mivrielle



cultures intermédiaires, des résidus alimentaires, des collectivités pour produire du biogaz, via le processus de méthanisation, et surtout ensuite le distribuer par l'intermédiaire de stations dédiées : « Avergies a vocation à accompagner les porteurs de projets en investissant à leurs côtés tout en restant minoritaire. Il s'agit d'aider le portage du projet, les agriculteurs conservant la maîtrise de leur outil de valorisation. Nous gérons par ailleurs 2 stations de biogaz (à Villeneuve-sur-Lot et Damazan) et allons en ouvrir deux autres à Agen, près du marché aux bestiaux et dans la zone de l'échangeur autoroutier à Samazan, en partenariat avec le groupe Nature Gaz », pré-

cise Nicolas Gente. Dans un monde cherchant de nouveaux moyens pour décarboner massivement le transport routier, et principalement les poids lourds (bus, bennes à ordures, camions...), le biogaz semble promis à un bel avenir. Il est en effet plus compétitif économiquement, pour une même émission de CO<sub>2</sub>, que l'hydrogène ou l'électricité. Forte de ce constat, la SEM Avergies développe des stations multi-énergie dans tout le Lot-et-Garonne, mais également à l'échelle régionale via le réseau Temob.

### PRODUCTION ET PROTECTION

Autour du développement du biogaz, Avergies et son équipe de 6 ingénieurs travaillent, avec l'INRAE (institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) et, plus localement, l'Association Climatologique de la Moyenne-Garonne sur des projets d'agrivoltaïsme : « Face aux épisodes de canicules, nous sommes de plus

en plus sollicités par des exploitations agricoles », confirme Pascal de Sermet. Encore en phase de test, le projet consiste à installer, en l'occurrence sur des noisetiers, différents types de panneaux (fixes ou mobiles) et de cellules, avec plusieurs densi-

“ Nous avons près de 200 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires déjà opérationnels ou en cours de réalisation ”

tés, permettant de laisser passer la lumière du soleil. Ainsi, en plus de produire de l'énergie, les panneaux réduiraient le stress hydrique en cas de fortes chaleurs tout en protégeant les arbres lors des épisodes de grêles.

### OUVERTURE DE CAPITAL

Parmi ses autres projets, la SEM Avergies va lancer 4 nouveaux projets de solarisation des décharges publiques du département : « C'est comme cela que notre aventure a démarré, en plaçant nos premiers panneaux sur des casiers de décharges. Notre volonté est d'optimiser chaque espace disponible, comme les friches industrielles, pour y développer des productions d'énergies renouvelables », ajoutent les deux dirigeants. Entreprise publique, financée par les collectivités, la SEM Avergies dispose d'un capital de 10 millions d'euros, détenu à 85 % par Territoire Énergies 47 puis réparti entre la SEM du département des Deux-Sèvres (Séolis Prod) et 2 banques régionales, le Crédit Agricole et la Caisse d'Épargne. Après une première ouverture de capital il y a un an, la SEM Avergies envisage une nouvelle opération d'ouverture d'ici deux ans. ■

# Un forum sur l'économie de demain

Pour le 1<sup>er</sup> Forum des Transitions organisé par Val de Garonne Agglomération, ils étaient plus de 400 à avoir répondu présents le 14 septembre pour imaginer l'économie de demain avec des entreprises innovantes et un conférencier de renom : Navi Radjou.

Par Jonathan BITEAU

**L**a création d'un nouvel événement est un exercice dangereux, surtout pendant la coupe du monde de rugby le jour d'un match de l'équipe de France. Si le pari était risqué, il a été remporté haut la main par Val de Garonne Agglomération, pour le plus grand plaisir du président, Jacques Bilirir : « On a plus de 400 acteurs économiques du territoire inscrits pour cet événement, j'en suis heureusement surpris. Notre objectif avec ce forum et les ateliers qui vont suivre est d'écrire une feuille de route économique pour bâtir le territoire de demain ».

## APÔTRE DE L'INNOVATION FRUGALE

Et les grandes lignes de cette feuille de route ont été déclinées en suivant lors de la conférence de Navi Radjou. Cet apôtre de l'innovation frugale, ou « low tech » (technologie douce), a listé pendant plus d'une heure les ressources de nombreuses entreprises de par le monde qui ont réussi à dépasser les limites de notre environnement par une innovation durable et respectueuse de la planète. Il a notamment pris pour exemple la start-up française Dracula Technologies, qui produit



## NAVI RADJOU EN BREF

Né à Pondichéry, comptoir français en Inde, en 1950, d'un père dans la Marine nationale, Navi Radjou a débuté ses études en France au Conservatoire National des Arts et Métiers puis à l'École Centrale à Paris. Il poursuit sa carrière en Amérique du Nord en tant que conseiller et analyste pour entreprises. Il fonde ensuite un centre de recherches sur

l'Inde à l'université de Cambridge et devient spécialiste de l'innovation. Il théorise le concept d'innovation frugale à partir des années 2000 et multiplie les conférences, remportant de nombreux prix. Il publie en 2015 *L'innovation frugale : comment faire mieux avec moins* qui devient un véritable best-seller. Ayant acquis la nationalité américaine durant son cursus, Navi Radjou est un véritable citoyen du monde aux multiples héritages.



## “ Le changement de paradigme est avant tout psychologique ”



des lamelles en matériaux organiques qui sont en réalité des panneaux photovoltaïques qui génèrent de l'électricité basse tension, même avec une lumière artificielle. Une innovation brevetée et primée au Global Summit.

Surtout, Navi Radjou, héritier d'une triple culture orientale, latine et anglo-saxonne (voir encadré), s'est employé à nous faire prendre conscience des freins psychologiques qui nous entourent. N'hésitant pas à rappeler que la France est « championne du monde des râleurs », il s'est évertué à expliquer que nos problématiques peuvent être une source d'inspiration à condition de les voir comme des opportunités de changement et non pas comme des obstacles insurmontables, surtout dans les territoires ruraux. Un changement de paradigme qui est avant tout psychologique.

### CLUB D'ENTREPRISES PARTENAIRES DE L'US MARMANDE RUGBY

Après cette intervention particulièrement inspirante, l'écran géant a drainé l'attention des participants et notamment de la Table de Dartiailh, club d'entreprises partenaires de l'US Marmande rugby invité pour l'occasion. Face à l'Uruguay, les Bleus ont signé leur 2<sup>e</sup> victoire dans cette coupe du monde 27 à 12, concluant une soirée riche en émotions. ■



### UN SHOWROOM D'ENTREPRISES INNOVANTES

Elles étaient une douzaine à l'entrée du parc des expositions marmandais à présenter leur activité tout au long du Forum des Transitions :

- K-Ryole : fabricant de chariot électrique
- C2R : menuiseries
- Tambour battant : produits lessiviels écologiques
- Hydrogène Vallée : démonstration de production d'hydrogène
- Actiméo : présentation de Sentival : site d'information sur les inondations
- Valoregen : recyclage de plastiques
- Villa Saada : produits cosmétiques à la tomate
- Aliénor Ciment : ciment bas carbone
- 2EI : recyclage de plastiques
- Paysans de Rougeline : dispositifs d'éco-serres
- Transtech : accompagnement de projets innovants

### UN CYCLE D'ATELIERS À VENIR

Ce 1<sup>er</sup> Forum des Transitions n'a pas vocation à n'être qu'un événement ponctuel puisque l'agglomération marmandaise va organiser 4 ateliers gratuits et réservés aux entreprises cet automne pour réfléchir aux solutions à apporter aux mutations économiques qui nous attendent. Ainsi, mardi 3 octobre aura lieu une matinale intitulée « Optimiser nos ressources ». Le 5 octobre sera consacré à l'emploi avec le thème « Recruter et fidéliser autrement ». La réunion du 12 octobre sera consacrée au numérique : « Vers un digital responsable ». Ces trois premières rencontres auront lieu à Eurêka Marmande Sud. Enfin, la dernière réunion se déroulera le 19 octobre à la salle des fêtes de Samazan et aura pour titre : « Bousculer le commerce et l'artisanat de demain ».

Tous ces ateliers auront lieu de 8 h 30 à 11 h.

# Le boom du biogaz

David Pujol, concessionnaire automobile du groupe Stellantis, est à l'origine de la station de biogaz de Damazan. Dans une période où la tendance est au tout électrique, rencontre avec un entrepreneur qui propose une solution aussi méconnue qu'innovante.

Par Jonathan BITEAU

## UN MOTEUR AU MÉTHANE

Son nom est connu pour ses concessions : Fiat, Alfa, Jeep et Volvo à Marmande, Agen et Villeneuve-sur-Lot. Mais David Pujol n'est pas qu'un concessionnaire automobile, il est aussi cofondateur de la station de biogaz de Damazan. Née en 2018, cette station approvisionne en méthane les véhicules équipés pour cela. « C'est la même chose que le gaz de ville sauf qu'il est produit avec des produits agricoles, des déchets alimentaires ou déchets verts et des boues de station d'épuration dans des méthaniseurs », explique l'entrepreneur de 43 ans. Les poids lourds des constructeurs suivants utilisent ce carburant : Scania, Iveco et Renault. Pour les véhicules particuliers, les constructeurs ont abandonné le concept, un choix regretté par David Pujol : « Avec la perspective de la fin du thermique en 2035 en Europe, les constructeurs délaissent cette technologie sur notre continent. C'est dommage car l'électrique ne répond pas à tous les usages : pour les poids lourds, pour une bonne part des fourgons, pour des trajets répétés sur autoroutes et pour les transports en commun, l'électrique ne permet pas de répondre aux attentes ». D'ailleurs, de nombreuses collectivités ont passé jusqu'à 80 % de leurs flottes de bus ou de bennes à ordures au biogaz afin de réduire les émissions de particules fines et atteindre les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air. C'est notamment le cas à Toulouse avec Tisséo.

## 1<sup>RE</sup> STATION EN 2018

Malgré ce contexte, David Pujol est convaincu du bien-fondé du biogaz et il crée la marque Nature Gaz en 2018. Intéressé par le concept, la plateforme Biocoop de Damazan le sollicite. La 1<sup>re</sup> station de biogaz du Confluent voit le jour à proximité de l'autoroute grâce à un partenariat avec une société d'économie mixte dédiée : Avergies. Aujourd'hui, Biocoop représente 1/3 de la clientèle, le reste étant composé de cars régionaux et de poids lourds.

## QUELLE ORIGINE POUR LE MÉTHANE ?

La question de la production du biogaz dans les méthaniseurs est un enjeu majeur. La station de Damazan est approvisionnée par le site d'ASTAFFORT. 7 nouveaux méthaniseurs sont en projet dans le Lot-et-Garonne. S'ils peuvent susciter une certaine opposition, David Pujol défend le concept avec pédagogie : « Je comprends les craintes. Nous produisons chaque année un certificat avec la garantie d'origine des matières organiques méthanisées. Malheureusement, on s'en prend souvent aux plus vertueux ». Un constat qui ne l'empêche pas de se projeter vers l'avenir : une deuxième station verra le jour en 2024 à Boé, à proximité du marché aux bestiaux. Elle devrait alimenter les bus et les bennes à ordures de l'agglomération. ■





## Saint-Macaire **JULIEN MIVIELLE EN EXPOSITION**

Notre collaborateur et photographe lot-et-garonnais, Julien Mivielle, sera en exposition à Saint-Macaire en Gironde les 7 et 8 octobre prochains. À l'invitation du club photo « Déclat et clap », il proposera une série de photographies d'orages. Spécialiste du phénomène, ses clichés ont déjà été relayés à de nombreuses reprises dans la presse locale et sur les antennes de France Télévisions, lors de l'émission de météorologie de Laurent Romejko. Une expo à voir à la maison Messidan, rue Amiral-Courbet de 10 h à 17 h. Le vernissage aura lieu samedi à 12 h 30 en présence de Julien Mivielle.

## Marmande **UN SHOT DE COM AVEC CHRISTELLE ELIE**

On la connaissait pour sa gestion en binôme avec Anne Le Berre du Hangar des Conseils à Marmande et pour son agence : Elie Conseil et Communication. Mais Christelle Elie a aussi développé un nouveau concept : « Un shot de com ». L'idée est de proposer des prestations à la carte en communication avec un leitmotiv simple : un shot et ça repart ! « J'étais lassée d'entendre régulièrement qu'une agence de com, ça coûte cher. Il y a beaucoup d'entrepreneurs qui ont parfois besoin d'un petit coup de pouce, de conseils rassurants pour bien mettre le pied à l'étrier. Avec un shot, on accompagne sur une problématique pour aller de l'avant », explique Christelle. Une idée à découvrir sur unshotdecom.fr



## Villeneuve-sur-Lot PORTES OUVERTES AU COWORKING

L'agglomération du Grand Villeneuvois s'associe à la journée portes ouvertes des tiers-lieux néo-aquitains et ouvre en grand son espace de coworking. Ainsi, vendredi 29 et samedi 30 septembre, il sera possible de visiter le site, ses équipements, rencontrer les coworkers et les partenaires locaux. L'objectif est de permettre au grand public de découvrir le panel de possibilités offertes par cet espace de travail partagé et collaboratif. Il offre la possibilité à des entrepreneurs et salariés d'exercer dans un espace qui n'est ni l'entreprise, ni le domicile : une formule flexible qui représente une nouvelle façon de travailler, de réduire ses déplacements et de créer des contacts. Le vendredi de 9 h à 12 h aura lieu une démonstration de scanners et imprimantes 3D avec Pierre-Marie Combettes, et le samedi de 14 h à 16 h sera proposé un atelier animé par l'association La Fresque du Climat. L'objectif est de sensibiliser au changement climatique de façon ludique, sous la forme d'un jeu de cartes.



## Lot-et-Garonne LES MARCHÉS FLOTTANTS DU SUD-OUEST À PARIS

Le plus grand marché convivial du Sud-Ouest a rassemblé 36 producteurs du Gers, du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne venus faire découvrir aux Parisiens leurs bons produits du terroir et tout cela dans une ambiance festive sur le thème du rugby. Du 15 au 17 septembre dernier, les habitants de la capitale ont en effet pu goûter aux saveurs du Sud-Ouest sur le quai Montebello, en face de la cathédrale Notre-Dame de Paris, actuellement en travaux. Entre le chasselas de Moissac, le pruneau d'Agen et le foie gras de Lomagne, les visiteurs en ont eu pour leurs papilles. Quatre étudiants de Sud Management ont participé à l'événement pour en faire la promotion sur les réseaux sociaux. Cette initiative partagée est le fruit d'un partenariat touristique entre les 3 départements de cœur du Sud-Ouest.

## Agen UNE JOURNÉE SANTÉ ORGANISÉE PAR LA MACIF

Dans le cadre de leurs actions de prévention santé, la Macif et Apivia Macif Mutuelle organisent les Rencontres Santé & Bien-être sur le Campus du Pin à Agen le 30 septembre prochain. Au programme de la journée : réflexologie, méditation, musicothérapie, marche en conscience, atelier sur le sommeil et alimentation. Ce sont quelques exemples parmi les nombreux ateliers proposés gratuitement pour prendre soin de soi et bénéficier des conseils d'experts. L'occasion pour les participants de s'initier à de nouvelles activités pour agir sur leur santé au quotidien, avec notamment une démonstration d'aviron santé et de ju-jitsu. Deux conférences auront également lieu à 12 h et 16 h sur les thèmes suivants : « Se soigner par le sport » et « La prévention des maladies cardio-vasculaires ».

**Samedi 30 septembre 2023 de 9 h 30 à 17 h au Campus du Pin à Agen, participation gratuite.**



© Shutterstock

## Samazan L'AFTERWORK : 2<sup>E</sup> ÉDITION

Après le succès de la 1<sup>re</sup> édition de l'Afterwork à Tonneins, Val de Garonne Agglomération a décidé de renouveler l'expérience mardi 21 novembre prochain, salle Renaud Jean à Samazan, à partir de 18 h. Cette rencontre sera animée par notre confrère Mathieu Dal'zovo, également journaliste pour *La Vie économique du Sud-Ouest*. Après les traditionnels discours des élus, un speed-meeting business se déroulera pendant 1 h 30 afin que les entrepreneurs du territoire puissent se rencontrer, se faire connaître et pourquoi pas développer des synergies ensemble. L'événement sera conclu par un apéritif dînatoire. La précédente édition avait réuni plus de 100 entreprises et l'objectif de la collectivité est de continuer à développer et à faire grandir cette manifestation.

Après le succès de la 1<sup>ère</sup> édition, l'Agglomération propose le 2<sup>nd</sup>

# AFTERWORK DES ENTREPRENEURS DU VAL DE GARONNE

MARDI 21  
NOVEMBRE  
2023

18h - Salle Renaud Jean  
SAMAZAN

# SAVE THE DATE

SPEED-MEETING | DÉVELOPPEMENT BUSINESS | APÉRITIF DÎNATOIRE

**INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE !**

© D.R.

eurêka  
PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES  
Réseau Val de Garonne

RENSEIGNEMENTS:  
economie@vg-agglo.com  
0800 47 00 47

Val de  
Garonne  
Agglomération



## Lot-et-Garonne PLAN DE PAYSAGE DU PAYS DE L'AGENAIS

Après une phase de concertation et d'études auprès des habitants, l'Agglomération d'Agen passe à l'action après l'élaboration du Plan de Paysage du Pays de l'Agenais dont l'objectif est de mieux connaître, prendre en compte, préserver et valoriser les paysages du territoire. Ce programme cherche donc à anticiper et réduire, sur son territoire, l'impact paysager des projets d'infrastructures programmés, de préparer la requalification d'entrées de ville en déprise et de préserver les secteurs de coteaux à forte sensibilité paysagère. Pour répondre à ses ambitions paysagères, l'Agglomération d'Agen s'est fixé 4 grands objectifs : offrir un cadre de vie apaisé au quotidien, conforter l'attractivité du territoire, favoriser l'émergence d'un modèle vertueux des valeurs du Pays de l'Agenais et faire vivre une conscience collective des paysages. Ce plan prévoit maintenant la mise en route d'un programme de 16 actions prioritaires à engager dans le court/moyen terme, chacune faisant l'objet d'une fiche descriptive détaillée.



## Agen UNE CONSULTATION SUR LES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUES

Dans le cadre de la Loi Climat & Résilience, l'Agglomération d'Agen réalise un inventaire des zones d'activités économiques (ZAE) présentes sur son territoire (21 au total). Cet inventaire a pour objectif de répertorier précisément les zones concernées, leur taux de vacance et leur potentiel de revalorisation et d'optimisation foncière. Ainsi, les propriétaires ou locataires d'un terrain ou d'un local au sein d'une ZAE peuvent remplir un formulaire afin de contribuer à la connaissance et à la valorisation du foncier économique du territoire. Enquête accessible jusqu'au 30 septembre sur [agglo-agen.net](http://agglo-agen.net)



## Villeneuve-sur-Lot RENCONTRE AVEC DES CHEFFES D'ENTREPRISES

Organisé deux fois par mois, l'Atelier a pour objectif de permettre aux personnes en pleine reconversion professionnelle de partager leurs doutes et inquiétudes avec des cheffes d'entreprise ou auto-entrepreneuse qui sont passées par les mêmes questionnements, et de créer un réseau d'entraide professionnel. Proposé par la ville de Villeneuve-sur-Lot, en partenariat avec l'association BGE (boutique de gestion des entreprises), et soutenu par l'ANCT (Agence nationale pour la cohésion des territoires), cet événement permet aux Villeneuvoises et Villeneuvoises de rencontrer des femmes d'entreprises avec des parcours professionnels atypiques. L'Atelier a reçu Carole Ferrier : après avoir exercé le métier de professeur de patinage artistique pendant 7 ans elle s'est lancée dans la restauration et gère 3 établissements sur le Villeneuvois...

## Agen AGEN AGORA ACCUEILLE LE FLEURON DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Représentant l'ensemble des concessions appartenant à Stellantis (maison-mère de 10 marques, dont Peugeot, Citroën, DS, Opel, Fiat, Abarth, Jeep, Alfa Romeo...), Stellantis &You France a fait étape à Agen le lundi 11 septembre dans le cadre d'une tournée nationale pour aller à la rencontre de ses concessionnaires. Cette convention, centrée sur les véhicules d'occasion et notamment le label Spoticar, se tenait au centre Agen Agora avec près de 300 participants. « Le choix d'Agen Agora s'est fait naturellement. Agen est le point central de notre direction régionale et le site était particulièrement adapté à notre événement, de par la variété de ses espaces et leur modularité », a souligné Caroline Lancry, responsable des événements pour le groupe Stellantis.



# Nicolas Aristouy • L'humain au CŒUR

Nicolas Aristouy, responsable du cabinet d'expertise comptable Eccentive de Pau et président de l'association Miralutz, porte un regard éclairé sur son engagement associatif qui, selon lui, a considérablement changé sa manière d'envisager et de pratiquer son métier.

Par Eustelle  
LOUSTALET-TURON

**N**icolas Aristouy est de ces hommes dont on ne sait s'ils ont la capacité de se dédoubler ou simplement l'énergie et l'envie nécessaires pour être sur tous les fronts : si selon toute logique la deuxième option est la bonne, elle n'en force pas moins l'admiration. Ce quadragénaire, père de deux enfants, est ainsi tout autant directeur du cabinet palois Eccentive que président de l'association Miralutz, qui soutient les personnes touchées par un cancer en leur proposant des activités sportives adaptées. Ce jour-là, il nous consacre une bonne heure après sa journée de travail et avant la sortie des classes ; le lendemain, il doit être à Mauléon pour le lancement de l'antenne souletine de Miralutz ; le dimanche précédent, il participait à la manifestation paloise Touskiflot avec les adhérents de l'association... Cet investissement de tous les instants nourrit Nicolas Aristouy, personnellement mais aussi professionnellement : aujourd'hui, ce dernier veut témoigner de l'influence positive de l'engagement associatif sur la vie professionnelle.

## RETROUVER LE RÔLE DE CONSEILLER

« Être investi pour Miralutz me sert tous les jours, ça a changé ma façon d'être face à mes clients », assène-t-il avec conviction. « Désormais, je ne me limite pas à des chiffres : je me soucie des chefs d'entreprise en face de moi, je veux les connaître pour mieux les conseiller et voir au-delà de la performance de leur entreprise. » Remettre l'humain au cœur de son métier : la nouvelle vision de Nicolas Aristouy, née en 2020 avec la création de l'association Miralutz cofondée avec sa femme Sonia, décédée brutalement il y a deux ans d'un cancer très invasif, a non seulement modifié sa perception de son rapport aux

autres mais aussi rallumé la flamme. « On parle souvent de crise de la vocation chez les experts-comptables : moi-même, j'ai pensé à faire tout autre chose lorsque nous avons appris la maladie de Sonia. En retrouvant mon rôle de conseiller, dans sa sphère la plus globale, j'ai réussi à redonner du sens à mon métier. » Et d'ajouter : « Par ailleurs, mon expérience personnelle impacte également mon environnement professionnel, notamment dans le management ».





NICOLAS  
ARISTOUY

## UNE QUARANTAINE D'ADHÉRENTS

Dans l'épreuve, le dirigeant semble avoir puisé une nouvelle force que d'aucuns nomment la résilience. Pourtant, continuer à faire vivre l'association au décès de son épouse aurait pu être le combat de trop pour ce dernier : « Une semaine après le départ de Sonia, je suis allé dans les locaux de Miralutz. Il y avait un cours de pilates à cette heure-ci. Je suis rentré et j'ai entendu les participantes rire. Je me rappelle parfaitement de ce son et de l'évi-

dence : j'allais continuer, pour elles, pour Sonia, mais aussi pour moi. Leur permettre de vivre ces moments m'apporte énormément de bonheur ». Miralutz, qui depuis juin est propriétaire d'un local au 181 boulevard de la Paix, à Pau, vient de fêter ses trois ans, et propose toujours des cours de yoga ou encore de gym donnés par des professionnels. Une quarantaine de personnes, en quasi-majorité des femmes, sont adhérents et font également vivre le lieu en s'investissant comme il leur plaît. « Elles savent mieux que quiconque accueillir de nouvelles personnes : elles savent de quoi elles parlent, elles les comprennent. » Une histoire d'humanité, de nouveau, qui guide Miralutz tout autant que son président. ■

## « REGARDER VERS LA LUMIÈRE »

L'association Miralutz (« regarder vers la lumière ») a été fondée en octobre 2020 par Nicolas et Sonia Aristouy. Celle-ci vient d'apprendre, 4 mois auparavant, qu'elle est atteinte d'une forme rare de cancer du sein. Très sportive et active, Sonia ne se reconnaît pas dans les associations existantes. Elle trouve alors auprès de son mari et dans son cercle d'amis des personnes qui l'accompagnent pour continuer à avoir une activité physique adaptée. Elle ressent un tel bienfait qu'elle souhaite en faire bénéficier d'autres malades. Si la pandémie met un coup d'arrêt aux activités proposées par Miralutz, elles reprennent en 2021, quelques mois seulement avant le décès de Sonia Aristouy, le 19 septembre. Pour autant, dans quelques jours l'association fêtera ses trois ans, avec la ferme ambition de continuer son action.



© Cyril Garrabos

# L'immobilier dépoussiéré

Début octobre, une nouvelle agence immobilière Novarea ouvrira ses portes à Lons, dans l'agglomération paloise. Une troisième implantation, après Pau puis Hossegor, qui témoigne de la vitalité de cette jeune entreprise locale créée il y a seulement quatre ans.

Par Eustelle LOUSTALET-TURON

**E**lie Firah et Michaël Lafitte, cofondateurs de l'agence immobilière Novarea, en sont convaincus : « Dans chaque crise, il y a des opportunités. À nous dans le marché intermédiaire actuel de continuer à nous remettre en question et à retravailler notre offre. » Et de s'ancren encore davantage sur le territoire, quand bien même la conjoncture n'est pas favorable au secteur de l'immobilier : dans quelques jours, une nouvelle agence Novarea (la troisième après celles de Pau et Hossegor) va être inaugurée au sein du Village Artisan de Lons. Pour les deux hommes, de leur propre aveu, ce développement n'est pas le fruit d'une stratégie d'implantations « à tout va », mais traduit leur ambition de mailler le Béarn, les Landes et, prochainement, le Pays basque. Avec comme ligne de conduite l'objectif de continuer à peaufiner leur concept.

## UN CABINET D'ARCHITECTURE INTÉGRÉ

Depuis l'agence paloise aux allures de maisonnette, située au cœur du quartier du Foirail où Novarea s'est installée en février 2020, Elie Firah et Michaël Lafitte décryptent leur vision de l'immobilier. Si l'agence Novarea accompagne ses clients de manière « classique » dans leurs recherches de bien et leur gestion locative, elle s'adjoint également les services de son propre cabinet d'architecture (sous l'entité Novarea Architecture) pour guider les clients dans la réhabilitation ou la construction de leur bien et propose par ailleurs un accompagnement



**ELIE FIRAH ET  
MICHAËL LAFITTE**  
cofondateurs de Novarea

sur la partie financement. « Nous avons souhaité intégrer un ensemble de services dans une même structure », résume Elie Firah. « Nous proposons un service à la carte, adapté à chaque projet ». Et les promoteurs, professionnels et marchands de biens sont par ailleurs également concernés par ce « sur mesure », une offre ayant été développée à leur intention.

## L'IMMOBILIER NOUVELLE GÉNÉRATION

En dépoussiérant le métier d'agent immobilier, Novarea semble avoir conquis un marché en pleine mutation, au même titre que le métier évolue. Côté management aussi, se différencier est en effet de mise : Novarea compte aujourd'hui essentiellement des collaborateurs salariés, et non indépendants : 12 à l'agence de Pau, 5 à Hossegor et bientôt 4, à Lons. Une équipe sensibilisée à l'esprit Novarea, celui de l'immobilier nouvelle génération. ■



Pau

## LA PLACE CLEMENCEAU BIENTÔT VÉGÉTALISÉE

Un marché public de maîtrise d'œuvre a été émis par la Ville de Pau pour la végétalisation de la place Clemenceau. Centre névralgique de la Cité béarnaise entièrement rénové en 2006, cet espace de 7 700 m<sup>2</sup> est régulièrement décrié pour l'absence d'arbres et de verdure. Pour la municipalité, il s'agit de « créer une nouvelle ambiance végétale », de « nuancer la forte minéralité de la place, en apportant de nouveaux matériaux de revêtement », de « préserver la tenue de manifestations sur la place », d'apporter « un confort d'usage pour les habitants » et enfin de « garantir la compatibilité des aménagements proposés avec les contraintes structurelles de la place et des charges qu'elle peut supporter au-dessus de son parking souterrain ». Le coût des travaux, qui débiteront en septembre 2024 et devraient durer 8 mois, est estimé à 800 000 €.



## Bassin de Lacq UNE ÉTUDE SUR LA SANTÉ DES RIVERAINS

Santé publique France s'apprête à réaliser une étude épidémiologique auprès de la population résidant dans 99 communes du bassin de Lacq. Son objectif : décrire l'état de santé des riverains du bassin industriel, leur perception de l'environnement local et analyser les liens entre les deux. Elle permettra de documenter des troubles de la santé qui n'ont pas encore été étudiés : symptômes ressentis, anxiété, maladies chroniques, dimensions physique mentale et sociale de la santé. Elle vient ainsi compléter les études précédemment réalisées autour du bassin de Lacq. Le questionnaire d'enquête a été développé avec les riverains et associations locales dans le cadre d'ateliers citoyens collaboratifs organisés à Mourenx et à Lacq. Plus de 5 000 personnes vont être tirées au sort pour participer à cette étude, qui sera menée entre octobre et décembre 2023.

Plus d'informations : [www.santepubliquefrance.fr/etude-participative-lacq](http://www.santepubliquefrance.fr/etude-participative-lacq)



Jean-Jacques Lasserre, ici aux côtés du préfet des Pyrénées-Atlantiques lors de la présentation du RSA renouvelé

Pau

## ARVERNE GROUP CHEZ EURONEXT

Arverne Group, spécialisé dans la géothermie et l'extraction de lithium, dont le siège est situé à Pau, est officiellement entré en bourse ce mardi 19 septembre. Le PDG, Pierre Brossollet, a fait sonner la cloche d'Euronext aux côtés de Xavier Caitucoli, Erik Maris et Fabrice Dumonteil, fondateurs de la SPAC Transition avec laquelle le groupe palois a fusionné en juillet. Cette cotation en bourse permettra à Arverne Group d'accélérer sa croissance, seulement 6 ans après sa création, avec l'ambition affichée de s'imposer comme « le futur leader français de la géothermie et du lithium bas carbone au service de la transition énergétique ». L'entreprise compte parmi ses investisseurs stratégiques et financiers Eiffel Investment Group, Ademe Investissement, Crédit Mutuel Equity, Sycomore Asset Management et Renault Group. Ce dernier devient par ailleurs un partenaire important pour Lithium de France, filiale d'Arverne Group, en signant un contrat d'approvisionnement de lithium.



## Pyrénées-Atlantiques LE BUDGET DU DÉPARTEMENT « PRÉOCCUPE » JEAN-JACQUES LASSERRE

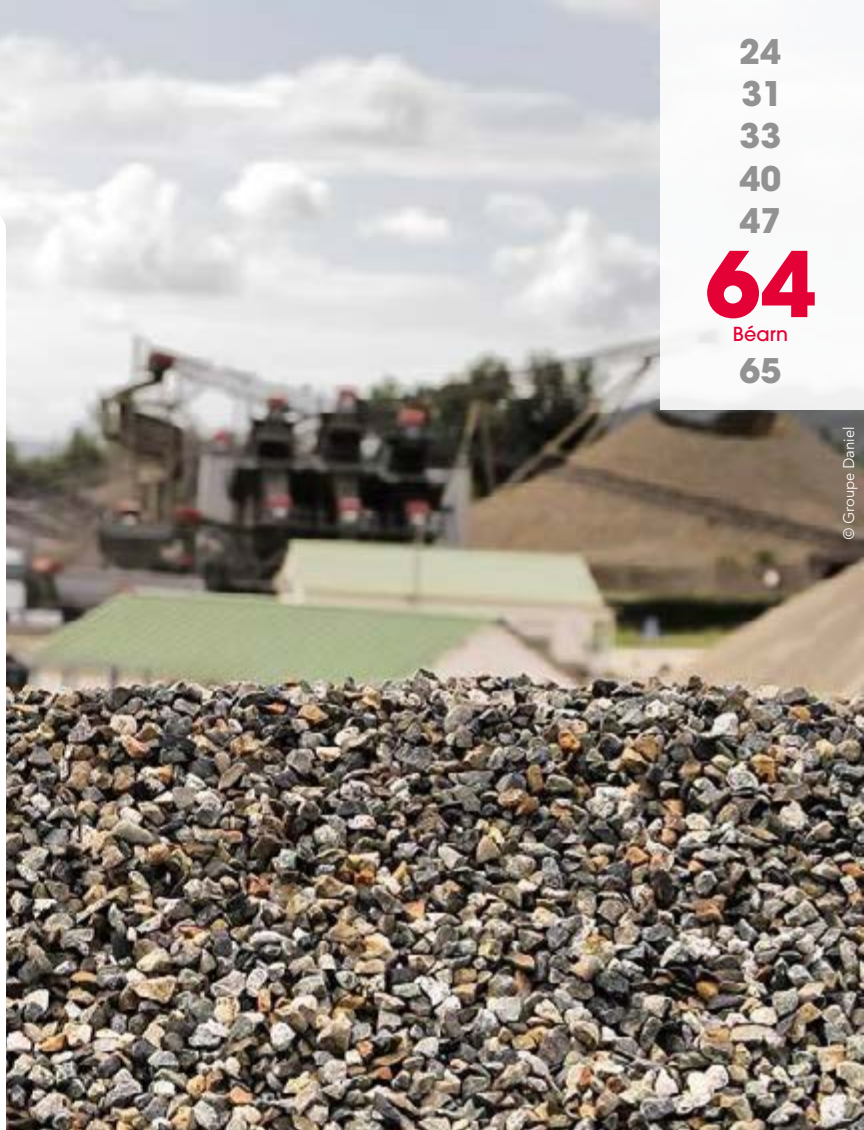
Ce mercredi 20 septembre, en cette rentrée et à l'avant-veille d'une session du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques dédiée aux transitions, son président Jean-Jacques Lasserre s'est exprimé face à la presse. « Sa préoccupation » à l'heure de préparer le prochain budget était au cœur de cet échange, avec un sujet principal d'inquiétude : la hausse du nombre de mineurs non-accompagnés pris en charge par le Département. L'élu a affirmé

que si l'institution « ne doit rien lâcher de cette responsabilité », selon lui « le débat doit s'engager avec l'État sur la responsabilité financière ». Et d'enchaîner : « Nous avons perdu la plus grande partie de nos ressources fiscales. Nous avons certes conservé les droits de mutation mais ils s'effondrent, avec une baisse de 25 millions d'euros ». *A contrario*, le budget dédié au social (420 millions d'euros) connaît une hausse annuelle estimée entre 15 et 20 %, uniquement pour le fonctionnement.

Lescar / Abos

**LE GROUPE DANIEL  
OUVRE SES PORTES**

Le Groupe Daniel, leader régional dans l'extraction et le concassage de granulats (70 M€ de CA et 350 salariés), organise ses portes ouvertes le vendredi 29 et le samedi 30 septembre. « Une première » depuis l'arrivée de Joséphine Daniel dans l'entreprise familiale : l'actuelle PDG y voit l'occasion d'échanger « en toute transparence » avec le grand public sur l'ensemble des activités du groupe, « méconnues » selon elle, de les « démystifier » et de « travailler sur leur acceptabilité sociale ». Le vendredi sera ainsi consacré aux scolaires, le samedi sera ouvert à tous de 9 h à 18 h. Au programme : visite de la gravière d'Abos, tables rondes en présence de Fred de l'émission « C'est pas sorcier », expositions des véhicules et engins de chantier, village avec stands d'animation, jeux pour enfants, mise en lumière des matériaux... Le Groupe Daniel a vu les choses en grand pour ces portes ouvertes qui interviennent dans un contexte tendu : le projet d'extension de la gravière d'Abos, exploitée depuis les années 70 par l'entreprise, est rejeté par un collectif de riverains qui évoque « des nuisances » et la « destruction de terres agricoles ».



© Groupe Daniel



© CoBe - Luc Boegly

Pau

**LE PÔLE LAHERRÈRE  
NOMINÉ AUX DEZEEN AWARDS**

Le pôle Laherrère, situé quartier Saragosse à Pau, est nominé pour les Dezeen Awards 2023 (catégorie « Usage Mixte) qui récompensent chaque année le meilleur de l'architecture et du design dans le monde. L'agence CoBe Architecture, qui s'est vu confier la maîtrise d'œuvre de ce projet, a fait sortir de terre deux bâtiments de 11 210 m<sup>2</sup>, livrés en mars 2023. Le pôle Laherrère « s'inscrit dans une démarche globale de développement durable exigeante : du niveau E2C2, prise en compte des principes de conception bioclimatique, murs à ossature bois, bardage, menuiseries et mobilier intérieur en bois issus d'essences locales, matériaux recyclés... », détaille le cabinet d'architecture. Ce lieu a deux vocations : l'une axée sur le logement des jeunes, l'autre sur le développement économique. Au total, près de 22,75 millions d'euros ont été nécessaires pour financer ce projet, dont plus de 8 millions pour le pôle entrepreneurial.

# Les enjeux du numérique

Coordinatrice des associations Pays Basque Digital et French Tech Pays Basque, Neela Tibayrenc est l'incontournable animatrice de la communauté du numérique au Pays basque. Formation, recrutement et cybersécurité, elle fait le point sur les enjeux actuels de cette filière.

Par Vincent BIARD

**La Vie Economique : La French Tech va fêter ses 10 ans en octobre et toutes les communautés nationales et internationales préparent des événements. Que prévoit-on au Pays basque ?**

**Neela Tibayrenc :** « Ce sera une grande conférence ouverte à tous au Connecteur le 19 octobre à partir de 19 h. Deux entreprises innovantes que sont OVH et ses solutions cloud ainsi que Materrup installée dans les Landes qui conçoit du matériau de construction bas carbone témoigneront de leur participation à des grands programmes d'accompagnement de la French Tech. Joëlle Gras, sous-préfète des Pyrénées-Atlantiques, fera également un point sur le dispositif de soutien à l'innovation France 2030. »

**LVE : Trois ans après sa création, où en est la French Tech Pays Basque ?**

**N. L. :** « L'association rassemble 150 adhérents et, chaque année, elle est lauréate d'un appel à projets de la French Tech. Nous menons des actions cofinancées par l'État, la Communauté Pays Basque, le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, la Région Nouvelle-Aquitaine, sans oublier le soutien de nos adhérents. La dynamique locale nous permet d'être soutenu au niveau national. Nos grands enjeux actuels sont le financement des entreprises innovantes notamment parce que l'on est à la fin d'un cycle mais également le recrutement des talents, la transition écologique

“ Parmi nos grands enjeux, il y a le financement des entreprises innovantes et le recrutement ”

et sociale avec la parité, la diversité, le handicap et enfin le rayonnement des entreprises à l'international. Nous avons la chance d'avoir un formidable réseau de 60 communautés French Tech d'entrepreneurs français à l'international, il faut l'utiliser au service de nos pépites basques ! »

**LVE : Cet enjeu du recrutement est-il également partagé par l'association Pays Basque Digital ?**

**N. L. :** « Oui et d'autant que des jeunes entreprises innovantes de la French Tech font appel à la soixantaine d'entreprises de services du numérique regroupées au sein de Pays Basque Digital. Ce sont deux typologies d'entreprises complémentaires qui ont parfois des besoins communs en termes de talent. C'est pour cette raison que ces deux associations ont créé ensemble une plateforme emploi sur le site web de Pays Basque Digital ouverte à leurs adhérents. »

## “ Les deux associations ont créé ensemble une plateforme emploi sur le site web de Pays Basque Digital ouverte à leurs adhérents ”

**LVE : À quelles difficultés de recrutement sont confrontées les entreprises de la French Tech Pays Basque et de Pays Basque Digital ?**

**N. L. :** « Owen Lagadec, président de Pays Basque Digital, pourrait le dire : le numérique est devenu une compétence transversale dans toutes les filières d'activités. Ainsi les enjeux de télétravail, d'outils collaboratifs, de cybersécurité et de données sont devenus prégnants et les spécialistes comme les développeurs informatiques sont très demandés alors qu'auparavant ils étaient essentiellement recherchés par des start-ups et des entreprises de service du numérique. »

**LVE : Les nouvelles structures de formation avec des formats plutôt courts et les projets plus conséquents comme l'école d'ingénieurs IsaNum d'Anglet vont-ils répondre aux besoins des entreprises du territoire ?**

**N. L. :** « Nous avons l'ESTIA qui forme des ingénieurs dont certains sont recrutés pour des métiers dans le numérique. Le constat actuel est que la demande des entreprises continue d'augmenter et avec elle l'offre de formation se développe. Sur le territoire, en plus des écoles privées comme Kedge et Talis Business School, des formations 100 % numériques sont proposées par



NEELA  
TIBAYRENC

### CALENDRIER FRENCH TECH PAYS BASQUE ET PAYS BASQUE DIGITAL

Forum de l'emploi des métiers du numérique  
le 5 octobre de 15 h 30 à 19h à L'ESTIA (Bidart).

Ateliers cybersécurité les 29 septembre,  
24 novembre et 15 décembre à l'ESTIA.

Conférence French Tech Pays Basque  
le 19 octobre à 18h au Connecteur de Biarritz.

« Mon innovation mon territoire »  
le 30 novembre pour les lycéens (sur invitation  
des lycées) et le 2 décembre de 14 h à 18 h à  
l'ESTIA pour tous les citoyens qui veulent découvrir  
l'innovation du Pays basque.

Conférence annuelle Pays Basque Digital le  
12 décembre à 18 h au Connecteur.



## “ Les salariés déjà en poste doivent, eux aussi, monter en compétences pour que nos entreprises restent compétitives ”

l'école Simplon, le Greta, Conquistadors... On peut se féliciter d'un nouveau BTS « Ciel » spécialisé sur la cybersécurité au Lycée Saint Joseph d'Hasparren. En septembre 2024 l'école Digital Campus de Biarritz et l'école d'ingénieurs du numérique IsaNum de l'université de Pau et des Pays de l'Adour accueilleront leurs premières promotions, avant la finalisation d'un nouveau bâtiment dédié pour IsaNum. L'offre de formation se renforce donc sur notre territoire. »

### **LVE : Et la formation en continu des salariés ?**

**N. L. :** « Oui en plus de ces structures pour apprenants et demandeurs d'emplois, il y a l'ARFSN, l'Action régionale pour la formation des salariés du numérique, un programme de financement de la formation numérique dédié aux salariés cette fois. L'association Pays Basque Digital est opérateur de ce programme au Pays basque, en Béarn et dans les Landes. Il y a une évolution très rapide des technologies notamment avec l'intelligence artificielle générative. Les salariés déjà en poste doivent, eux aussi, monter en compétences pour que nos entreprises restent compétitives. »

### **LVE : Dernière actualité avec le lancement d'un centre de ressource de cybersécurité au Pays basque dans lequel l'association Pays Basque Digital est impliquée. C'est pour quand ?**

**N. L. :** « En effet, Pays Basque Digital est moteur sur la création, au Pays basque, d'un centre de ressources

sur la cybersécurité. La force de ce CRC est le consortium d'acteurs qui le compose avec la CCI Bayonne Pays Basque, la Communauté Pays Basque, le Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques, la Chambre des métiers du département, la Fibre 64 mais aussi des acteurs régionaux comme le Campus Cyber de Nouvelle-Aquitaine et nationaux comme l'ANSSI et la Police nationale et ses experts cyber très pointus sur le sujet. Nous allons développer des programmes de sensibilisation avec le soutien du Campus Cyber sécurité de Nouvelle-Aquitaine qui fournit les outils pédagogiques aux CRC territoriaux comme le nôtre et la Police nationale et l'ANSSI qui animeront avec des acteurs locaux ces ateliers de sensibilisation. Trois ateliers sont organisés cet automne pour les entreprises de service numérique et une action spécifique va être menée auprès des acteurs de la santé avec la CAPB. C'est un enjeu très important pour toutes les entreprises. » ■

## UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LE NUMÉRIQUE

Réunis en conseil d'agglomération le 13 mai dernier, les élus de la Communauté Pays Basque ont voté (141 voix pour, 2 contre, 45 abstentions) l'instauration d'une feuille de route dédiée aux industries du numérique.

Celle-ci comprend cinq axes (massifier, former, innover, structurer, penser) avec notamment l'extension du technopôle Izarbel de Bidart sur 20 ha supplémentaires et la création d'une école d'ingénieurs du numérique à Anglet. Sur son territoire, la Communauté Pays Basque a identifié 115 entreprises et plus de 1 000 salariés de la filière numérique générant un chiffre d'affaires de 115 millions d'euros.

Dans le détail cette filière se partage entre éditeurs de logiciels (27 %), entreprises de services du numérique (19,1 %), agences web (16,5 %), pure players web (13 %), entreprises diverses (12,2%), producteurs d'audiovisuel (5,2 %), spécialistes de cyber sécurité (3,5 %) et d'intelligence artificielle (3,5 %).







© Connecteur

## Biarritz L'ÉCONOMIE AU PAYS BASQUE DANS 10 ANS

Pour célébrer ses 10 ans d'existence, l'association CARé comme « club affaires réseau » organise une conférence suivie d'un déjeuner-buffet le samedi 30 septembre à partir de 10 h au Connecteur de Biarritz. Sur le thème de « L'économie au Pays basque dans 10 ans », l'association présidée par Stéphanie Gouzon réunira 10 acteurs de l'économie locale invités à s'exprimer : Romain Alaman (Biltoki), Sébastien Carré (CPME 64), Xavier de Paredes (Intersport), Bixente Dos Ugalde (Du Pays basque aux grandes écoles), Jérémie Faham (Estia), Jean Grandes (CCI), Sandrine Lacorne (Interstices), Emmanuelle Marest (psychologue), Jean-Paul Pagola (Urssaf), Thibault Saint-Georges Chaumet (Connecteur) et Sébastien Zozaya (MOF artisan charcutier). Infos et inscriptions sur le site web de l'asso : [care64.com](http://care64.com)



© Christian Friedell

## Biarritz TOUS LES COCKTAILS EN SIX MOIS

L'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie du Pays basque propose une formation de « Certificat de Qualification Professionnelle Barman » en alternance (une semaine en formation et trois semaines en entreprise) dans ses locaux à partir du 20 novembre 2023. Cette formation financée et rémunérée se déroulera sur une durée de six mois en contrat de professionnalisation. Infos sur le site web de l'UMIH Pays basque.

## Côte basque DEMANDE FORTE MAIS PRODUITS RARES POUR L'IMMOBILIER DE LUXE

Selon le communiqué de rentrée de Sotheby's International Realty, réseau international d'agences immobilières spécialisées dans le haut de gamme, l'année 2023 surprend par sa robustesse avec plus d'un milliard d'euros de ventes en 8 mois. Entre janvier et fin août, le réseau a finalisé plus de 560 ventes à un prix moyen de plus de 1,8 million d'euros. Sur la Côte basque, l'agence Sotheby's de Biarritz a observé un ralentissement et une baisse du nombre de transactions dus à l'attente d'une partie de la clientèle. Si la demande reste forte, le produit est rare. Les biens avec vue océan à Biarritz, Bidart, Guéthary et Saint-Jean-de-Luz restent en tête des propriétés les plus recherchées ainsi que les villas en centre-ville avec jardin, proches des commerces et des plages.



© Sotheby's Biarritz

# Cave du Haras Sur la route... des vins

Installé comme caviste à Tarbes, Didier Fleury a misé sur le Wine Truck pour faire connaître les vins qu'il sélectionne et sa nouvelle gamme perso. Entre rendez-vous aux villages et soirées privées, le bar itinérant connaît un succès fou.

Par Hermance HITTE

**D**u sommelier, Didier Fleury en a gardé toute la poésie. Lorsqu'il conseille un vin, il fait voyager ses clients au cœur des vignes en quelques mots et portées par les siens, les saveurs éclatent bien avant que les bouteilles ne soient ouvertes. Cette passion du verbe et des cépages, il la décrit parfaitement lui-même : « Ce sont des livres que j'essaie de traduire le plus fidèlement possible ». À 55 ans, il est un des cavistes les plus surprenants de Tarbes, devenu en peu de temps l'adresse sûre des petites pépites. Dans les rayons agencés comme un Tetris, des vins de niche savamment sélectionnés, de la subtilité et des surprises, toujours abordables parce que « le prix n'a jamais fait la qualité ». Et l'homme connaît son métier, sommelier depuis l'âge de 17 ans, il a œuvré dans les plus belles adresses de France : entre Relais Château et restaurants doublement étoilés,



DIDIER  
FLEURY  
sommelier  
et caviste

“ Tous les jeudis soir, le rendez-vous est immuable, sur la place centrale d’Odos, Didier Fleury installe ses tables et elles se remplissent très vite ”

son goût a séduit bien des palais fort exigeants. Depuis décembre 2022, il distille ses précieuses cuvées à quelques pas du Haras... mais pas seulement.

### CAVE À VINS ITINÉRANTE

Tous les jeudis soir, le rendez-vous est immuable, sur la place centrale d’Odos, Didier Fleury installe ses tables et elles se remplissent très vite. Dans ce village de la grande couronne tarbaise, le caviste est attendu non pas comme le Messie mais comme un Vieux Papes et ses adeptes sont devenus de vrais fidèles. La Cave du Haras se fait itinérante grâce au Wine Truck et c’est un succès total. Le camion assure la même prestation au marché de Trébons ou encore à Campan, dans les hauteurs de Bagnères-de-Bigorre, des petites communes où la tendance est plutôt à la disparition des commerces : « Je voulais apporter de la convivialité dans ces villages où il n’y a plus de lieux de vie ».

### LE CAVISTE LANCE SA PROPRE GAMME

Et avec près de 80 personnes autour du truck, le vœu du caviste est exaucé, les verres de vins des différents producteurs de toutes les régions de France se découvrent et se partagent dans une belle humeur. Cette activité parallèle connaît un véritable engouement dont l’écho se fait dans les soirées privées, les mariages et les événementiels : le Wine Truck est de tous les temps forts. Il faut dire que le choix pertinent des breuvages audacieux est devenu la signature de la Cave du Haras qui depuis

cette semaine lance une toute nouvelle gamme de vins : les Fleurylèges. Pour le passionné qu’est le sommelier, celle-ci a une saveur bien particulière puisque, comme son nom l’indique, c’est simplement la sienne.

### LE GERS EN BOUTEILLES

S’il avoue souhaiter depuis longtemps signer de son nom des vins qu’il affectionne, Didier Fleury n’a pas été les chercher à l’autre bout de la France : « La région regorge de cépages emblématiques. Je me suis rapproché d’un domaine viticole gersois qui s’appelle le Château du Pouey avec un jeune vigneron qui travaille merveilleusement bien ». C’est avec lui qu’il a sélectionné des

“ Le Wine Truck rassemble près de 80 personnes au village ”

vins qui soient les plus équilibrés possibles pour, encore une fois, plaire au maximum de personnes. Goutte de soleil pour le blanc-doux, Pépite d’Alizarine en Madiran, un joli pacherenc vic-bilh sec nommé Éclat de lune, une liste à laquelle s’ajoute un petit rosé produit en Camargue, Pétale de Nymphe, Fleurylège se veut un florilège d’excellences : « À 55 ans, le fait de mettre son nom sur une étiquette, pouvoir certifier le travail d’un vigneron, c’est vraiment l’aboutissement d’une carrière ». La gamme est en cours de certification

bio, Didier Fleury aime « avoir des vins propres ».

### INITIATIONS ET SOIRÉES À THÈMES

Et pour cela, il ne manque pas d’idées. Rue du Haras, son commerce est fidèle à ceux d’antan, les habitants du quartier n’hésitent pas à pousser la porte pour partager un café avec le caviste et, le vendredi soir, c’est un autre public qui vient

le voir, pour se former : « Être sommelier, c’est aussi retransmettre son savoir, je fais donc des initiations et des cours à travers des soirées à thème où on peut aborder celui du whisky ou des spiritueux ». Dans cette cave qui vit au rythme des saisons, la structure des rayons change avec les propositions qui sont renouvelées de 40 à 60 % suivant les périodes, au cœur des villages ou au centre de Tarbes, Didier Fleury a réussi son pari : « Je voulais une petite cave avec plein de grands plaisirs ». ■



24  
31  
33  
40  
47  
64  
**65**  
Hautes  
Pyrénées

# Entreprises

# Le défi du recrutement

Le 21 septembre, la CPME 65 a rendu hommage aux chefs d'entreprises bénévoles qui représentent plus de 150 TPE et PME du département. Une soirée qui signe une rentrée tournée vers l'action et le recrutement.

Par Hermance HITTE

**A** lors qu'au niveau national, la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) prépare le plus grand campus de start-ups qui se déroulera le 30 novembre à la Station F, l'antenne des Hautes-Pyrénées a elle d'abord tenu à rendre hommage à ses mandataires sans qui aucune mission ne serait possible. Réunis au domaine de la Métairie à Ossun, tous étaient présents le 21 septembre, lors d'une soirée où adhérents et nouveaux venus ont pu mesurer la force de la CPME du département. Pour Michel Puyet, président depuis 5 ans, le rendez-vous était de ceux qui ne se manquent pas : « Mon rôle est de tricoter des énergies, tous ensemble on est plus forts et chaque année je tiens à remercier ces bénévoles qui s'investissent comme c'est pas possible. C'est grâce à eux qu'on est devenu un partenaire important, écouté et pris en compte ».

## LA COMPLEXITÉ DE L'ADMINISTRATION

À travers cet événement, le président espère également installer un peu plus la notoriété du syndicat patronal qui rassemble plus de 150 sociétés individuelles représentées par une quarantaine de chefs d'entreprises bénévoles : « Ici, on peut dire qu'on a gagné notre pari, les dirigeants nous sollicitent d'eux-mêmes mais souvent quand ils sont face aux problèmes. On fait beaucoup de réunions décentralisées dans les vallées et on est très proches des maires, ils sont parfois les mieux placés pour savoir quelles entreprises ont des difficultés ». Et niveau difficultés, les Hautes-Pyrénées sont le reflet de l'ensemble du territoire, avec,

pour Michel Puyet, la complexité de l'administration française en tête de liste : « Un décret de loi passe, on n'a pas tous fait Bac +32 pour le traduire, parfois on se demande qui a écrit le texte. C'était particulièrement le cas pour l'énergie, on n'y comprenait rien. Dans toute formule compliquée il se cache un loup et nous on part à la guerre contre les loups ».

## UNE ÉCONOMIE LOCALE EN DENTS DE SCIE

Comme ses homologues, la CPME 65 accompagne, guide, conseille et protège toutes les entreprises de moins de 250 salariés. Avec 90 % de ses adhérents qui en ont moins de 10, l'antenne des Hautes-Pyrénées porte leur voix à travers ses mandataires auprès des instances comme la CAF, l'URSAFF, la CPAM, le tribunal de commerce ou celui des Prud'hommes. Des mandataires qui connaissent parfaitement le contexte économique local et ce qu'il induit.

Sans RH et avec une structure différente des grandes entreprises, ces TPE et PME sont actuellement confrontées à une phase moins faste, suivant les secteurs d'activité : « Si on voulait caricaturer l'économie locale, on

“ Les dirigeants nous sollicitent mais souvent quand ils font face aux problèmes ”

dirait qu'elle est en dent de scie, ça part d'un seul coup. Il y a eu un grand mieux après le Covid, on a eu une sortie de crise à laquelle personne n'aurait pensé et là on est clairement dans une baisse ».

### COMMERCE EN SOUFFRANCE

Dans un territoire très touristique où Lourdes fait office de phare, parmi les acteurs économiques de poids, on retrouve l'hôtellerie, très dynamique cette année et la restauration un peu plus en peine. C'est le commerce qui est dans la tourmente, notamment les enseignes du prêt-à-porter et celle des centres-villes... contrairement à l'industrie et aux entreprises de niche qui elles se portent bien. Des entreprises principalement liées à l'aéronautique mais que le président considère tout de même « très fragile puisqu'elles dépendent des gros éléphants ».

### DÉPARTEMENT PILOTE POUR LE CE EN LIGNE

La rentrée est principalement marquée par les difficultés de recrutement, « redonner le goût du travail » est devenu un véritable objectif pour le syndicat patronal : « C'est très dur et pas qu'au niveau des saisonniers. Ça devient compliqué pour tous les secteurs confondus, malgré des salaires très corrects. On réfléchit à plusieurs pistes comme l'instauration de la semaine des 4 jours mais l'accueil est assez mitigé », précise Noémie Bouzet, chargée de mission. Fidéliser les salariés est un défi et les salaires revus à la hausse ne suffisent plus, selon le président pour qui « améliorer leurs conditions de travail et de vie » est une priorité. Département pilote dans la mise

## “ Ces TPE et PME sont actuellement confrontées à une phase moins faste, suivant les secteurs d'activité ”

en place du comité d'entreprise en ligne, une mesure régionale qui a rencontré un fort succès, la CMPE 65 s'y distingue par des initiatives inédites : « Comme les loisirs, la culture est un élément important, nous nous sommes rapprochés de la Scène Nationale du Parvis et plusieurs projets vont être élaborés. On essaye de privilégier les actions en faveur des salariés ».

### FIDÉLISER LES SALARIÉS

Une approche qui passe aussi par la santé et face au manque de médecins généralistes, la CPME 65 a engagé une action sur l'attractivité du territoire : « En aidant les professionnels de la santé à s'y installer, le but est qu'ils prennent les salariés comme patients. C'est du gagnant-gagnant ». Avec une équipe de 3 salariées, la CPME 65 est de tous les fronts et porte la voix des petites entreprises, aussi haut que les Chanteurs Pyrénéens. Une activité qui comble l'homme de terrain qu'est Michel Puyet : « C'est passionnant, ça prend énormément de temps mais ça fait énormément de bien quand on nous dit que ça y est, on est sorti du marasme ». ■



FRANÇOISE  
ROUET  
déléguée générale  
de la CMPE 65

MICHEL PUYET  
président de la CPME 65

# Main dans la main



François-Xavier Brunet, président de la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées, David Szmulewicz, le directeur commercial pour la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées.

La Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées et la CCI ont, le 15 septembre dernier, renouvelé leur convention de partenariat. L'objectif : soutenir le développement économique local et favoriser la création et la reprise d'entreprises.

Par **Charlène LERMITE**

**C'**est entre les murs de la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées que l'instance consulaire et la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Midi-Pyrénées ont annoncé, le 15 septembre dernier, renouveler leur convention de partenariat. En 2021, la CCI de Tarbes avait lancé un appel auprès de l'ensemble du secteur bancaire pour proposer des actions communes au bénéfice des entreprises et du développement économique des Hautes-Pyrénées, auquel la Caisse d'Épargne avait répondu présent. Ce renouvellement de

## “ En 4 ans, les accompagnements ont progressé, nous suivons plus d'entreprises qu'en 2019 ”

partenariat s'est fait en présence notamment de François-Xavier Brunet, président de la CCI 65, de David Szmulewicz, directeur commercial pour la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées, de Maxime Faivre-Vuillin, directeur du centre d'affaires de la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées et de David Gineste, responsable du pôle tourisme de la CCI.

### ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

Le président de la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées, François-Xavier Brunet, s'est dit ravi d'accueillir ses partenaires pour « renouveler les modalités du partenariat entre la CCI et les banques du territoire. Cela représente des levées de financement, le montage de dossier et des échanges de confiance ». Pour lui, « c'est le métier de la CCI de représenter les entreprises et de leur fournir un accompagnement économique ». La CCI organise notamment des ateliers thématiques, des formations via le Purple Campus et l'EGC Business School, basées à Tarbes, des événements autour de l'entreprenariat, du financement et de la création et reprise d'entreprise, comme les « ateliers Prêts à vous lancer ». La CCI soutient aussi les porteurs de projet afin qu'ils obtiennent des financements plus rapidement. Elle assure un accompagnement dans le montage des dossiers de financement.

Maxime Faivre-Vuillin, le directeur du centre d'affaires de la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées a précisé l'opération : « Il s'agit d'un partenariat que nous avons signé il y a 3 ans et que nous espé-

rons renforcer. En 4 ans, du côté de la Caisse d'Épargne, les accompagnements ont progressé. Nous suivons plus d'entreprises qu'en 2019. Elles font face à des enjeux majeurs comme la transition écologique ou la mutation du modèle touristique. Nous souhaitons continuer de les soutenir. Utiliser le relais de la CCI et ses compétences nous aide à les accompagner sur le territoire ».

### UNE ÉCONOMIE MOINS FAVORABLE

Les forces en présence ont également évoqué le contexte économique bousculé. Pour François-Xavier Brunet, « il est essentiel d'entretenir des liens étroits avec les banques surtout dans cette période compliquée. Les taux d'intérêts sont entre 3 et 5 %. Les banques centrales et la Banque Centrale européenne souhaitent que moins de prêts soient délivrés. Pour elles, il faut ralentir la machine. Mais, restreindre les crédits sera toxique à terme par manque de financement de l'économie ».

David Szmulewicz, le directeur commercial pour la Caisse

## “ Il est essentiel d'entretenir des liens étroits avec les banques surtout dans cette période compliquée ”

d'Épargne Midi-Pyrénées, continue : « La différence entre le ressenti et le réel donne l'impression que les banquiers prêtent moins. En ce moment, les taux sont entre 4 et 4,5 % donc les capacités d'emprunt se réduisent et l'endettement des emprunteurs, fixé à 35 %, est une réelle contrainte. Mais cela reste notre métier d'accompagner nos clients autant particuliers que professionnels. Nous pensons que les taux devraient rester stables et nous resterons mobilisés sur le terrain. Pour David Szmulewicz, il ne faut rien lâcher, « continuer de rester présents sur le territoire et pérenniser les emplois ». Du côté des particuliers, la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées a financé 1,2 milliard de prêts immobiliers en 2022. « Cette année, nous avons déjà prêté 850 millions d'euros donc nous ne serons pas loin du résultat de 2022 avec les trois mois restants », a expliqué dans le détail David Szmulewicz.

### LE TOURISME VA MIEUX

Le département des Hautes-Pyrénées est porté par l'industrie, le commerce et le tourisme. « Ce dernier est extrêmement résilient, il représente 33 % du PIB du 65 », souligne François-Xavier Brunet. Lourdes retrouve aussi des couleurs d'après le président de la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées. « Au moment du Covid, la fin du tourisme culturel était annoncée. Mais, nous avons raison d'y croire, Lourdes est le flagship touristique du département », affirme François-Xavier Brunet. David Gineste, le responsable du pôle tourisme de la CCI Tarbes et Hautes-Pyrénées, confirme : « Le tourisme repart bien. Lourdes, qui draine de la clientèle internationale, réalise une bonne saison touristique avec une trajectoire classique sur juillet-août. La zone de montagne est en progression et quelques projets émergents », conclut-il. ■



## Saint-Lary-Soulan UN FORUM DE L'EMPLOI SAISONNIER

Le Forum pour l'emploi des saisonniers et la pluriactivité revient le 6 octobre prochain. L'événement, qui aura lieu dans la salle des sports de Saint-Lary-Soulan, est organisé par le GIPE (Guichet Initiative Pluriactivité Emploi) et le Pôle Emploi de Lannemezan. Ce lieu d'échange permet aux visiteurs de se renseigner sur les possibilités de financement, les métiers de la montagne, l'aide à la création d'activité et l'aide au logement. C'est aussi l'endroit pour candidater comme saisonnier sur les vallées d'Aure et de Louron, avec cette année environ 300 postes à pourvoir, contre 250 habituellement. Le GIPE organise aussi des ateliers numériques pour se former par exemple au traitement de texte, ou encore, à la rédaction de mails. Le prochain atelier, qui se tient à Saint-Lary-Soulan, aura lieu le 11 octobre de 14 h à 17 h dans les locaux de l'association.

## Vallée d'Aure LE CHANTIER DU POSTE ÉLECTRIQUE PROGRESSE

Cinq mois après le début du chantier, MAS BTP a partagé le 16 septembre dernier, sur son compte LinkedIn, des images vues du ciel de la construction d'un nouveau poste électrique à Arreau. Ce chantier fait partie du projet global mené par RTE pour le renforcement du réseau électrique de la Vallée de la Neste. Initialement construit dans les années 20, ce réseau électrique nécessite des travaux de modernisation, qui passent par la construction de ce nouveau poste électrique de transformation 225 000/63 000 volts. Ce dernier, situé à Arreau, au croisement des vallées de la Neste, d'Aure et du Louron, est baptisé Aure. 110 millions d'euros ont été investis dans le renforcement du réseau électrique de la vallée de la Neste sur un projet global de 200 millions d'euros d'investissements sur l'ensemble des vallées.



## Bagnères-de-Bigorre LE CRÉDIT AGRICOLE ET LE STADE BAGNERAIS RENOUVELLENT LEUR PARTENARIAT

L'équipe de rugby de Bagnères-de-Bigorre, qui évolue dans l'antichambre du rugby professionnel en Fédérale 1, a annoncé le 15 septembre dernier renouveler son partenariat avec le Crédit Agricole Pyrénées Gascogne de Bagnères-de-Bigorre pour la saison 2023-2024. La banque locale n'est pas le seul des partenaires du club à avoir reconduit son engagement auprès du Stade Bagnérais Rugby : Véolia Eau, partenaire maillot de l'équipe, le Casino Tranchant de Bagnères-de-Bigorre, partenaire majeur, ou encore, l'agence d'intérim Temporis Hautes-Pyrénées, font aussi partie des entreprises à avoir renouvelé leur partenariat avec l'équipe de rugby de la cité thermale pour la saison 2023-2024.



## Sailhan LES HAUTS DE SAINT-LARY INAUGURÉS

L'établissement hôtelier, qui proposait déjà depuis 2016 quatre chalets haut-de-gamme, a récemment investi dans la construction de six nouveaux chalets, cinq appartements, un bâtiment d'accueil et un restaurant gastronomique. Après 20 mois de chantier, l'extension des Hauts de Saint-Lary a été inaugurée le 9 septembre dernier en présence notamment du président du Département, Michel Pélieu, de Philippe Baubay, conseiller régional d'Occitanie, de Maryse Beyrié, vice-présidente du Conseil départemental des Hautes-Pyrénées, du maire de Sailhan, Didier Brun, et du maire d'Aragnouet, Jean Mouniq. L'établissement, qui a décroché les 4 étoiles de la classification nationale des meublés de tourisme, compte maintenant 86 couchages. Au total, ce sont 9 millions d'euros qui ont été investis dans l'opération.

## Hautes-Pyrénées GOOGLE TOUR NUMÉRIQUE : 3 ESCALES EN BIGORRE

Depuis 6 ans, elle est très attendue par les chefs d'entreprise, la tournée Google Ateliers Numériques, réalisée en association avec le réseau des CCI d'Occitanie, marque la rentrée.

Dans les Hautes-Pyrénées, trois dates sont programmées en octobre : le célèbre camion aménagé fera escale à La Barthe-de-Neste le 9 octobre, à Tarbes le 10 et à Vic-en-Bigorre le 11. Lors de ces sessions, les dirigeants pourront se former aux outils numériques et à la communication digitale à travers des thèmes tels que l'optimisation de sa fiche d'établissement, le bon référencement de son site web, le développement des ventes en ligne ou encore l'amélioration de sa présence sur les réseaux sociaux. Sans frais mais sur inscription, organisées en Région jusqu'au 30 novembre, elles devraient former plus de 1 000 entrepreneurs, notamment les commerçants et les acteurs du tourisme.



FRANCK DELAFOSSE

## Carnet

**Franck Delafosse** nommé directeur général adjoint de BPOC. Les huit départements où est implantée la Banque Populaire Occitane connaissent déjà Franck Delafosse qui y officiait en tant que Directeur d'Exploitation en charge de la stratégie commerciale, des réseaux Retail, Corporate et de la Direction du Développement. Après deux années à ce poste, il vient d'être nommé directeur général adjoint. Une évolution qui « va lui donner davantage de poids en interne et porter au niveau du Groupe les sujets qui tiennent à cœur à la BPOC », selon Christophe Bosson, le directeur général qui œuvrera à ses côtés pour « partager les réflexions stratégiques qui vont alimenter l'avenir de la banque ». À 55 ans, Franck Delafosse affiche un beau parcours au sein du groupe qu'il a intégré en 1992, occupant successivement le poste de manager dans le Nord, directeur de développement à Nice puis Directeur des Marchés Spécialisé à la Banque Populaire Occitane Méditerranée.



Amphore et ses gobelets réutilisables sera présent au Salon Serviciz

© Amphore

## Hautes-Pyrénées **5 ENTREPRISES DU 65 AU SALON SERVICIZ**

Avec 2 000 dirigeants et décideurs attendus à Toulouse le 5 octobre prochain, le salon Serviciz est un des grands rendez-vous dédiés aux services aux entreprises et aux collectivités. Parmi les 180 exposants, il faudra compter sur cinq ambassadeurs du département qui seront aux côtés de la CCI Tarbes et Hautes-Pyrénées pour le représenter en beauté. Pour cette troisième participation, sont attendus Keematic et son système de gestion de flottes automobiles, Amphore qui a mis au point les gobelets réutilisables et compostables, le cabinet d'ergonomie Obra, Map Your Dream le développeur d'outils numériques et enfin les concepteurs de TOK 1N by Meanings for you, l'application qui permet la valorisation RSE des entreprises. Des talents variés qui illustrent l'innovation dans le 65 et s'inscrivent parfaitement dans l'esprit du salon qui ambitionne de rayonner à l'échelle régionale.

## Tarbes **OUVERTURE D'UN CARREFOUR CITY AU CENTRE-VILLE**

Exit le prêt-à-porter, c'est désormais le seuil d'un Carrefour City que les Tarbais franchissent rue Maréchal-Foch. À sa tête, Ludovic Martinez, un gérant qui évolue au sein du groupe de distribution depuis maintenant 15 ans. Il a démarré sa carrière comme apprenti à Tournay où il a ouvert un Carrefour Contact après avoir fait un petit détour à Saint-Jean-de-Luz où il a tenu pendant 3 ans un Carrefour Express. Autant dire que ce professionnel connaît toutes les facettes de son métier ! Très attaché à l'enseigne et « à la proximité qu'elle permet avec la clientèle », c'est avec une belle énergie qu'il va donc gérer son deuxième magasin : « On a ouvert le 16 septembre et le démarrage est très bon ». Six créations de postes, une ouverture 7j/7 de 7 h à 22 h, des produits locaux, bios, une pâtisserie et des services comme la livraison à domicile, bientôt enrichis d'un relais colis : le cœur de ville bat son plein.



© D.R.



VINCENT  
MAYMO

© Louis Piquemil

# Vers une réindustrialisation verte des territoires

La dépendance française à des chaînes de valeur mondiales et éclatées a été exposée crûment à la lumière des crises liées au covid-19 et à la guerre russo-ukrainienne. Le projet de loi « industrie verte », adopté en première lecture, fin juillet, à l'Assemblée nationale, doit conjuguer les défis industriels français avec l'accompagnement de la transition écologique du secteur. Ces 15 mesures sont-elles suffisamment ambitieuses ? Est-ce à la hauteur du choc de compétitivité recherché dans le cadre de France 2030 ?

par Vincent MAYMO  
Professeur des universités, IAE de Bordeaux

**250** ans nous séparent des premiers jalons d'une révolution industrielle dont les problématiques restent pleinement d'actualité. « Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage », avançait alors

Adam Smith, le père de la pensée classique, dans sa *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). Une telle logique aurait ainsi pu présider aux délocalisations entreprises à la fin du vingtième siècle vers des destinations low-cost. Ces délocalisations ont en effet profité pendant un demi-siècle aux clients, bien heureux de voir le champ des consommations possibles s'élargir, comme aux actionnaires qui ont vu la rentabilité de leurs placements s'envoler. Pour autant ceux-là



mêmes qui ont facilité cette mutation du modèle productif français ont aussi perdu de vue que la richesse d'un territoire suppose qu'il trouve quelque avantage à l'échange.



des usines, le recul de l'emploi industriel et la perte de compétences inhérentes sont autant de symptômes du désintérêt porté à la production industrielle en France. Des pans entiers de nos territoires ont ainsi perdu une partie de leur ossature et l'on ne peut qu'ensemble en constater l'impact néfaste sur l'économie, l'environnement et le social.

## BALANCE COMMERCIALE NÉGATIVE ET DETTE PUBLIQUE COLOSSALE

Ces délocalisations ont tristement jeté un écran de fumée sur une autre réalité. On pourra rappeler la perte de compétitivité d'une nation dont la balance commerciale est négative depuis vingt ans. On ne pourra non plus nier l'évolution inquiétante d'une dette publique passée de 700 milliards en 1996 à près de 3 000 milliards en 2023, quadruplant pour rattraper le montant du PIB d'un Hexagone qui vit désormais à crédit. On pourra surtout souligner l'impact plus profond sur les territoires d'activités autrefois florissantes mais qui n'ont su évoluer. La crise du covid et plus encore la guerre russo-ukrainienne ont mis en lumière notre dépendance à des chaînes de valeur internationales et éclatées : un pays qui n'est plus maître de ses productions ne l'est pas davantage de ses consommations et repose sur le bon vouloir de partenaires devenus concurrents. L'abandon

## L'URGENCE D'UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Une décennie après la première véritable prise de conscience par les gouvernements de l'urgence de la situation, la France doit se doter d'une politique industrielle capable de relever les défis d'un XXI<sup>e</sup> siècle déjà bien avancé. Car il s'agit aujourd'hui d'éviter l'anachronisme. Dès le début des années 2000, des clairvoyants comme Henri Martre, Robert Guillaumot ou Alain Juillet pointaient du doigt les challenges qui étaient les nôtres et l'urgence d'adopter une vision plus systémique de la situation en inscrivant notre modèle dans le temps long. L'importance des transformations de l'environnement nécessitait et nécessite encore une information utile pour l'anticipation, la décision et l'action. « Il faut savoir sortir des limites d'une vision territoriale, régionale, natio-

“ Réindustrialiser la France conjugue un défi économique avec des problématiques de transition à la fois environnementales, sociales et sociétales ”



nale ou continentale pour avoir une intelligence du monde. Si les menaces traditionnelles ou nouvelles sont multiples, les opportunités sont partout pour celui qui croit en l'avenir », nous rassurait Alain Juillet lors d'une allocution où se mêlent optimisme et pragmatisme. Cette vision long-termiste et systémique est essentielle pour construire des territoires compétitifs à l'échelle internationale. Or l'inefficacité des politiques successives questionne. D'aucuns considèrent que les solutions mises en œuvre font figure de pansements en ne s'attaquant pas véritablement au nerf de la guerre. La prise de conscience tant attendue ne resterait-elle à ce jour qu'un doux rêve pour quelques idéalistes désireux de sauver un modèle économique, social et écologique à la française ?

Proposées dans ce contexte historique nourri de blessures et de nombreuses incompréhensions, les 15 mesures de la loi « industrie verte » veulent conjuguer les défis industriels français avec l'accompagnement de la transition écologique du secteur.

Or, nous l'avons vu, relier industrie et France pourrait relever de l'oxymore tant le recul de la première a été structurel dans la seconde. Le sujet apparaît d'autant plus épineux qu'il conjugue en l'occurrence un défi économique avec des problématiques de transition à la

fois environnementales, sociales et sociétales. Si « Redévelopper l'industrie dans (une ville, une région, un pays) où elle est en recul » pour paraphraser le petit Robert,



constitue l'une des priorités du programme des cent

jours d'Élisabeth Borne, le projet de réindustrialisation convoque une logique globale, systémique même, qui nous engage vers un renouveau du contrat social. L'ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif, Arnaud Montebourg, relève lui-aussi l'ambiguïté du problème et confesse la nécessaire conjugaison de ces objectifs : « J'ai deux cerveaux : je veux réindustrialiser et je suis écologiste ». Et l'on n'a d'autre choix que de résoudre de tels dilemmes pour faire face à l'urgence de la situation sur le plan économique et social, nous l'avons dit, mais aussi lorsque l'on sait que 6 des 9 limites planétaires définies par Rockström et ses co-auteurs en 2009<sup>1</sup> ont déjà été franchies en 2023. Le projet de loi porté par le gouvernement sur la réindustrialisation verte veut dépasser des obstacles bien identifiés en travaillant à la « simplification d'implantations d'entreprises », l'« amélioration de la planification foncière », le « renforcement des leviers de décarbonation (commande publique, labels, économie circulaire) » et la « mobilisation de l'épargne des français ». Mais de telles idées, simples à énoncer, apparaissent beaucoup plus complexes à mettre en œuvre tant elles nécessitent de modifier en profondeur nos usages. Des progrès sont en cours et l'on voit les acteurs institutionnels et politiques s'ouvrir plus que par le passé à la vie entrepreneuriale. Néanmoins, les bonnes volontés s'affrontent avec des limites évidentes au regard des enjeux.

## UN DÉFAUT D'ATTRACTIVITÉ

Parce que nous avons appris à faire sans industrie ou parce que nous ne percevons pas nettement les conséquences de sa délocalisation, la réindustrialisation ne constitue pas à proprement parler une attente pour la plupart d'entre nous. L'image de l'industrie souffre d'un défaut d'attractivité forgé par des décennies d'industrie-bashing liées notamment à des pratiques non respectueuses de l'environnement et des hommes. Revenir sur le « suicide économique de la désindustrialisation », pour paraphraser Bruno Le Maire, nous impose d'embarquer les défis sociaux et environnementaux pour faire sens et canaliser l'ensemble des forces, au-delà des tensions partisans.

<sup>1</sup> Rockström, J., Steffen, W., Noone, K. et al., « A safe operating space for humanity », *Nature*, 461, pp. 472-475 (2009)



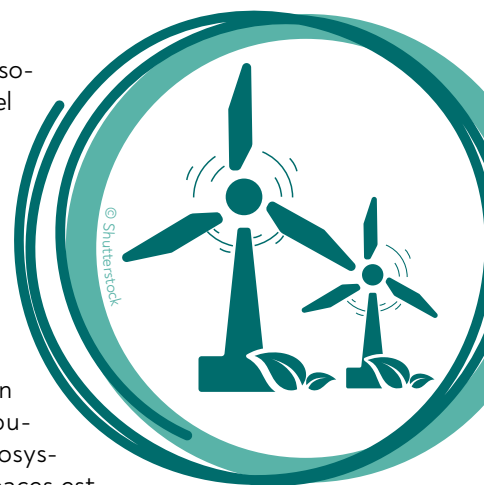
“ Réindustrialiser en respectant l'environnement, c'est aussi faire revivre des territoires que l'on avait laissés mourir ”

La réindustrialisation made in France définit une économie au service de l'homme et de sa qualité de vie. En ce sens, certains économistes sont tentés par une intervention, de plus, de l'État pour prioriser les domaines de la réindustrialisation dans une recherche d'indépendance sur les besoins essentiels mais aussi pour rééquilibrer la balance commerciale de la France. Si des orientations peuvent être encouragées, il ne faut pas perdre de vue la subsidiarité nécessaire à l'engagement des forces vives. Sur le terrain, les entrepreneurs prônent une posture opportuniste pour produire « partout où on peut restaurer la souveraineté industrielle française, de la mascotte des JO dont la production aurait pu être française, à la production d'aiguilles au Pays basque », nous explique Gilles Mathélié-Guinlet, ambassadeur néo-aquitain des Forces Françaises de l'Industrie. L'innovation et l'agilité sont la clé pour retrouver de la compétitivité économique et valoriser pleinement le modèle social et écologique français. On retrouve ici l'argument qui faisait de la Responsabilité Sociale des Entreprises l'un des vecteurs de compétitivité de l'union européenne dans son rapport annuel de 2008 auquel elle consacrait son huitième chapitre. Faire de la réindustrialisation respectueuse de l'environnement nécessite de reconcevoir les produits en mobilisant des compétences spécifiques, à renforcer, intégrant notamment la circularité et les coûts humains de production. Au niveau microsocial, les entreprises investies repensent leurs modèles d'affaires que ce soit en amont avec l'usage de matières premières recyclées, comme en aval où la durée de vie et les services associés devront être renforcés. Le renouvellement des bicyclettes illustre bien les possibilités offertes par une telle écono-

mie. Il s'agit au niveau macro-social de reprogrammer le logiciel culturel des Français.

## LA GESTION DES ESPACES

La réindustrialisation se conçoit et s'inscrit dans le cadre plus général de l'écologie industrielle pour prendre en compte la gestion des ressources et des débouchés dans une approche écosystémique. La gestion des espaces est alors un des points d'achoppement lorsqu'il s'agit de redéfinir notre engagement dans les territoires ou de re-végétaliser des zones minéralisées. L'objectif de zéro artificialisation nette suppose de « faire émerger du foncier disponible » et pour cela de redonner vie à des territoires délaissés, les grandes zones urbaines étant saturées. Les « métropoles » comme Bordeaux ne peuvent supporter davantage de population, davantage de construction et davantage de transports. Ce point est devenu critique car les politiques d'urbanisation des dernières décennies se sont trop régulièrement opposées aux enjeux de transition : des zones construites à la va-vite, souvent pour des raisons électorales, en minéralisant et en faisant la part belle aux grands groupes nationaux plutôt qu'aux initiatives locales et entrepreneuriales. Les avis convergent d'ailleurs vers la renaturation, la réintroduction des arbres et des zones vertes indispensables à une maîtrise de la température et une humidification raisonnée des sols. Les implantations industrielles trouvent leur place plus loin, dans les territoires. La transition écologique nous invite à un retour vers les zones rurales, là où les friches sont nombreuses et les sites à revitaliser peu coûteux. Réindustrialiser en respectant l'environnement, c'est aussi faire revivre des territoires que l'on avait laissés mourir. Mais de telles greffes ne pourront prendre qu'en s'inscrivant dans un écosystème pour amener une vie sur les territoires : des familles, des entrepreneurs, des commerces de proximité, des administrations et des associations, des services médicaux et des infrastructures, mais aussi des arts, du fun et de l'aventure. Avec la vie, il faut compter sur la vie des affaires. La







© Shutterstock

“ On ne peut que douter de la cohérence pour une nation de financer un pivotement stratégique de grande ampleur sans révolutionner son modèle de financement ”

Paul Reynaud, ministre de Daladier, qui en 1939 se voulait rassurant : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

Mais il faudrait pour cela fermer les yeux sur la réalité des échanges internationaux. La finance du XXI<sup>e</sup> siècle se joue en milliers de milliards, avec des acteurs comme BlackRock qui gérerait 10 000 milliards à lui seul ou les plus de 15 000 milliards sous gestion pour les 10 principaux fonds de pensions internationaux.

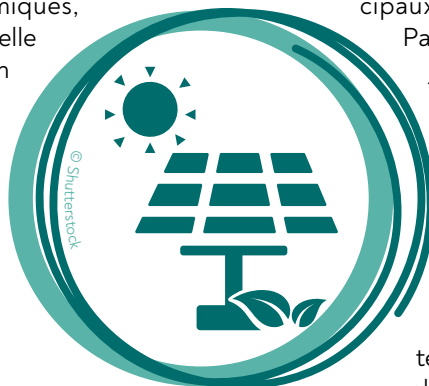
Parmi ces derniers, le seul fonds public japonais GPIF capitalise 1 412 milliards d'euros, soit davantage que le PIB de l'Espagne en 2020. Il s'est fait remarquer en 2021 par un rendement exceptionnel de 25,15 % générant plus de 286 milliards d'euros de gains, des fonds qui peuvent être investis dans les entreprises nationales ou internationales, dans les terres agricoles ou dans l'immobilier. Les quelques dizaines de milliards investies d'ici

2030 en France apparaissent bien dérisoires et

illustrent une nouvelle fois les limites de notre modèle centralisé et court-termiste de notre financement de l'économie. Un pays ne peut fonctionner sans constituer des fonds de capitalisation de grande ampleur pour alimenter l'économie et accompagner les transitions. Il ne peut pas davantage délaisser les investissements en intelligence en leur préférant l'immobilier et les assurances vie lesquels constituent en France la majeure partie du patrimoine des ménages.

On ne peut que douter de la cohérence pour une nation de financer un pivotement stratégique de grande ampleur sans révolutionner son modèle de financement, casser les codes et révolutionner les usages. Si le défi français est incommensurable, ce serait sans compter sur un héritage culturel national où, pour paraphraser Beaumarchais, « la difficulté de réussir ne fait qu'ajouter à la nécessité d'entreprendre ». ■

proximité d'affaires est un indispensable à la redynamisation et porte en fer de lance la notion de circuit court. Une telle proximité limite l'impact carbone, et renforce l'assurance que la production est réalisée en respectant des exigences à la fois économiques, environnementales et sociales. Mais elle ne peut s'envisager sans embarquer en profondeur un projet de rénovation de l'attractivité des territoires : « Il faut que les entreprises d'un territoire travaillent en meute », précise encore Gilles Mathélié-Guinlet. Innover, c'est aussi penser en termes de coopération, travailler en réseau, vivre ensemble.



© Shutterstock

## UN FINANCEMENT À LA HAUTEUR ?

Dernier point de cette tribune et mesure importante du projet de loi industrie verte, on peut se demander si le financement de la réindustrialisation est à la hauteur du choc de compétitivité recherché dans le cadre de France 2030. Peut-être faut-il rappeler les « 54 milliards d'euros d'investissement » orientés sur la période « 2022-2027 en faveur de l'industrie, des technologies innovantes et de la transition écologique ». Dans le cadre du projet de loi « Industrie verte », on parle aussi plus spécifiquement de 5 milliards d'euros véhiculés d'une part via la création d'un nouveau support, le « Plan Épargne Avenir Climat » et d'autre part via l'orientation d'une partie de l'épargne retraite. Enfin, et surtout, le crédit d'impôt viserait à diriger quelques 3 milliards d'investissements par an jusqu'en 2030. De tels montants sont évidemment consistants, voire très importants à l'échelle française et l'on aurait envie de reprendre la formule de

# Logement crise majeure de la rentrée ?

Les promoteurs immobiliers tirent la sonnette d'alerte : ils subissent une crise de l'offre et de la demande qui met en danger tout l'écosystème du logement en France, d'après leur Fédération (FPI). Qui en appelle à des mesures de politique publique sous forme d'« électrochoc ».

Anne DAUBRÉE

**L**es chiffres sont sans appel, qui signalent une forte baisse de l'activité. Le 14 septembre, à Paris, la FPI, Fédération des promoteurs immobiliers, dévoilait les résultats de la profession et du logement neuf sur le deuxième trimestre de 2023. « Nous sommes confrontés à une crise de l'offre et à une crise de la demande », résume Pascal Boulanger, président de la FPI. Au deuxième trimestre 2023, les ventes ont diminué de 30,2 %, une décélération de la baisse du premier trimestre (- 34,6 %). Pire, la chute des mises en vente a brutalement accéléré : - 37,9 % au deuxième trimestre, après - 24,8 % au premier. Ces évolutions négatives contrastent avec celle positive de l'économie au niveau global, le PIB ayant cru de 0,5 % au deuxième trimestre 2023. « L'économie française tient mieux le coup que celle allemande et lorsque l'on s'en tient à une approche macroéconomique, cela semble aller. En revanche, si l'on regarde dans le détail, un secteur souffre, le bâtiment », pointe Didier Bellier-Ganière, délégué général de la FPI.

De fait, au niveau de l'activité de la promotion immobilière, c'est l'ensemble des paramètres qui présentent des évolutions négatives, dévoile la FPI. À commencer par celui des permis de construire accordés. « Les maires en délivrent de moins en moins », explique Didier Bellier-Ganière. Au total, 96 600 autorisations ont été délivrées d'avril à juin 2023, soit une baisse de 25,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse est particulièrement forte pour les logements collectifs (- 27,3 %). Et cette diminution s'inscrit sur le temps long : la moyenne des autorisations mensuelles de logements collectifs accordées depuis les élections de mars 2020 est inférieure à celles délivrées entre 2014 et 2020 (17 500 contre 19 311). Résultante de cette évolution, une diminution très nette du nombre de logement neufs mis en vente : 20 570 au deuxième trimestre 2023 contre 33 840 à la même période de 2022 et 44 166 au deuxième trimestre 2017.

## UNE SITUATION « CATASTROPHIQUE »

Côté demande, pour les réservations de logement, « la situation est tout aussi catastrophique », poursuit Didier Bellier-Ganière. Les chiffres du deuxième trimestre 2023 (24 301) sont mêmes inférieurs à ceux l'année 2020, en pleine épidémie de Covid (28 186). Et sur le long terme, ils restent très en dessous du niveau moyen atteint entre 2017 et 2023 (36 772). Dans le détail, l'évolution – toujours négative – diffère pour les résér-

“ C'est toute la chaîne du parcours résidentiel qui se bloque ”



De gauche à droite, Pascal Boulanger, président de la FPI, Didier Bellier-Ganière, délégué général de la FPI

vations de la vente au détail (aux particuliers) et en bloc (institutionnels et bailleurs sociaux). Cette dernière ayant déjà fortement diminué en 2022, elle connaît une baisse limitée (2,7 %). En revanche, la chute est brutale pour les ventes au détail, passées de 26 951 à 16 913 (- 37,2 %). Par ailleurs, sur ce segment, la répartition entre ventes aux investisseurs et acquéreurs, traditionnellement équilibrée, a évolué. Aujourd'hui, les deux tiers des achats sont le fait d'acquéreurs. Pour la FPI, plusieurs explications expliquent cette bascule dont une moindre attractivité du Pinel « classique », la montée des taux d'intérêts et les restrictions en matière de crédit immobilier imposées aux banques par le HCSF, Haut conseil de stabilité financière.

À rebours de tous ces indicateurs à la baisse, deux montent, mais il ne s'agit pas d'une bonne nouvelle, dévoile la FPI. En particulier, l'offre commerciale de logements, c'est-à-dire le nombre de logements qui sont proposés à la vente a augmenté. « En dépit du fait que nous sommes en situation de sous-offre, nous avons trop d'offres car nous n'écoulons rien. (...) Le niveau des stocks augmente », résume Pascal Boulanger. Résultat, le délai d'écoulement des logements s'allonge : au deuxième trimestre 2023, il atteint 17,3 mois contre 14,9 mois le trimestre précédent. Depuis 2019, le délai tournait, en général, autour de 10 mois. Aujourd'hui, rares sont les métropoles où il est inférieur à 12 mois. Par exemple, le taux de rotation de stock atteint 24,7 mois à Bordeaux, 29 mois à Nantes, 24,9 à Lille, 14,9 à Caen et 16 à Nice. Autre évolution à la hausse : les prix ont poursuivi leur ascension au deuxième trimestre 2023, alors que ceux de l'ancien ont continué à décroître, les deux se rencontrant presque (indice Insee 131 pour l'ancien, 130 pour le neuf).

## UN CONSTAT PARTAGÉ ET GLOBAL

Cette double crise constitue une sérieuse menace pour le secteur, selon la FPI. Chez les promoteurs, « plus personne n'embauche. Ils ne remplacent pas les départs et certains commencent à préparer des PSE (Plans de sauvegarde pour l'emploi) », dévoile Pascal Boulanger. Les professionnels les plus menacés seraient ceux de taille intermédiaire, les plus petits et les majors étant moins impactés ou plus solides financièrement.

Au-delà, la FPI alerte sur l'impact global de ces difficultés. « Le logement, c'est systémique », pointe Didier Bellier-Ganière, qui déroule les conséquences d'un manque de constructions sur le logement social et sur



le marché locatif. « C'est toute la chaîne du parcours résidentiel qui se bloque », insiste-t-il. Autre effet pervers induit par la crise de la construction du logement neuf, une diminution des recettes de la TVA pour l'État... « Si rien n'est fait, nous allons vers une crise majeure du logement », estime Didier Bellier-Ganière.

La FPI préconise plusieurs mesures. À commencer par une mesure temporaire « électrochoc », indolore sur le court terme pour les finances publiques : l'exonération de droits de succession pour l'achat d'un logement neuf destiné à devenir un logement principal. Sur le long terme, « il faut faire en sorte que les maires retrouvent une motivation à délivrer des permis de construire », plaide Pascal Boulanger. La FPI propose, notamment, de redistribuer aux communes « bâtisseuses » une partie de la TVA immobilière. Pour Pascal Boulanger, il faut combiner des mesures immédiates pour contrer la « crise violente de l'arrêt de la demande », et d'autres, structurelles, pour répondre à « une crise chronique sur l'offre ». La Fédération porte ces propositions depuis le début du quinquennat au moins. « Il n'est plus temps de faire des réunions (...) Nous attendons des mesures rapides », conclut le président de la FPI. En juin dernier, à l'issue des travaux du CNR, Conseil national de la Refondation consacré au logement, les propositions retenues par Élisabeth Borne, Première ministre, avaient profondément déçu les participants, de la Fondation abbé Pierre aux professionnels du secteur (dont la FPI). « Le gouvernement a-t-il conscience que la situation deviendra hors de contrôle et que toute la chaîne du logement continuera à se bloquer ? », avaient interrogé ces professionnels, dans un communiqué du 5 juin. ■



# Le bel été d'un tourisme en mutation

La saison touristique estivale a été globalement très profitable pour les professionnels, d'après Bercy. Mais le secteur subit des mutations importantes, notamment liées au réchauffement climatique.

Par Anne DAUBRÉE

Une saison touristique « excellente ». Ce sont les mots d'Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des Petites et moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme. Le 29 août, à Bercy, elle présentait le bilan estival du tourisme, aux côtés de François de Canson, président d'ADN Tourisme, Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme, Hugo Alvarez, sous-directeur chez Atout France et Caroline Leboucher, directrice générale d'Atout France. Au total, les recettes internationales du tourisme devraient se situer entre 64 et 67 milliards d'euros. L'an dernier, ce chiffre s'élevait à 58 milliards d'euros. Côté clientèle, « les Français ont sacrifié les vacances, malgré le contexte inflationniste », constate Olivia Grégoire. Le concept de « vacances » est à prendre au sens

très large : si 67 % des Français sont partis en juillet ou en août, c'est en vacances ou pour un simple week-end. Parmi ceux qui n'ont pas bougé, 4 sur 10 évoquent un manque de moyens. Mais ceux qui se sont déplacés ne sont pas allés très loin : 88 % d'entre eux sont restés dans l'Hexagone. Toutefois, « certains recommencent à partir pour l'étranger. Nous avons perdu un point par rapport à 2022 », note François de Canson.

Quant à la clientèle internationale, elle fait son retour en France, mais de manière différenciée selon la provenance. L'an dernier, les « voisins » étaient plus massivement revenus que les touristes qui prennent des moyens ou long-courriers pour se rendre chez nous. 2023 marque leur retour avec

De gauche à droite, Olivia Grégoire, ministre du Tourisme ; François de Canson, président d'ADN Tourisme ; Hugo Alvarez, sous-directeur observation, prospective et stratégie chez Atout France ; Caroline Leboucher, directrice générale d'Atout France.



+ 15 % en août, par exemple. Parmi eux, des Américains, des Canadiens, mais également des Asiatiques. Avec des pics, comme pour les Japonais dont la fréquentation (qui partait de très bas) a crû de 140 %.

Par ailleurs, globalement, en termes de destination choisie par les vacanciers sur le territoire « le tourisme a été beaucoup plus homogène que d'habitude », commente Olivia Grégoire. Si les littoraux demeurent la destination où se concentrent le plus de vacanciers, la campagne, et surtout la montagne, ont vu leur fréquentation s'accroître considérablement. *A contrario*, certaines destinations ont connu une baisse. En cause : l'effet « répulsif » de prix trop élevés, selon les termes d'Olivia Grégoire, et une météo désastreuse.

## L'ÈRE DU VACANCIER INSAISSABLE ?

Ces bémols signalent que le secteur du tourisme devra faire face à de nombreux défis. « Nous assistons à des mutations profondes dans la consommation du tourisme (...). Nous n'en sommes qu'aux prémisses », prévient



© Anne Daubrée

## RÉGULER LES FLUX TOURISTIQUES

Pour Olivia Grégoire, en visite le 29 août, dans la baie de Somme, interrogée sur le risque de surfréquentation de certains sites touristiques, « la question est bien celle de la surfréquentation de certains lieux. La surconcentration touristique touche 20 % du territoire, pas plus. Et ce n'est pas à moi de dire ce qu'il faut faire au cas par cas. Nous avons écouté ce qui se fait, par exemple aux calanques de Marseille et Cassis (ou à Porquerolles, ou au mont Saint-Michel...). La réponse est dans la régulation des flux de visiteurs. Car il s'agit plutôt de pics de fréquentation, et non de « surtourisme » ». La ministre suggère d'« équiper les collectivités locales d'outils, comme des boîtiers de comptage, par exemple. Cela peut coûter des dizaines de milliers d'euros. C'est pourquoi j'ai annoncé, en juin dernier, un plan d'action sur le sujet ; l'État va prendre en charge 50 % du financement de telles solutions, et des dispositifs d'accompagnement vont être mis en place dans les prochains mois ».

Comme annoncé, ces mesures, incluant aussi des initiatives de sensibilisation et de communication, des guides de bonnes pratiques, etc., vont s'appuyer notamment sur les compétences d'Atout France, chargé de créer une plateforme numérique *ad hoc*, et les financements sont confiés à la Banque des Territoires.

P. M.

Olivia Grégoire. De fait, les attentes et les comportements des vacanciers ont profondément évolué. En particulier, sur fond de météo capricieuse, l'été qui s'achève a permis de constater qu'« on change de destination et on réserve à la dernière minute, en fonction de la météo », décrit Olivia Grégoire. Autre changement majeur : l'allongement de la période de vacances sur l'année. Les « grandes vacances d'été » ont laissé place à des séjours de plus courte durée qui peuvent se dérouler entre mai et octobre. Ce dont témoignent les chiffres du tourisme en mai et juin et les - très bonnes - prévisions pour l'arrière-saison.

Par ailleurs, cette année, l'inflation a influencé les comportements des Français. Il faut y ajouter l'effet de certaines flambées de prix (+ 30 % dans l'hôtellerie, dans certaines régions) qui ont poussé les vacanciers à se tourner vers la location. Il y a là un véritable sujet d'inquiétude en matière d'attractivité de la destination France. Cette dernière fait face à une concurrence internationale où se confrontent des acteurs historiques comme l'Espagne, mais aussi de nouveaux entrants, comme le Qatar.

Olivia Grégoire en a appelé à « la responsabilité de tous en matière de prix ». D'ici la fin de l'année, un observatoire des prix signalera les prix qualifiés de « déraisonnables » des opérateurs sur les plateformes en ligne. Les jeux olympiques de juillet 2024 sont en vue... Mais déjà, ADN Tourisme a travaillé avec les hôteliers du sud de la France, pour veiller à ce que leurs tarifs ne gonflent pas démesurément durant la coupe du monde de rugby, qui se tient cet automne, jusqu'au 28 octobre. « Il s'agissait d'expliquer qu'il faut garder des prix raisonnables, autrement les visiteurs restent une seule nuit, et non sur la durée », précise François de Canson. Pour lui, le secteur du tourisme est déjà en train de s'adapter aux multiples enjeux auxquels il fait face. Cet été, pour pallier les difficultés que rencontrent les saisonniers à se loger, par exemple, la Bretagne a mis à disposition des internats dans les lycées. À Nice et à Toulon, les logements étudiants ont été mis à contribution. Des mesures ont été prises pour limiter le « surtourisme », comme des systèmes de réservation (dans les calanques marseillaises). Et la région Sud met en place une offre touristique hivernale... ■

# Le **plafond** de verre des **seniors**

Docteur en psychologie sociale, Patrick Scharnitzky est directeur associé au sein du cabinet de conseil et de formation AlterNego, qui a récemment publié une étude sur la deuxième partie de carrière des salariés. Il accompagne les entreprises sur les questions liées à l'inclusion, au management intelligent des diversités, et à l'impact des stéréotypes sur les interactions sociales et professionnelles.

Par Charlotte DE SAINTIGNON

## Que révèle l'étude du cabinet AlterNego\* sur la deuxième partie de carrière ?

Elle met essentiellement en évidence un décalage fort de perception chez les plus de 45 ans. D'un côté, ils se déclarent volontaires, désireux de continuer à se projeter dans l'entreprise et surtout plus disponibles, car allégés de certaines charges familiales. En effet, près de 90 % des répondants disent souhaiter transmettre ce qu'ils savent de leur travail dans leur entreprise et ce taux ne décline pas avec l'âge entre les 45-49 ans et les plus de 60 ans. Mais de l'autre, ils expriment le sentiment que l'entreprise n'a plus grand-chose à leur offrir, dans un climat de jeunisme qui peut les stigmatiser. Ils ne sont que 25 % à considérer que « les opportunités d'évolution de carrière que me propose mon entreprise sont satisfaisantes » et ce taux décline avec l'âge.

## De quels stéréotypes pâtissent les seniors ?

Ce n'est pas vraiment nouveau, mais le jeunisme ambiant et grandissant de notre société cimenter des stéréotypes envers les « plus seniors » dans les entreprises. On les dit peu à l'aise avec les outils digitaux, démotivés, moins adaptables et manquant d'énergie. Ces stéréotypes, confirmés par 25 % des répondants, génèrent de la discrimination pour près de 30 % d'entre eux et des micro-agressions, telles que des blagues jeunistes (28 % des salariés interrogés).

## Que peuvent-ils pourtant apporter aux entreprises ?

C'est la diversité des profils et le mélange, dans une logique d'inclusion, qui apportent de la richesse aux entreprises. Les « plus seniors » ne sont donc, dans l'absolu, ni meilleurs ni pires que les autres. En revanche, amener les générations à s'apporter mutuellement et s'appuyer sur l'expérience des plus anciens est forcément une richesse. La gestion des âges est aussi un levier indirect de la mixité femmes/hommes. En effet, si on rallonge les carrières et limite les effets du plafond de verre, on permet aux femmes, qui ont statistiquement une charge mentale plus lourde et un équilibre des temps de vie plus précaire, de se projeter et de monter dans la hiérarchie de l'entreprise. On voit d'ailleurs, dans l'étude, que les femmes sont légèrement plus appétentes sur le sujet de la seconde partie de carrière. Mais



# “ Il existe dans beaucoup d'entreprises un seuil implicite au-delà duquel on « ne fait plus carrière » ”

surtout, elles sont plus nombreuses au-delà de 45 ans à dire s'autocensurer (28 %, contre 22 % des hommes) et moins à se sentir reconnues pour qui elles sont (49 %, contre 54 % pour les hommes).

## Comment aller dans le sens du gouvernement et accroître l'emploi des seniors et aider aux reconversions ?

Plusieurs niveaux d'action sont possibles, en allant des plus « légères » aux plus « autoritaires ». Il faut changer la culture d'entreprise et les stéréotypes, en luttant contre le jeunisme (wording, visuels, rôles modèles...). Plus d'un répondant sur deux considère travailler dans un environnement jeuniste et ce sentiment corrèle négativement avec le sentiment d'appartenance, le respect de la singularité de chacun et le partage des valeurs dans l'entreprise. Il est ensuite nécessaire de changer les pratiques de gestion des carrières, tant sur le recrutement que sur l'accès à la formation et la gestion du temps des carrières. 55 % des répondants expriment le fait que « passé un certain âge, certains postes de l'entreprise ne sont plus accessibles ». Enfin, et si c'est nécessaire, il faudra imaginer un quota de salariés au-delà d'un seuil d'âge, qui reste à définir, à condition de bien le calibrer et de le rendre adaptable aux différents secteurs d'activité.

## De quelle manière les entreprises peuvent-elles penser et mettre en place une politique d'accompagnement des plus de 45 ans ?

Le plus important est de faire sauter le plafond de verre lié à l'âge. Il existe dans beaucoup d'entreprises un seuil implicite au-delà duquel « on ne fait plus carrière ». Cela est dévastateur pour les plus âgés et, d'une façon projective, pour les plus jeunes. Et surtout, totalement en inadéquation avec les temps de

la vie privée. Avec un premier enfant autour de 30 ans et un second avant 35 ans, la « famille type » produit un embouteillage dans l'équilibre des temps de vie, le plus fort entre 30 et 45 ans. Et c'est malheureusement pile la période pendant laquelle on demande aux salariés de jouer leur carrière. C'est un non-sens. Notre étude démontre que les entreprises qui déploient le plus d'actions d'accompagnement de la seconde partie de carrière sont celles dans lesquelles les opinions et ressentis sont les plus positifs. Les actions les plus plébiscitées sont : d'abord, la mise en place de dispositifs de temps partiel payés à temps plein (83 % des répondants) ; puis, le tutorat et le mentoring (76 %) ; le mécénat de compétences (71 %) ; et l'accompagnement des personnes aidantes (69 %).

## Comment les pratiques peuvent-elles devenir moins discriminatoires et plus inclusives ?

Pour réussir cette transformation, il faut engager tous les acteurs de l'entreprise dans le même sens : les dirigeants, à travers une vision et des objectifs ; les RH, par des outils de gestion des carrières dépollués des stéréotypes ; les managers, dans leur capacité à gérer la dynamique des collectifs, en luttant contre toutes les micro-agressions (blagues, remarques déplacées...) ; et enfin les communicants, en redonnant aux « plus seniors » une place et une image qui leur permettent de s'identifier et « d'oser être soi ». L'inclusion des salariés en seconde partie de carrière passe inmanquablement par le sens donné au travail. Même si ce constat est vrai pour toutes les générations, il est clair que plus on se sent exclu, plus la question du sens est centrale dans la façon de retrouver une place et de se sentir inclus. Le sentiment de trouver du sens dans son travail est corrélé dans notre étude avec trois aspects : le plaisir de transmettre, le sentiment d'autonomie dans son travail et la qualité du soutien social. ■

\* Questionnaire réalisé en ligne du 15 janvier au 15 février 2023, auprès de 10 205 salariés de 45 à 60 ans en emploi



PATRICK  
SCHARNITZKY

# Le Procès Goldman

## PORTRAIT D'UNE ÉPOQUE

**N**ovembre 1975. Condamné en première instance à la réclusion criminelle à perpétuité pour quatre braquages à main armée, Pierre Goldman, militant d'extrême gauche qui a glissé dans le grand banditisme, affronte un deuxième procès. Il reconnaît trois de ces crimes mais réclame celui qui a entraîné la mort de deux pharmaciennes... Dès le départ, il se montre hostile à Georges Kiejman (disparu le 9 mai à l'aube de la présentation du film à Cannes) qu'il juge trop mondain. Leurs points de vue sont radicalement divergents sur bien des questions. Ainsi, pour son avocat, si certains policiers sont racistes, l'institution ne l'est pas, ce que conteste l'homme qu'il défend. Pour écrire son scénario avec Nathalie Hertzberg, Cédric Kahn a pioché des éléments dans plusieurs sources dont les deux procès et l'autobiographie de Goldman, *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, mais précise que les plaidoiries de l'avocat général et de Kiejman sont reprises quasiment au mot près.

« J'ai découvert Goldman il y a une quinzaine d'années par ce livre. Ce qui me saute aux yeux n'est pas son innocence mais sa langue, extraordinaire. Son style, sa dialectique, sa pensée. Il me semble que sa grande œuvre c'est son acquittement dont le livre est le catalyseur. La gauche de l'époque s'est emballée pour cet ouvrage, a organisé des comités de soutien, ce qui a créé un contexte très particulier au second procès. Mais sa vie

**est une série d'échecs, de drames, de renoncements. J'écarte la piste du biopic et je me dis que le film à faire, c'est le procès. »**

Goldman n'est pas un client facile, il s'emporte à la moindre contrariété ou dès qu'il a le sentiment d'être incompris, mais cette colère a une réelle profondeur, même teintée d'arrogance voire de roublardise. Son intransigeance démesurée a quelque chose de suicidaire car il risquait la peine de mort. Il y a de l'humour dans l'attitude de cet homme séduisant malgré ses dérives. Il se calme lorsqu'il évoque l'héroïsme de ses parents et son respect et son amour pour eux étant évidents.

« Être « un enfant de la Shoah », comme il se définissait, est très important dans son histoire. La question se cristallise dans l'antagonisme avec Kiejman, lui aussi enfant de la Shoah avec un destin diamétralement opposé. Ils étaient aussi fils de Juifs communistes, leurs parents étaient sortis de la religion, et du communisme à la résistance, il n'y avait qu'un pas. Goldman le dit : « je voulais être comme mes parents, un héros, c'est pour cela que je suis parti faire la guérilla au Venezuela ».





**En salle  
le 27 septembre**  
Un film de  
Cédric Kahn  
Avec Arieh Worthalter,  
Arthur Harari,  
Stéphan Guérin-Tillié  
**Policier, Drame,  
Historique, Judiciaire**

**Il était écrasé par l'histoire de ses parents, il en était l'héritier, mais sans le contexte, avec des failles dans sa personnalité. »**

Arieh Worthalter nous emporte dans les élans de ce flambeur charismatique. Il y a du panache dans sa façon de s'exprimer et une contradiction constante dans ses actions et son comportement. Le principal n'est pas de savoir s'il est innocent ou coupable mais de faire un constat sur une époque tendue politiquement dans un pays idéologiquement divisé par le souvenir de la Seconde Guerre mondiale.

**« Goldman dit « je suis innocent parce que je suis innocent ». Quelle phrase ! Arieh est tellement habité qu'il nous donne accès à toute sa complexité. Il ne m'a posé qu'une seule question : il est innocent, ou pas ? Je n'avais pas de réponse, car c'est la question du film mais pour lui, pas d'hésitation à avoir : il devait le jouer innocent. Il n'y a ni musique ni flash-backs pour des raisons éthiques. On aurait créé de l'empathie, or je voulais mettre le spectateur dans la position du juré, et montrer l'art oratoire d'un procès et la difficulté de rendre la justice. Cette**

**affaire n'est, au fond, pas élucidée, avec différentes vérités qui se télescopent. Les témoins sont tous troublants, à charge comme à décharge. Le jeune veuf qui raconte comment il a retrouvé sa femme ensanglantée n'apporte rien de décisif au dossier mais est bouleversant. »**

Arthur Harari, reconnu comme réalisateur (*Onoda*) et auteur (*Anatomie d'une chute*) livre une prestation brillante et s'affirme comme un grand acteur, rejoignant Cédric Kahn lui-même dans la catégorie de ces artistes aussi doués devant que derrière une caméra.

**« Comme Kiejman, il est un aigle physiquement et dans la pensée, éloquent, précis, cérébral. Il donne un portrait très fidèle de ce qu'était Kiejman : grande intelligence, contrôle des émotions. On s'est rencontrés en plein confinement et j'ai vu son visage s'emboîter dans celui de Georges Kiejman qui nous a ouvert sa porte, raconté son procès, exprimé sa bienveillance. J'espère que le film rend hommage à son talent et son intelligence. »**

Un drame fascinant à la mise en scène au cordeau et à l'écriture ciselée. ■

- Le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour les départements de Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées.
  - Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2023 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :
  - Le tarif des annonces légales relatives à la constitution de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 3 de l'arrêté
  - Le tarif des annonces légales relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 euros HT pour les départements de Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées ;
  - Le tarif des annonces légales relatives à l'avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 euros HT pour les départements de Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées ;
  - Le tarif des annonces légales relatives aux jugements d'ouverture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 64 euros HT pour les départements de Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées ;
  - Le tarif des annonces légales relatives aux jugements de clôture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 35 euros HT pour les départements de Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées ;
- Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

## 24. DORDOGNE

### CONSTITUTIONS

Aux termes d'un ASSP en date du 01/09/2023, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **MCT RÉNOVATION**

Objet social : Maçonnerie, terrassement, assainissement, couverture, zinguerie.

Siège social : 225 Chemin borne du gros chêne, 24380 LACROPTÉ

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PÉRIGUEUX

Gérance : M. THOMASSON Rémi, Gaby, demeurant 225, Chemin borne du gros chêne, 24380 LACROPTÉ

Pour avis THOMASSON Rémi, Gaby L23VE07892

Par acte SSP du 18/09/2023, il a été constitué une SCI dénommée : **SCI LES BRUYERES**. Siège social : 32 avenue Edouard MICHEL, 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERS. Capital : 600 €. Objet : achat, construction, location, gestion de biens immobiliers. Gérance : M. Jean-Luc THULLIER, 32 avenue Edouard MICHEL, 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERS. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PÉRIGUEUX

L23VE08484

### FIDAL AVOCATS

76, ROUTE DE LYON  
24750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

### AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 18 septembre 2023, est constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par Actions simplifiée  
DENOMINATION : **SKIRRING**

CAPITAL : 1.000 euros divisés en 100 actions de 10 euros

SIÈGE SOCIAL : 395 route du 16 août 1944 - 24330 BASSILLAC ET AUBEROCHE

OBJET : L'activité d'intermédiaire en biens mobiliers et immobiliers :

- Achat de biens en vue de leur revente,
- Action de promotion immobilière,
- Développement de projets immobiliers,
- Réalisation de prestations événementielles.

DURÉE : 99 années

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé titulaire d'actions ordinaires dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Les associés titulaires d'actions de préférence sans droit de vote ne disposent pas du droit de vote.

PRESIDENT : Monsieur Christophe BRAIRE domicilié 395 route du 16 août 1944 - 24330 BASSILLAC ET AUBEROCHE

DIRECTRICE GENERALE : Madame Hélène TILHOS domiciliée 395 route du 16 août 1944 - 24330 BASSILLAC ET AUBEROCHE

IMMATRICULATION au RCS de PÉRIGUEUX

Pour avis L23VE08499

### MODIFICATIONS

### SARL TIREGAND TOURISME

SARL au capital de 1 000 Euros  
Siège social : 118 ROUTE DE SAINTE-ALVERE CHATEAU DE TIREGAND 24100 GREYSSE  
910 845 296 RCS BERGERAC

Aux termes d'une délibération extraordinaire en date du 28/06/2023, l'Assemblée Générale des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

L23VE08411

### DB FORET

S.A.R.L. au capital de 5 000 Euros  
Siège social : Font Vendôme  
24310 BRANTÔME  
RCS PÉRIGUEUX 821 435 294

### TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Par décision de l'associé unique en date du 12 septembre 2023, il a été décidé de transférer le siège social au 762 route des deux Rocs - Petit Roc 24530 CONDAT SUR TRINCOU à compter du 30/09/2023 et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts

Pour avis, le Gérant L23VE08449

### FIDAL AVOCATS

76, ROUTE DE LYON  
24750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

### TRANSFERT DU SIEGE

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associée unique du 7 septembre 2023 de la Société **TILHOS NETTOYAGE SERVICES**, SARL au capital de 350.000 €, dont le siège social est PINSAC 24330 BASSILLAC, 533 892 196 RCS PÉRIGUEUX, il résulte que :

- Le siège social de la société est transféré au 11 rue Pierre et Marie Curie 24330 BASSILLAC ET AUBEROCHE, à compter de ce jour. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de PÉRIGUEUX.

Pour avis L23VE08506



### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES LANDES

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET D'ENQUÊTE PARCELLAIRE

Enquête publique et enquête parcellaire préalables à l'instauration d'une servitude d'utilité publique pour le système d'endiguement sur les communes de DAX et SAINT-PAUL-LÈS-DAX.

### DEMANDEUR : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU GRAND DAX

Représentée par Monsieur Julien DUBOIS, président  
20, avenue de la gare  
40 100 DAX

Une enquête publique et parcellaire portant sur le projet susmentionné, est ouverte dans les mairies de Dax, siège de l'enquête publique et parcellaire, et de Saint-Paul-lès-Dax, durant 36 jours consécutifs, **du lundi 9 octobre 2023 à 09h00 au lundi 13 novembre 2023 à 17h30 inclus**.

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour déclarer l'utilité publique et instaurer la servitude sur les communes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax.

Une commission d'enquête composée de Monsieur Alain JOUHANDEAUX, président, Madame Valérie BÉDÈRE et Monsieur Cédric GRANGER, ainsi que Monsieur Pascal MONNET en qualité de suppléant, a été désignée par décision n° E23000063/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête publique et le dossier d'enquête parcellaire :

- sur support papier :

- à la mairie de Dax, siège de l'enquête publique et parcellaire, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, le samedi de 09h00 à 12h00 ;

- à la mairie de Saint-Paul-lès-Dax aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;

- sur un poste informatique : en mairies de Dax, siège de l'enquête publique et parcellaire, et Saint-Paul-lès-Dax aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

- sur le site internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante [www.landes.gouv.fr](http://www.landes.gouv.fr) puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, **du lundi 9 octobre 2023 à 09h00 au lundi 13 novembre 2023 à 17h30 inclus**, être :

- consignées par écrit sur les registres d'enquête ouverts à cet effet en mairies de Dax, siège de l'enquête publique et parcellaire, et Saint-Paul-lès-Dax aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

- envoyées par courrier à l'attention de la commission d'enquête à la mairie de Dax, siège de l'enquête publique et parcellaire - rue Saint-Pierre - CS 9007 - 40 107 DAX Cedex ;

- transmises par courriel à [ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr](mailto:ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr) **avant le lundi 13 novembre 2023 à 17h30**. Elles devront porter la mention : « à l'attention de la commission d'enquête (EP Système d'endiguement Grand Dax) ».

La commission d'enquête, composée de Monsieur Alain JOUHANDEAUX, président, Madame Valérie BÉDÈRE et Monsieur Cédric GRANGER, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations dans les conditions suivantes :

- Mairie de DAX : Lundi 9 octobre 2023 de 09h00 à 12h00
- Mairie de SAINT-PAUL-LÈS-DAX : Mercredi 18 octobre 2023 de 14h00 à 17h00
- Mairie de DAX : Samedi 28 octobre 2023 de 09h00 à 12h00
- Mairie de SAINT-PAUL-LÈS-DAX : Jeudi 2 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Mairie de SAINT-PAUL-LÈS-DAX : Mardi 7 novembre 2023 de 14h00 à 17h00
- Mairie de DAX : Lundi 13 novembre 2023 de 14h30 à 17h30

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la Communauté d'agglomération du Grand Dax représentée par Monsieur Julien DUBOIS - 20, avenue de la gare - 40 100 DAX - Madame Véronique MICHEL - Service public de l'eau, Milieux naturels - 05 47 55 81 02 - [veronique.michel@grand-dax.fr](mailto:veronique.michel@grand-dax.fr).

Concernant la déclaration d'utilité publique, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, concernant l'enquête parcellaire, le procès verbal des opérations et l'avis formulé de la commission d'enquête seront déposés en mairies de Dax, siège de l'enquête publique et parcellaire, de Saint-Paul-lès-Dax, à la préfecture des Landes - DC2PAT (05 58 06 58 06) et sur le site internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

L23VE08553

## CHANGEMENT DE PRESIDENCE

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associée unique du 7 septembre 2023 de la société **TILHOS'NON'STOP**, SAS au capital de 10.000 €, dont le siège social est Le Pré Codert 24630 JUMILHAC LE GRAND, 798 106 100 RCS PERIGUEUX, il résulte que :

- La société HTS, SAS au capital de 1.100.000 €, dont le siège social est 11 rue Pierre et Marie Curie 24330 BAS-SILLAC ET AUBEROCHE a été nommée présidente de la société à compter du 7 septembre 2023 pour une durée illimitée, en remplacement de Madame Hélène TILHOS, démissionnaire ce même jour.

Mention sera faite au RCS de PERIGUEUX.

Pour avis L23VE08507

## CHACATON INVEST

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10 000 euros  
Siège social : Les Rives  
Route des Eyzies  
24290 MONTIGNAC-LASCAUX  
893 400 929 RCS PERIGUEUX

## AVIS

Aux termes d'une délibération en date du 30 septembre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis, la gérance L23VE08511



## SCI LA CROZE

SCI au capital de 304,90 €  
Siège social : La Croze - route de bordaux  
24100 BERGERAC  
RCS de BERGERAC n°353 146 418

L'AGE du 01/08/2023 a décidé le transfert du siège social au 105 Av du Général de Gaulle, 24100 BERGERAC à compter du 01/08/2023.

Pour avis le Gérant L23VE08536

## AVIS DE PUBLICITE

Suivant décisions de l'associée unique du 28 juillet 2023 de la Société **GROUPE VIGIER ENTREPRISES**, SAS au capital de 800.000 euros dont le siège social est 45, rue de l'Innovation, Cré@Vallée Nord, 24660 COULOUNIEUX-CHAMIERES, 443 320 502 RCS PERIGUEUX :

-La société EPSILON CONSEILS, SARL au capital de 10.000 euros, dont le siège social est NOUZET, 24800 EY-ZERAC, 497 760 538 RCS PERIGUEUX, a démissionné de ses fonctions de Présidente de la société à compter du 19 juillet

2023 et a été remplacée par la société FINANCIERE VIGIER, SAS au capital de 9.921.076 € dont le siège social est Cré@vallée Nord, 45, rue de l'Innovation, 24660 COULOUNIEUX-CHAMIERES, 953 566 668 RCS PERIGUEUX à compter du 19 juillet 2023.

Mention sera faite au RCS de PERIGUEUX.

Pour avis L23VE08557

## SARL SAUNIER PERE ET FILS

SARL AU CAPITAL DE 8 000 € PORTE A 200 000 €  
SIEGE SOCIAL : 340 ROUTE DE LA TERRASSE - MARSANEIX  
24660 SANILHAC  
480 553 593 RCS PERIGUEUX

## AUGMENTATION DU CAPITAL

L'AGE du 31/08/2023 a décidé une augmentation du capital social de 192 000 € par incorporation de réserves avec création de 1 920 parts nouvelles pour être porté de 8 000 € à 200 000 €. Les articles 6, 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence. Mention RCS PERIGUEUX.

Pour avis L23VE08575

## DISSOLUTIONS

### DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **SCI LES QUATRE ARBRES.**

Forme : SCI société en liquidation.

Capital social : 152449 euros.

Siège social : LAS COMBAS, 24160 GENIS.

413246497 RCS de Perigieux.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 septembre 2023, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 15 septembre 2023

Le siège de la liquidation est au siège social, adresse où doit être envoyée la correspondance. Monsieur Ernst Hugo MEIJER, demeurant Vuurdoorn 5 3171 ND POORTUGAAL ( Pays - Bas ) a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Pour avis L23VE08493

### DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **E B NEGOCE.**

Forme : SARL société en liquidation.

Capital social : 1000 euros.

Siège social : PAYENCHET, 24430 MARSAC SUR L'ISLE.

533389458 RCS de Perigieux.

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 juin 2023. Monsieur Eric BEFFARA, demeurant 44 rue route de Payenche 24430 Marsac sur l'Isle a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est au siège social, adresse où doit être envoyée la correspondance.

Pour avis L23VE08566

### DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **SCI DIAMETRE.**

Forme : SCI société en liquidation.

Capital social : 1500 euros.

Siège social : Lieu-dit LE PLEYSSAC, 24310 PAUSSAC-ET-SAINT-VIVIAN.

812308252 RCS de Perigieux.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 août 2023, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 août 2023. Monsieur Michel FERAUD, demeurant Lieudit Le Pleyssac Le Repère 24310 Paussac et St Vivien a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est au siège social, adresse où doit être envoyée la correspondance.

Pour avis L23VE08605

## DISSOLUTION ANTICIPÉE DE LA SOCIÉTÉ

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 septembre 2023, les associées de la société AU MARCHE DE LILI, SARL au capital de 20.000 euros, située Le Bourg 24800 CORGNAC SUR L'ISLE, 813 203 825 RCS PERIGUEUX, ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation.

Madame Linda ROUSSILLON, domiciliée Le Bourg 24800 CORGNAC SUR L'ISLE, est nommée en qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus et parvenir à la clôture de celle-ci.

La correspondance, les actes et documents concernant la liquidation doivent être adressés et notifiés au siège de la société : Le Bourg 24800 CORGNAC SUR L'ISLE.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de PERIGUEUX.

Pour avis L23VE08629

## FONDS DE COMMERCE



aux éléments incorporels pour CENT VINGT MILLE EUROS  
au matériel pour QUATRE-VINGT MILLE EUROS

La prise de possession a été fixée à compter de ce jour.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la présente insertion et de la publication au BODACC.

Lesdites oppositions devront être adressées en l'Etude de Maître Grégory LOMPREZ à ISSIGEAC (24560) 4 Place Capelle.

Pour insertion, Me BONNEVAL L23VE08516

Suivant acte reçu par Me Florence ROMAIN, le 15 septembre 2023, enregistré à PERIGUEUX le 19 septembre 2023 dossier 2023 000 56 262 ref. 2023N1392 reçu 70€, Monsieur Jean-Jacques André ROBIN, demeurant à MAUZENS ET MIREMONT (24260), 584 chemin des Furies, immatriculé au registre de commerce et des sociétés de BERGERAC sous le numéro 323184945 a cédé à Madame Karine GRELLETY, demeurant à PAUNAT (24510), 432 route des Deux Vallées, épouse de Monsieur Damien ORHON, Madame immatriculée seule au registre du commerce et des sociétés de BERGERAC sous le numéro 519 461 131

Le fonds de commerce vente de cigarettes électroniques et accessoires et produits dérivés tous produits manufacturés, exploité à LE BUGUE 24260 - 1 rue de Paris, département de la Dordogne, connu sous le nom de VAPOBUGUE.

Moyennant le prix de 45.000,00 €, savoir :

- éléments incorporels : 25 000€
- matériels, mobilier, agencement : 5 000€
- marchandises : 15 000€

Entrée en jouissance a été fixée au jour de l'acte.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales en l'étude de Me ROMAIN Florence, notaire à LE BUISSON DE CADOUIN où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion - Me Florence ROMAIN L23VE08572

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE ETABLISSEMENT SECONDAIRE

Par acte S.S.P en date du 01/09/2023, enregistré à la Recette des Impôts de Périgueux le 12/09/2023, sous le numéro de référence 2404P01 2023 A 01341,

la société **STREET COIFF -SASU**, au capital social de 1000 euros, sis 21 cours Fénélon 24000 Périgueux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Périgueux sous le numéro 823759592 A vendu à la société **MJ TOP COIFFURE SARL**, au capital social de 4000 euros, sis 16 boulevard 4 novembre 13160 Chateaurenard, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Tarascon sous le numéro 845408715, le fonds commercial de coiffure exploité 17 avenue Georges Pompidou 24000 Périgueux sous l'enseigne C'HAIR 7 avec entrée en jouissance le 02/09/2023 moyennant le prix de 15 000 euros. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues à l'adresse du fonds cédé au plus tard dans les 10 jours de la dernière en date des publications où domicile a été élu à cet effet.

Pour avis, L23VE08586

PUBLIER VOTRE  
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE SUR :  
[annoncelegale.vie-economique.com](http://annoncelegale.vie-economique.com)

**REGIMES MATRIMONIAUX**

**INSERTION -  
CHANGEMENT DE  
REGIME MATRIMONIAL**

Suivant acte reçu par Maître Louis RIVIERE, notaire associé de la Société Civile Professionnelle «CHESNELONG-RIVIERE -DORMIN-SOULEILLAN, notaires», titulaire d'un Office Notarial à TOULOUSE, 40, rue du Rempart Saint-Etienne, CRPCEN 31007, le 18 septembre 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

**Monsieur Olivier Marie de MAILLARD**, gérant de société, et **Madame Isabelle Anne Simone CHAUSSADE**, sans profession, demeurant ensemble à SAINT-GEORGES-DE-MONTCLARD (24140) 1138 route des Carrières La Grande Borie.

Monsieur est né à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78100) le 15 août 1951

Madame est née à BRAZZAVILLE (CONGO) le 17 février 1956.

Mariés à la mairie de CHAUMES-EN-BRIE (77390) le 3 janvier 1987 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Bernard BISSON, notaire à PARIS, le 31 décembre 1986.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion Le notaire.  
L23VE08490

**AUTRES ANNONCES**

**AVIS DE SAISINE  
DE LEGATAIRE  
UNIVERSEL - DELAI  
D'OPPOSITION**

Article 1007 du Code civil  
Article 1378-1 Code de procédure civile  
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testaments olographes en date du 5 mai 2008 et du 20 septembre 2016,

**Madame Marie Louise LAURENT**, en son vivant Retraitée, demeurant à PERIGUEUX (24000) 83 avenue Georges Pompidou. Née à PARIS 14ÈME ARRONDISSEMENT (75014), le 24 novembre 1930. **Veuve** de Monsieur Baptiste VIGLIONE et non remariée. Décédée à PERIGUEUX (24000) (FRANCE), le 30 mars 2023.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Anne PILLAUD, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial, dénommée «Anne PILLAUD - Vincent BARNERIAS-DESPAS - Mathilde VAUBOURGOIN - Julien COPPENS, Notaires associés», ayant son siège social à PERIGUEUX, 2 bis Rue Victor Hugo, le 19 septembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Anne PILLAUD, notaire à PERIGUEUX, référence CRPCEN : 24003, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de PERIGUEUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L23VE08587

**AVIS DE SAISINE  
DE LEGATAIRE  
UNIVERSEL - DELAI  
D'OPPOSITION**

Suivant testament olographe en date du 31 août 2021, Monsieur **James Arthur JONES**, demeurant à SAINT-JEAN-D'ATAUX (24190) 422 route des Sirieux, né à CHILDSWICKHAM (99999) (ROYAUME-UNI), le 10 avril 1942. Décédé à SAINT-JEAN-D'ATAUX (24190) (FRANCE), le 23 novembre 1990. A consenti un legs universel. Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Rodolphe MORLION, Notaire à RIBERAC (Dordogne), 37-39 rue du 26 Mars 1944, le 21 septembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Rodolphe MORLION, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de PERIGUEUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L23VE08653

**TRIBUNAL JUDICIAIRE  
DE PERIGUEUX**

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a prononcé la CLOTURE POUR EXTINCTION DU PASSIF des opérations de redressement judiciaire de : **M. Franck, Arnaud MONDOUT**, demeurant La Vilotte - 24470 ST SAUD LACOUSSIERE. Activité : Exploitant agricole. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08533

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a ouvert une procédure de sauvegarde à l'égard de : la **S.C.I. LV FAMILLY**, ayant son siège social Lieudit Les Combeaux - Rue Georges Sand - 24650 CHANCELADE. Activité : Acquisition administration et exploitation par voie de location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont la société viendrait à être-proprétaire par voie d'acquisition d'apport, d'échange ou autrement. MANDATAIRE JUDICIAIRE : S.E.L.A.R.L. LGA 78 rue Victor Hugo - 24000 PERIGUEUX. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. A ordonné la publicité dudit jugement. Les créanciers sont priés de déclarer leurs créances entre les mains de la S.E.L.A.R.L. LGA sise 78 rue Victor Hugo - 24000PERIGUEUX au plus tard dans les DEUX MOIS de l'insertion qui paraîtra au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales avec une déclaration des sommes réclamées accompagnée d'un bordereau récapitulatif des pièces produites.

L23VE08537

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de : la **S.C.I. LE GRAND ARBRE**, ayant son siège social Lieudit Le Grand Arbre - 24580 PLAZAC. Activité : Acquisition, administration et gestion par voie de location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers. A constaté la cessation des paiements au : 15 juin 2023. MANDATAIRE JUDICIAIRE : S.C.P. MAUGER TEXIER 11 avenue Georges Pompidou - 24000 PERIGUEUX. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. Les créanciers sont priés de déclarer leurs créances entre les mains de la S.C.P. MAUGER TEXIER, sise 11 avenue Georges Pompidou - 24000 PERIGUEUX, au plus tard dans les DEUX MOIS de l'insertion qui paraîtra au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales avec une déclaration des sommes réclamées, accompagnée d'un bordereau récapitulatif des pièces produites. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08539

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a ouvert une procédure de LIQUIDATION JUDICIAIRE IMMEDIATE à l'égard de : **l'Association ECOCENTRE DU PERIGORD LIMOUSIN**, ayant son siège 193 allée de la Source Froide - 24450 ST PIERRE DE FRUGIE. Activité : Centre de Formation et de sensibilisation, conseil, maîtrise d'œuvre en écoconstruction. Date de cessation des paiements au : 01 juin 2023. LIQUIDATEUR : S.E.L.A.R.L. LGA 78 rue Victor Hugo - 4000 PERIGUEUX. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. A ordonné la publicité dudit jugement. Les créanciers sont priés de déclarer leurs créances entre les mains de la S.E.L.A.R.L. LGA, ayant son siège 78 rue Victor Hugo - 24000 PERIGUEUX au plus tard dans les DEUX MOIS de l'insertion qui paraîtra au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales avec une déclaration des sommes réclamées accompagnée d'un bordereau récapitulatif des pièces produites.

L23VE08545

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de : **M. André, Vincent, Paul SIMONNET**, demeurant 243 Impasse de la Clavelie - 24110 ST AQUILLIN. Activité : Exploitant agricole. A constaté la cessation des paiements au : 01 juillet 2023. MANDATAIRE JUDICIAIRE : S.C.P. AMAUGER TEXIER 11 avenue Georges Pompidou - 24000 PERIGUEUX. JUGE Commissaire : Mme Amal ABOU-ARBID. Les créanciers sont priés de déclarer leurs créances entre les mains de la S.C.P. AMAUGER TEXIER, sise 11 avenue Georges Pompidou - 24000 PERIGUEUX, au plus tard dans les DEUX MOIS de l'insertion qui paraîtra au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales avec une déclaration des sommes réclamées, accompagnée d'un bordereau récapitulatif des pièces produites. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08546

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a rendu un jugement de conversion du redressement judiciaire en procédure de LIQUIDATION JUDICIAIRE à l'égard de : **Mme Isabelle DUCHER épouse PIE-DALLU**, demeurant «La Rizonne» - 24600 VANXAINS. Activité : Exploitante agricole. Date de cessation des paiements au : 23 janvier 2023. LIQUIDATEUR : S.E.L.A.R.L. LGA 78 rue Victor Hugo - 24000 PERIGUEUX. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08552

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a rendu un jugement de conversion du redressement judiciaire en une procédure de LIQUIDATION JUDICIAIRE à l'égard de : **M. Patrick GARGOLY**, demeurant Hameau Plaisance - 17 Plaisance - 24420 SAVIGNAC LES EGLISES. Activité : Exploitant agricole. Date de cessation des paiements au : 23 janvier 2023 LIQUIDATEUR : S.E.L.A.R.L. LGA 78 rue Victor Hugo - 24000 PERIGUEUX. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08567

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a rendu un jugement de conversion du redressement judiciaire en une procédure de LIQUIDATION JUDICIAIRE à l'égard de : **M. Tristan PIRON**, exerçant l'activité d'éleveur canin sous l'enseigne KOM PI-

RON M demeurant Petit Carsac - Route de la Rousselle - 24580 PLAZAC. Activité : Elevage canin. Date de cessation des paiements au : 23 janvier 2023. LIQUIDATEUR : S.E.L.A.R.L. LGA 78 rue Victor Hugo - 24000 PERIGUEUX. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08568

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a rendu un jugement de conversion du redressement judiciaire en procédure de LIQUIDATION JUDICIAIRE à l'égard de : **Mme Nathalie AUNEAU**, entrepreneur individuel exerçant sous l'enseigne CHATTERIE D'ELVEN KING, demeurant 58 rue Michel de Montaigne - 24700 MOULIN NEUF. Activité : Elevage de chiens et chats. Date de cessation des paiements au : 31 août 2022. LIQUIDATEUR : S.E.L.A.R.L. LGA 37 rue du Professeur Pozzi - 24100 BERGERAC. JUGE COMMISSAIRE : Mme Amal ABOU-ARBID. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08569

**AVIS**

Par jugement en date du 18 Septembre 2023, le Tribunal judiciaire de PERIGUEUX a prononcé la CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF des opérations de la liquidation judiciaire de la **S.C.I. LE CONTINENTAL** ayant son siège 35 rue de la Tour - 24360 PIEGUT PLUVIERS. Activité : Location de terrains et autres biens immobiliers. A ordonné la publicité dudit jugement.

L23VE08570

**DIVERS**

**LA TAVERNE**

Société Civile Immobilière  
Au capital de 1000 €  
Siège social : 20 Boulevard Coligny  
24 310 BRANTOME EN PERIGORD

**AVIS DE  
CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19 Septembre 2023, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques sont :

- Dénomination Sociale : La Taverne
- Forme : Société Civile Immobilière
- Capital Social : 1000 € divisé en 100 parts sociales de 10 € chacune, entièrement souscrites et libérées.
- Siège : 20 Boulevard Coligny 24310 Brantôme en Périgord

-Objet : Acquisition, gestion par location et administration de tous biens immobiliers, vente (exceptionnelle) de tous immeubles et biens immobiliers

-Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés

-Apports : 1000 € en numéraire

-Gérance : Madame Aurore VERDIER demeurant 2 Rue Daumesnil 24310 Brantôme en Périgord et Monsieur Maxime EISENHAUER demeurant 2 Rue Daumesnil 24310 Brantôme en Périgord ont été désignés comme gérants statutairement pour une durée illimitée.

-Immatriculation : la Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés tenu au greffe du Tribunal de Commerce de PERIGUEUX.

-Cessions de parts : Librement cessibles entre associés, les autres cessions sont soumises à l'agrément unanime des associés.

Pour avis et mention

La gérance

L23VE08524

## AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me Eric LAMO-THE, Notaire à BERGERAC (Dordogne), 34, boulevard Victor Hugo, CRPCEN 24024, le 21 septembre 2023, a été reçu l'aménagement du régime matrimonial, contenant apport immobilier, entre Monsieur **Sylvain Ludovic CULOT** né à CHAUNY (02300) le 24 janvier 1978 et Madame **Adila FARIH** née à CASABLANCA (MAROC) le 1<sup>er</sup> janvier 1982 demeurant à MUSSIDAN (24400) 23 route de Bergerac La Freunier.

Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L23VE08623

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE BERGERAC

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 13 septembre 2023)

**SARL ROULLAND.LEO**, 40 Avenue Gambetta, 24200 Sarlat-La-Canéda, RCS BERGERAC 903 059 558. Restauration rapide fabrication et vente de pâtes pizzeria vente de glaces boissons non alcoolisées sandwichs salades Snacking tous produits alimentaires achat revente de pâtisseries viennoiseries et confiseries épicerie fine vente de vins de produits régionaux et produits du monde le tout à consommer sur place ou à emporter livraison vente par correspondance et service au volant (achat) Événementiel conseil formation (création). Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2023, désignant liquidateur Selarl Lga 37 Rue Pozzi 24100 Bergerac. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Principale. Délai pour former recours : 10 jours. Jurisdiction compétente pour le recours prévu à l'article L. 691-C du code de commerce : Cour d'Appel de BORDEAUX.

12401549133148

## ABONNEMENT

### PAPIER + WEB

6 MOIS = 48 € TTC  1 AN = 79 € TTC  2 ANS = 119 € TTC

### WEB

6 MOIS = 24 € TTC  1 AN = 39 € TTC  2 ANS = 59 € TTC

SOIT 26 NUMÉROS SOIT 52 NUMÉROS SOIT 104 NUMÉROS

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ENTREPRISE \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

EMAIL \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre de la VIE ÉCONOMIQUE  
106 rue Fondaudège CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS  
ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

**SARL LES TROIS FRERES**, 4 Rue de la Brèche, 24100 Bergerac, RCS BERGERAC 820 691 954. Bar Tapas restaurant. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2023, désignant liquidateur Selarl Lga 37 Rue Pozzi 24100 Bergerac. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Principale. Délai pour former recours : 10 jours. Jurisdiction compétente pour le recours prévu à l'article L. 691-C du code de commerce : Cour d'Appel de Bordeaux.

12401549133141

### CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 13 septembre 2023)

**SAS HAYERE**, Route de Bordeaux, Lieu-Dit Saint-Cernin, 24100 Saint-Laurent-Des-Vignes, RCS BERGERAC 801 992 629. Exploitation et gestion par voie de création location ou acquisition de tout établissement d'hôtel restaurant bar café pub brasserie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selarl Lga 37 Rue Pozzi 24100 Bergerac. Autorise le maintien de l'activité jusqu'au 14 septembre 2023.

12401549133135

**SAS BLEUE PASSION PISCINES**, le Port, 24170 Siorac-En-Périgord, RCS BERGERAC 818 562 662. La vente et la réalisation de piscines produits accessoires et équipements de plein air et tout ce qui touche directement ou indirectement à la piscine et aux loisirs. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL De Keating 12 Rue Guynemer 24000 Périgueux. Autorise le maintien de l'activité jusqu'au 30 septembre 2023.

12401549133138

### CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

(Jugement du 13 septembre 2023)

**SARL ESPRIT BATIMENT CONSTRUCTION**, 31 Rue Fustel de Coulanges, 24100 Bergerac, RCS BERGERAC 821 484 359. Travaux de maçonnerie générale travaux public terrassement négoce de matériaux et matériel de construction. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

12401549133144

## 47. LOT-ET-GARONNE



Publication effectuée en application des articles L 141-1et R 142-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime

La Safer Nouvelle-Aquitaine se propose, sans engagement de sa part, d'attribuer par rétrocession, échange ou substitution tout ou partie des biens suivants :

### AS 47 22 0003 01

Parcelles dispersées en Terres sans bâtiment.

**LAGARRIGUE** 4 ha 76 a 75 ca

'Loustalot': ZC- 92 - 'Note': ZD- 25(B)- 25(C)- 25(AJ)- 25(AK)- 25(AL)

### AS 47 22 0086 01

Parcelle irrigable en Terres sur coteaux du Pays de Serres.

**LAGARRIGUE** 4 ha 16 a 80 ca

'Saint jean': ZC- 39(A)- 39(B)

### XA 47 23 0195 01

Parcelles en nature de prés, bois et friche

**VILLENEUVE-SUR-LOT** 12 ha 12 a 61 ca

'Cournoles ouest': BW- 89- 90 - 'Lombarde': BW- 5- 6- 7(A)- 7(B)- 7(C)- 8- 9- 10 - 'Moulinou': BW- 25- 26- 27- 28- 29

Les informations sur les risques auxquels ces biens seraient exposés sont disponibles sur le site : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Les personnes intéressées devront manifester leur candidature, au plus tard le 11/10/2023 : par écrit en précisant leurs coordonnées téléphoniques, **prioritairement auprès du service départemental de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 271, Rue de Péchabout - 47008 AGEN - Tel : 05 53 95 19 19** où des compléments d'information peuvent être obtenus, (ou au siège de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavaillès - 33525 BRUGES), ou par voie dématérialisée sur le site <http://www.saferna.fr/> .  
L23VE08630

## CONSTITUTIONS

### SELARL LNCA



Me **Pierre-Jean LARBODIE**,  
1, Rue du Stade  
33350 PUJOLS

Aux termes d'un acte reçu par Me Pierre-Jean LARBODIE, notaire à PUJOLS, le 25 août 2023, il a été constitué la société civile immobilière dénommée «**SCI ONGI ETORRI**» dont le siège social est à CASTILLONNES (47330), 1779 chemin de Grillon, au capital social de MILLE EUROS (1.000,00 €), divisé en 1000 parts sociales de UN EUROS (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 1000. Ladite société a pour objet : la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent situés. La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. d'AGEN. La gérance de la société sera exercée par Monsieur David Jean RICAUD, demeurant à VELINES (24230), 24 c boucle des Guillaueux et Monsieur Lionel Lucien Noël RICAUD, demeurant à CASTILLONNES (47330), 1779 chemin du Grillon Intervient librement les opérations entre associés. Pour avis, Me Pierre-Jean LARBODIE.

L23VE08461



### SELARL ANNE-LAURE ANGLADE

Place José Bès - BP 24  
47700 CASTELJALOUX  
05 53 93 01 30  
annelaure.anglade@notaires.fr

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Anne-Laure ANGLADE, notaire de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « SELARL Anne-Laure ANGLADE », titulaire d'un Office Notarial à CASTELJALOUX (47700), Place José Bès, le 14 septembre 2023, a été constituée

une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question .

La dénomination sociale est : LMVM.  
Le siège social est fixé à : CASTELJALOUX (47700) , 94 avenue Joseph Turroques .

La société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années.  
Le capital social est fixé à la somme de : MILLE DEUX CENTS EUROS (1200,00 EUR).

Les apports sont Monsieur Christian MARIN apporte la somme de SIX CENTS EUROS (600,00 EUR), Madame Monique MARIN apporte la somme de SIX CENTS EUROS (600,00 EUR).

Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de l'ascendant ou du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les gérants de la société sont : Madame Monique MARIN et Monsieur Lionel MARIN

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de AGEN.

Pour avis  
Le notaire.

L23VE08621

LA VIE  
ÉCONOMIQUE  
DU SUD-OUEST

POUR VOTRE  
COMMUNICATION  
PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com



## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée sous forme électronique du 21 septembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme** : société par actions simplifiée  
**Dénomination** : CASTELNAUDARY PROMOTION

**Siège** : 1731, Route de Lacépède 47 450 COLAYRAC SAINT CIRQ

**Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN

**Capital** : 1 000 euros

**Objet** :

- L'activité de marchand de biens ;
- La promotion immobilière ;
- L'acquisition de tout terrain à bâtir, ainsi que tous immeubles et droits susceptibles de constituer des accessoires ou annexes au terrain, l'acquisition de tout immeuble bâti en vue de sa démolition ;
- L'aménagement, l'édification et la construction de tout bien immobilier ;
- La vente de l'immeuble ou des immeubles construits à tous tiers, sous quelque forme que ce soit, en totalité ou par fractions ;
- L'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous biens et droits immobiliers, et généralement la réalisation de toutes opérations immobilières ;
- Eventuellement et exceptionnellement, la constitution de toute garantie et notamment de toute sûreté réelle avec affectation hypothécaire portant sur les actifs immobiliers inscrits à l'actif de la société, en garantie des engagements souscrits par un tiers ;
- La participation directe ou indirecte de la Société à toutes opérations immobilières, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement de biens immobiliers ou par voie de création, de souscription à une augmentation de capital, d'acquisition de droits sociaux, de fusion, scission, apport partiel d'actif, ou autrement intéressant une ou plusieurs sociétés à prépondérance immobilière ;
- La gestion d'un portefeuille de titres de participation et de valeurs mobilières de placement dans des sociétés à prépondérance immobilière ou groupes de sociétés à prépondérance immobilière ;
- L'aliénation du ou des immeubles, des titres de participation et/ou valeurs mobilières de placement devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini ;
- L'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts et constitution des garanties y relatives.

**Exercice du droit de vote** :  
Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

**Agrement** :  
La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

**Président** :  
La société FIMAS, Société à responsabilité limitée au capital de 1 531 000 euros, ayant son siège social 1731, Route de Lacépède, 47 450 COLAYRAC SAINT CIRQ, Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 794 381 426 RCS AGEN et représentée par Monsieur Christophe MASSARDI.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN.

**POUR AVIS**  
**Le Président**

L23VE08640



## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LE MAS D'AGÉNAIS du 19/09/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme** : Société par actions simplifiée  
**Dénomination** : GROUPE METAL MOBIL

**Siège** : 7 rue de Vidalot, 47430 LE MAS D'AGÉNAIS

**Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

**Capital** : 3 490 200 euros

**Objet** : Toutes prises de participations, dans toutes sociétés quels que soit leur forme et leur objet ; La gestion, l'achat, la vente de ces participations, par tous moyens à sa convenance ; L'animation du groupe formé par la Société et ses filiales, notamment par la participation active à la politique du groupe ainsi que le contrôle des filiales ; L'acquisition de tous éléments d'actifs mobiliers ; Toutes activités ayant trait au conseil en matière financière, de gestion et d'organisation administrative, comptable, juridique, fiscale, commerciale, sociale et informatique ; toutes prestations de services s'y rapportant ; La réalisation de toutes opérations financières, y compris immobilières.

**Exercice du droit de vote** : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

**Agrement** : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

**Président** : M. Frédéric PITET, demeurant 907 Route de Blanquaine, 47400 GONTAUD-DE-NOGARET  
**Directeur général** : M. Arnaud PITET, demeurant 1 Route de la Canaule, 47200 BIRAC-SUR-TREC

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN.

L23VE08671

## MODIFICATIONS



**TECHNIFEU**  
Société par actions simplifiée  
au capital de 100 000 euros  
**Siège social** : 6, rue des Métiers - ZAC,  
47510 FOULAYRONNES  
332 402 643 RCS AGEN

## AVIS DE MODIFICATIONS

Aux termes d'une délibération en date du 01/09/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social aux activités de vérification et maintenance de systèmes de sécurité incendie, formation et de modifier en conséquence l'article 2- OBJET des statuts.

L23VE08265



Etude de Maîtres  
Alain FAURE,  
Patrick LEGRIGEOIS  
Antoine VANISCOTTE et  
Hugo SCARCELLI  
Notaires associés  
à COLOMIERS  
(Haute-Garonne),  
15 Rue de Limogne

## SIRAYBO

SCI - Capital : 233 247€  
**Siège** : Impasse des Aygadous - 47000 AGEN  
418 117 842 AGEN

Suivant acte reçu par Me BOUYSSOU, notaire à ASTAFFÖRT, le 31/12/2003, les associés ont décidé d'augmenter le capital par apport en nature, d'un bien situé : sur la commune de LACANAU (Gironde), cadastré section BI 324, lots 431, 503, 630. En conséquence le capital est augmenté de 41 163€, passant de 233 247€ à 274 410€. L'article 7 sera modifié en conséquence. RCS AGEN

L23VE08418



**JURI-LAWYERS CONSULTANTS SOCIÉTÉ D'AVOCATS**

Marmande - Bordeaux  
Tél. 05 53 76 06 06  
contact@cabinet-jlc.com  
www.cabinet-jlc.com

Aux termes d'une AGM en date du 31/08/2023, la collectivité des associés de la SARL **ACH CARRELAGE**, au capital de 2000€ dont le siège social est sis Lieu-dit Nourette 47380 ST ETIENNE DE FOUGERES, immatriculée au RCS d'AGEN sous le n°853 125 854, a pris acte :

- de la démission de M. Vincent COUPAUD de ses fonctions de cogérant à compter du 31/08/2023 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

- du transfert du siège social du Lieudit Nourette 47380 ST ETIENNE DE FOUGERES au 9 Avenue de la Prune d'Ente 47440 CASSENEUIL à compter du 31/08/2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

L23VE08451



**BDM WALTER FRANCE**

4 PLACE DU MARCHÉ  
47200 MARMANDE

## 3D AVOCATS

SELARL au capital de 12 000 €  
**Siège social** : 2 Place des Droits de l'Homme,  
47200 MARMANDE  
RCS d'AGEN n°914 844 352

## AVIS DE POURSUITE D'ACTIVITÉ

L'AGE du 12/09/2023 a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.

Mention au RCS d'AGEN

Pour avis  
La Gérance

L23VE08462



Rue du Cardinal Richaud  
33000 Bordeaux

## PURPLE HAVEN

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 100 000 euros  
porté à 2 600 000 euros  
**Siège social** : Château de Scandailac,  
47210 ST EUTROPE DE BORN  
834 495 012 RCS AGEN

Par décision du 20/09/2023, l'associée unique a décidé une augmentation du capital social de 1 500 000 euros par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention : Capital social : 1 100 000 euros

Nouvelle mention : Capital social : 2 600 000 euros

Pour avis La Gérance

L23VE08618

## SARL TAXIS TUAL

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 100 euros  
**Siège social** : n°428 Chemin de POUCHET  
47 360 PRAYSSAS  
RCS AGEN : 509 882 825 (2009 B 22)

## MODIFICATION OBJET SOCIAL

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 21 septembre 2023; la collectivité des associés a étenu l'objet social aux opérations de Taxi - Transport Public Routier de personnes, au moyen de véhicules n'excédant pas neuf places, conducteur compris et a modifié en conséquence l'article 2 des statuts qui est désormais libellé comme suit :

Article 2 - Objet social :

La société a pour objet social en France comme à l'Etranger les activités suivantes :

Taxi- Transport Public Routier de personnes au moyen de véhicules n'excédant pas neuf places, conducteur compris.

Exploitation de toute autorisation de stationnement.

Le reste de l'article est inchangé.

Mention au RCS d'AGEN (47)

Pour avis, la gérance

L23VE08654

Dénomination : **SCEA PESTOURIE**.

Forme : SC au capital de 85000 euros.

**Siège social** : SAINT CHAUBRAND,  
24120 LA DORNAC.

530782549 RCS de Périgueux.

EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 22 mars 2023, les associés ont décidé à compter du 22 mars 2023 d'étendre l'objet social savoir: «à titre accessoire toute activité concourant à la production et la commercialisation d'électricité d'origine photovoltaïque».

Mention sera portée au RCS de Périgueux.

L23VE08662

## DISSOLUTIONS

### BNR-TRADIREV

Société à responsabilité limitée en liquidation  
Au capital de 36 588 euros  
Siège social : MOMBERT 47260 COULX  
RCS AGEN 400 005 724

Par décision du 30 juin 2023 à effet de même jour, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

A été nommé liquidateur Jean-Paul ELIE, demeurant MOMBERT 47260 COULX, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à MOMBERT 47260 COULX, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce d'AGEN.  
L23VE08434

## CLÔTURES



Rue du Cardinal Richaud  
33000 Bordeaux

### SARL FELTRE

Société à Responsabilité Limitée en liquidation  
Au capital de 7 622 euros  
Siège social et siège de liquidation : Route de Villereal, 47330 CASTILLONNES  
351 687 207 RCS AGEN

L'Assemblée Générale réunie le 08/09/2023 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Bruno FELTRE, demeurant Route de Villereal, 47330 CASTILLONNES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce d'AGEN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis, Le Liquidateur  
L23VE08429



Rue du Cardinal Richaud  
33000 Bordeaux

### EARL ECURIE MBL

Entreprise Agricole à responsabilité limitée  
Au capital de 7 500 euros  
Siège social et siège de liquidation : 130  
Chemin de Labarthe,  
47210 ST ETIENNE DE VILLEREAU  
R.C.S. 848 431 540 RCS AGEN

Aux termes d'une décision en date du 08/09/2023 au siège de liquidation, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Betty LECOURT, demeurant à 130 chemin de Labarthe, 47210 ST ETIENNE DE VILLEREAU, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce

de AGEN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis, Le Liquidateur  
L23VE08430

### LDM BEAUSSIRE

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 13 Saint Ramont  
47 120 St Pierre sur Dropt  
882 049 273 RCS AGEN

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 Décembre 2022, il résulte que :

Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation ;

- donné quitus au Liquidateur Jonathan Beaussire demeurant 13 Saint Ramont 47 120 St Pierre sur Dropt et déchargé ce dernier de son mandat ;

- prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 Décembre 2022.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Mention sera faite au RCS : Agen.

Pour avis  
L23VE08456

## FONDS DE COMMERCE

### CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte authentique en date du 16 août 2023 à PENNE D'AGENAIS, enregistré le 23 août 2023 au SIE - AGEN 1 - dossier 2023 00025170 référence 4704P01 2023 N 00877

Madame Hasnae ED DIHARI, demeurant 37 rue des Roses, 46300 Gourdon, immatriculé au greffe agen. sous le numéro 528669823

A cédé à : FLORI ZEN PRESSING EUURL au capital de 5.000 euros, sise Centre commercial Florimont 388 route de Périgueux, 47500 Fumel, immatriculée au greffe du d'Agen sous le numéro 977563501.

Moyennant le prix de 27000 euros son fonds de commerce de laverie automatique exploite Centre commercial Florimont, 47500 Fumel.

Entrée en jouissance au 16 août 2023.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

L23VE08565

## AUTRES ANNONCES



S.C.P. SAMARUT-LEGRAND  
Notaires associés  
2 Bis Place du Dr Esquirol  
47000 AGEN

### AVIS DE DÉPÔT DE TESTAMENT

Par testament olographe du 2 octobre 2012, Monsieur Michel DUPOUY, son vivant retraité, demeurant à AGEN (47000) 16 rue Hoche

Né à PORT-SAINTE-MARIE (47130), le 28 juin 1944, célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité, de nationalité française, résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé à AGEN (47000) (FRANCE), le 2 juin 2020, a institué un ou plusieurs légataires universels.

Ce testament a été déposé au rang des minutes de Maître Philippe SAMARUT, suivants Procès-Verbal en date du 5 avril 2023 et Acte contenant contrôle de

la saisine du Légataire Universel en date du 20 septembre 2023 dont les copies authentiques ont été reçues par le tribunal judiciaire d'AGEN le 22 septembre 2023.

Les oppositions pourront être formées auprès de Maître Philippe SAMARUT, 2 Bis Place du Dr Esquirol, 47000 Agen, notaire chargé du règlement de la succession dans le mois suivant la réception par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament

Pour avis  
Maître Philippe SAMARUT  
L23VE08670

## DIVERS

### In Extenso

Cabinet Husson  
1 rue Marcel Pagnol  
47510 Foulayronnes  
Tél. : 05 53 95 66 35

FOURNIL DE THEZAC  
Société par actions simplifiée au capital de 500 euros  
Siège social : Au Bourg, 8, Route de l'Eglise (47370) THEZAC

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à FUMEL du 20 septembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme : Société par actions simplifiée  
Dénomination : FOURNIL DE THEZAC  
Siège : Au Bourg, 8, Route de l'Eglise (47370) THEZAC

## 64. PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

### CONSTITUTIONS

SELARLU LAURIE ZIAPKOFF  
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : Clinique Belharra  
2 allée Docteur Robert Lafon  
64100 BAYONNE  
en cours de constitution

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BAYONNE du 3 juin 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée  
Dénomination sociale : SELARLU LAURIE ZIAPKOFF

Siège social : Clinique Belharra - 2 allée Docteur Lafon 64100 BAYONNE  
Objet social : l'exercice à titre exclusif, de la profession de médecin gynécologue obstétricienne.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros  
Gérance : Madame Laurie ZIAPKOFF, demeurant 3 rue Blanchard Latour 33000 BORDEAUX, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BAYONNE.

L23VE07831

ABONNEZ VOUS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 500 euros  
Objet : Boulangerie, viennoiserie, pâtisserie, chocolaterie, confiserie, sandwicherie, épicerie. Livraison pain et viennoiserie

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;

- La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Présidente : La Société par actions simplifiée dénommée « JDA INVEST », au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 25, Rue Ducourneau (47000) AGEN, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN sous le numéro 898 113 998, représentée par M. David JIMENEZ, son Président

Directrice générale : Mme Valérie LABBE, demeurant 885, Route de Roudigou (47500) CUZORN

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN.

POUR AVIS  
Le Président

L23VE08619



CABINET LIONEL DURAND  
ZA EXAPOLE - Bâtiment I  
275 Boulevard Marcel Paul  
44800 SAINT HERBLAIN

TERRE EN BEARN  
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €  
Siège social : 13 route d'Arrette  
64570 ARAMITS

### CONSTITUTION

Avis de constitution de la SAS TERRE EN BEARN. Siège : 13 route d'Arrette, 64570 ARAMITS. OBJET : Location immobilière, hébergement touristique en gîtes, location d'emplacements de camping, de garages ou de stationnement. Durée : 99 ans. CAPITAL : 1.000 euros. Président : M. Henry GAILLARD résidant 94 quai Louis Blériot 75016 PARIS. RCS PAU

Pour avis,  
L23VE08518

LA VIE ÉCONOMIQUE  
DU SUD-OUEST

SERVICE  
ANNONCE LÉGALE

TÉL. 05 56 81 17 32

annonces-legales@vie-economique.com



**AVIS DE CONSTITUTION**  
Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

**DENOMINATION :** Adam et Sève  
**FORME :** Société à responsabilité limitée unipersonnelle  
**SIEGE SOCIAL :** 805, route de Saint Jean de Luz- RD 918, 64310 ASCAIN  
**OBJET :**  
-L'exploitation de toutes activités de fleuristes,  
-Le commerce de tous végétaux, plantes et fleurs, la vente sur les marchés  
-le commerce d'objets de décoration et d'accessoires, d'objets chinés, de tous produits en lien avec l'objet social, toutes activités annexes, connexes et complémentaires  
-la rénovation de tous meubles  
-salon de thé  
**DUREE :** 99 ans  
**CAPITAL :** 5000 €  
**GERANT :** Monsieur Jonathan CASTERA, demeurant 50, chemin de Chingalena-bâtiment ERDEKO-Apt 7, 64500 SAINT JEAN DE LUZ  
**IMMATRICULATION :** RCS de BAYONNE  
Pour avis,  
L23VE08554



**6 RUE THOMAS EDISON**  
33160 SAINT MEDARD EN JALLES

Aux termes d'un ASSP en date du 01/09/2023, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination :** MOUVEMENT  
**Objet social :** La société a pour objet en France et à l'étranger: l'activité de club de coaching privée et de petit groupes, pour la remise en forme, l'entretien physique et la préparation physique. Toute opération liée à cet objet.  
**Siège social :** 34 rue Tamames, 64200 BIARRITZ  
**Capital :** 1 000 €  
**Durée :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BAYONNE  
**Président :** M. HERVE Sébastien, demeurant 10 rue Lister, 64200 BIARRITZ  
**Admission aux assemblées et droits de votes :** Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. - Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.  
**Clause d'agrément :** Les actions sont librement cessibles entre associés.  
Pour avis  
HERVE Sébastien  
L23VE08646

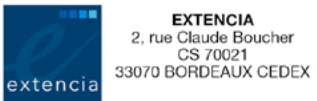
**MODIFICATIONS**

**IMMOBLA SARL FAMILIALE**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
**Siège social :** 42 allée des Pins 66140 CANET EN ROUSSILLON  
947 930 129 RCS PERPIGNAN

**AVIS DE TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL**

Aux termes d'une délibération en date du 1<sup>er</sup> août 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée IMMOBLA SARL FAMILIALE a décidé de transférer le siège social du 42 allée des Pins, 66140 CANET EN ROUSSILLON au 5 rue des Ajoncs 64230 LESCAR à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.  
La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PÉRPIGNAN sous le numéro 947 930 129 fera

l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de PAU.  
**Gérance :** Monsieur Cédric GERAULT, demeurant 5 rue des Ajoncs 64230 LESCAR  
L23VE07941



**« SAS ZURIA » SAS**  
**Capital :** 1 000 €  
**Siège social :** 6 Avenue Larreguy 64500 ST-JEAN-DE-LUZ  
RCS BAYONNE : 977 613 223

**AVIS DE MODIFICATION**

Suivant acte sous seing privé en date 31/07/2023, enregistré au SDE DE BAYONNE le 02/08/2023, dossier 2023 28434, référence 2023 N 1048, la société BLANC DE LUZ, RCS BAYONNE 802 440 958, sise 6 Avenue Larreguy, 64500 ST-JEAN-DE-LUZ, a cédé à la société SAS ZURIA, RCS BAYONNE 977 613 223, un fonds de commerce de blanchisserie pressing exploitée à ST-JEAN-DE-LUZ (64500) 6 Avenue Larreguy, au prix de 110.000 €. Entrée en jouissance au 31/07/2023.  
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues chez la société BIARRITZ HOSSEGOR NOTAIRES, où il est fait élection de domicile. Elles devront être faites au plus tard dans les 10 jours qui suivront la dernière en date des publications légales. La correspondance sera ainsi adressée à la société BIARRITZ HOSSEGOR NOTAIRES, Office Notarial à BIARRITZ, sis 32 Avenue Foch, séquestre amiable du prix du fonds.  
Pour avis  
L23VE08446



**LE MONTCELET**  
Société civile au capital de 7 800 euros  
**Siège social :** 6, Rue Charles Peguy - 64800 COARRAZE  
508248309 RCS PAU

Aux termes d'une délibération en date du 26 juillet 2023, la collectivité des associés a décidé de nommer en qualité de co-gérants pour une durée illimitée, M. Alec JUSTINIEN, demeurant à COARRAZE (64800) - 1bis route de Pontacq et Mme Elisabeth JUSTINIEN, demeurant à COARRAZE (64800) - 1bis route de Pontacq.  
Pour avis  
La Gérance  
L23VE08488

**CLEAR PRODUCTION**

SASU au capital de 3800 €. **Siège social :** 2 Rue des deux Etangs 92410 VILLE-D'AVRAY. RCS NANTERRE 791785181.  
Par décision de l'associé Unique du 01/09/2023, il a été décidé de transférer le siège social au 36 Rue d'Espagne 64200 BIARRITZ à compter du 01/09/2023. **Gérance :** Mme BOROTRA Claire demeurant 64 Rue Lemerrier 75017 PARIS 17. Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de BAYONNE.  
L23VE08492

ABONNEZ VOUS



**SNOOPDUCK**  
Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 500,00 €  
**Siège social :** Résidence La Prairie - Bâtiment Les Roses  
6, avenue du Président JF Kennedy - 64200 BIARRITZ  
RCS BAYONNE 850 421 710

**AVIS DE REDUCTION DE CAPITAL**

Aux termes d'une délibération en date du 29/07/2023, l'Assemblée Générale a décidé une réduction du capital social d'une somme de 2500 euros par voie de rachat de 250 parts sociales de 10,00 euros de nominal.  
Cette réduction du capital social devenue définitive à la date du 13/09/2023, ainsi que le constate un procès-verbal de la Gérance établi le 14/09/2023 entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention  
**Capital social :** 7 500,00 euros  
Nouvelle mention  
**Capital social :** 5 000,00 euros  
Pour avis, la Gérance  
L23VE08500



**LOVIER**  
Société par actions simplifiée au capital de 40 000 euros  
**Siège social :** Avenue Aristide Briand 64260 LOUVIE-JUZON  
452 295 629 RCS PAU

**FIN DE MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 30 juin 2023 il résulte que les mandats de la société ORCOM AUDIT RSO, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société FABRE NOUTARY ET ASSOCIES, Commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes en remplacement.  
**POUR AVIS**  
La Présidente  
L23VE08505

**COIN DE TABLE**  
SARL au capital de 7 500 euros  
3 Rue des Arbousiers 40230 TOSSE  
952 333 029 RCS DAX

Le 19/09/2023 l'AGE a transféré le siège social au 16 Avenue de Verdun 64200 BIARRITZ  
**Gérant :** François BRICAGE demeurant 37 rue Jean Bonal 92250 LA GARENNE COLOMBES  
Radiation RCS de Dax et immatriculation RCS de Bayonne  
L23VE08510

**SELARL MX**

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée de masseurs -kinésithérapeutes (SELARL)  
Au capital de 2.000€  
**Siège social :** Centre Médical Artzamendi - 7 rue de la Bergerie 64250 CAMBO LES BAINS  
917 902 330 RCS BAYONNE

Par assemblée générale extraordinaire du 01/09/2023, il a été décidé de nommer M. Antoine MOUTROUSTEGUY demeu-

rant 4, Chemin Iguzkiageria (64210) AR-BONNE en qualité de cogérant à compter du 01/09/2023 et pour une durée illimitée.

Pour avis  
La Gérance  
L23VE08531

**ABCIS BAYONNE** by autosphere SASU au capital de 190 000,00€  
25 Rue de la Tillole 64100 BAYONNE  
RCS BAYONNE 824611115

Le 30/06/2022, l'associé unique prend acte de l'expiration des mandats des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant, respectivement la société RSA et Monsieur Jean-Louis FOURCADE, et décide de ne pas les renouveler.  
L23VE08532



**MALEJO**  
Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros  
**Siège social :** 910, Chemin de Tache - Quartier Castetarbe - 64300 ORTHEZ  
478 085 665 RCS PAU

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2023, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Mme Sandrine SUZAN, et a nommé en qualité de gérante, pour une durée illimitée, Madame Virginie SUZAN, demeurant 2, Rue des Chevreuils - 64300 BIRON .  
Pour avis  
La Gérance  
L23VE08540

**PAU AUTOMOBILES**  
Société par actions simplifiée au capital de 1 250 000 euros  
**Siège social :** 5, rue Benjamin Franklin 64230 LESCAR  
096 380 076 RCS PAU

**AUGMENTATION DE CAPITAL**

Aux termes d'une décision de l'associée unique du 20/09/2023, le capital a été augmenté d'une somme en numéraire de 400 000 euros. Les statuts ont été modifiés en conséquence :  
**Article 6 CAPITAL SOCIAL**  
Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION SIX CENT CINQUANTE MILLE euros (1 650 000 €).  
Il est divisé en CINQ MILLE (5 000) actions de même catégorie, de TROIS CENT TRENTE euros (330 €) chacune, entièrement libérées et détenues par un ou plusieurs associés.  
Mention sera faite au RCS de PAU  
Pour avis,  
L23VE08612

**DISSOLUTIONS**



Yvonne VALET  
06.71.93.57.03  
cabinet@yvocat.com  
28 Place du Marché Brauhauban - Rés. De France  
65000 TARBES

**SARELEC**  
SAS au capital de 80000 €  
**Siège social :** 22 RUE DES PYRENEES 64160 Saint-Jammes  
388 839 698 RCS de Pau  
L'associé unique du 11/09/2023 a décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidateur M. ARNAUD Jean Yves, demeurant Rue des Pyrénées 64160 Saint-Jammes, et fixé le siège de liquidation chez le liquidateur.  
Mention au RCS de Pau  
L23VE08502



## CONSTITUTIONS

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 septembre 2023, il a été constitué une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **MAISON DLB**

Objet social : création et commercialisation de bijoux sur internet et en point de vente physique - la commercialisation d'accessoires capillaires, de bougies, de savons, de vêtements et autres accessoires ;

Siège social : 14, Place de Verdun 65000 TARBES

Capital social : 1.000,00 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TARBES

Président : Madame Gaëlle FAURICHON DE LA BARDONNIE, née le 17 décembre 1998 à BORDEAUX (33000), et demeurant 14, Place de Verdun à TARBES (65000)

Admission aux assemblées et droits de vote : Chaque associé a le droit de participer à toute décision soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire désigné à cet effet.

Clause d'agrément : Toute cession de titres, même entre associés, est soumise à l'agrément donné par décision collective adoptée à la majorité simple des associés présents ou représentés.

Pour avis

Le Président

L23VE08647

## MODIFICATIONS

## TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : Groupement forestier du domaine du Luc.

Forme : SC.

Capital social : 5297,60 euros.

Siège social : Groupement forestier du domaine du Luc, 47420 Pompogne.

320229875 RCS d'Agén.

Aux termes de l'AGE en date du 1 août 2023, l'associé unique a décidé, à compter du 1 août 2023, de transférer le siège social à 16 rue Soult, 65000 Tarbes.

Objet : Constitution maintien amélioration équipement conservation et gestion de massifs forestiers, durée : 71 ans.

Radiation du RCS d'Agén et immatriculation au RCS de Tarbes.

L23VE08525

## ESTIVAL

SAS au capital de 130 000 €  
Siège social : 7 rue Alsace-Lorraine 65100 LOURDES - 422 869 610 RCS TARBES

Le 01/09/2023, l'associée unique a pris acte de la démission du Directeur Général Mr Christophe FUSTER et de la nomination en qualité de Président de Mr Christophe FUSTER, demeurant 1 chemin de la Baryte 65100 LOURDES, en remplacement de Mr Antoine FUSTER, démissionnaire. Modification au RCS de TARBES

L23VE08528

BESOIN D'AIDE POUR  
VOTRE ANNONCE LÉGALE ?

CONTACTEZ-NOUS AU  
05 56 81 17 32

CSA EXPERTISE  
23 bd du lapacca  
65100 LOURDES

**JPJ INVEST**  
SARL au capital de 1 000 €  
Siège social : 2 rue Ramond 65100 LOURDES

R.C.S TARBES 913 290 656  
Le 21 septembre 2023, l'assemblée générale statuant en application de l'article L.223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TARBES.

Pour avis, Le représentant légal  
L23VE08606

CSA EXPERTISE  
23 bd du lapacca  
65100 LOURDES

**LE BISTROT DE L'ORMEAU**  
SARL au capital de 5 100 Euros  
Siège social : ZAC Ormeau Centre commercial 65000 TARBES

RCS TARBES 517 462 867

AVIS  
Aux termes d'une décision en date du 21/09/2023, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société. Pour avis. La gérance.

L23VE08610

## FONDS DE COMMERCE



## CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte signé électroniquement le 12 septembre 2023, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement Tarbes 1, le 18 septembre 2023, sous la mention Dossier 2023 00023826, référence 6504P01 2023 A 00659, la société **KARRIKA**, SAS au capital de 5 000 euros, sise le Pla d'Adet, 65170 SAINT LARY SOULAN, immatriculée sous le numéro 789 431 137 RCS TARBES, a cédé à la **SARL LES 3 GUIDES**, au capital de 1 000 euros, sise Lieudit les Mouscades, 65170 SAINT LARY SOULAN, immatriculée sous le numéro 484 550 819 RCS TARBES, son fonds de commerce de « bar, restaurant, snack, assiettes garnies » sis et exploité le Pla d'Adet, 65170 SAINT LARY SOULAN, moyennant le prix de 400 000 euros s'appliquant aux éléments incorporels à hauteur de 371 770 € et aux éléments corporels à hauteur de 28 230 €. L'entrée en jouissance a été fixée au **12 septembre 2023**.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale au plus tard dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, dans les locaux de l'étude de Me Georges COMPAGNET, huissier de justice, sise 2 Avenue du Marché Brauhauban, 65000 TARBES, où domicile a été élu à cet effet.

L23VE08643

## LA VIE ÉCONOMIQUE DU SUD-OUEST

## HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES

Édité par COMPO-ECHOS - SARL au capital de 50 000 € -  
Siège social : 108 rue Fondaudège - CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex - SIRET 353 502 644 00019 • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur délégué : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Cyrielle **MICHAUD**, Noëlie **SANZ** & Raphaëlle **MOURET** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH**, Chantal **BOSSY**, Suzanne **BOIREAU-TARTARAT**, Nelly **BETAILLE**, Jonathan **BITEAU**, Matthieu **DAL'ZOVO**, Eustelle **LOUSTALET-TURON**, Vincent **BIARD**, Hermance **HITTE**, Bérengère **BOSI**, Maxime **FAYOLLE**, Charlène **LERMITE**, Marie **LEMAITRE** & Marie-Amélie **HUSSON** • Photographe : Louis **PIQUEMIL** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante communication digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable annonces légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptable : Florence **MANOEUVRIER** • Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Christophe **CLERTEAU** • **PUBLICITÉ** Tél. 05 56 52 32 13 • publicite@echos-judiciaires.com • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le mercredi • Impression : **ROTIMPRES** Carrer del Pla de l'Estany, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage : **IGS (SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS)** • Commission paritaire n° 1027182705 ISSN 2729-0034 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € • Membre RésoHebdoEco



## ANNONCES MANDATAIRES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

## RECHERCHE DE REPRENEURS OU D'INVESTISSEURS

Hélène Bourbonloulou | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustaix | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornacciarri

## SAS ETHYPIK

Recrutement et formation de candidats en situation de fragilité à destination d'entreprises multisectorielles

Redressement judiciaire du 02/05/2023  
• Activité : Entreprise de l'ESS, certifiée Qualiopi et pionnier du « street sourcing », la société ETHYPIK est spécialisée dans l'accompagnement et la formation de candidats effectués dans le cadre de recrutements réalisés dans les espaces publics et commerciaux, notamment pour les personnes en situation de fragilité et à destination d'entreprises de tous secteurs.  
• Chiffre d'affaires au 31/12/2022 (exercice clos) : 175 436 €  
• Siège social : 41 rue Paul Berthelot 33000 BORDEAUX  
• Effectif total : 4 salariés

La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 19/10/2023 à 12h00.  
L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

fbx

Les candidats intéressés sont invités à se manifester auprès de :

**SELARL FHBX**  
Me Sylvain HUSTAIX  
Administrateurs  
Judiciaires Associés  
76 cours Georges  
Clemenceau  
33000 Bordeaux  
[www.fhbz.eu](http://www.fhbz.eu)

e-mails :  
[lea.demeaux@fbz.eu](mailto:lea.demeaux@fbz.eu)  
[juliette.bardet@fbz.eu](mailto:juliette.bardet@fbz.eu)

# Durée d'affiliation pour les maternité

La durée d'affiliation à la sécurité sociale pour bénéficier des indemnités journalières de maternité, paternité ou adoption, est réduite de dix mois à six mois.

Jusqu'à présent, la durée minimale d'affiliation à la sécurité sociale requise pour bénéficier des indemnités journalières de maternité, de paternité ou d'adoption était fixée à au moins dix mois.

Cette disposition n'était cependant pas conforme à la directive européenne sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Un décret vient de mettre fin à cette situation en réduisant à six mois la durée d'affiliation à la sécurité sociale

nécessaire pour bénéficier des indemnités journalières prévues pour la venue d'un enfant.

La mesure s'applique aux congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption, tant pour les salariés que pour les travailleurs indépendants.

Elle concerne les assurés dont la date de début de congé est postérieure au 20 août 2023.

Pour le congé de maternité, la durée d'affiliation de six mois s'apprécie à compter de la date présumée de l'accouchement.

Cependant, le décret prévoit que la réduction à six mois de la durée d'affiliation s'applique également lorsque le congé de maternité a été augmenté en raison d'un état pathologique résultant de la grossesse ou de l'accouchement, et a de ce fait débuté avant le 19 août 2023

alors qu'il aurait normalement débuté après le 20 août 2023.

Rappelons que le congé de maternité peut être augmenté, sur certificat médical, de la durée de l'état pathologique résultant de la grossesse et de l'accouchement, dans la limite de deux semaines avant la date présumée de l'accouchement et de quatre semaines après cette date.

Pour le congé de paternité et d'accueil de l'enfant, et le congé d'adoption, la durée d'affiliation de six mois s'apprécie à la date de début du congé. ■

Référence  
Décret 2023-790 du 17 août 2023

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2021 T4	118,59	+ 2,42 %
2022 T1	120,61	+ 3,32 %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %
2022 T4	126,05	+ 6,29 %
2023 T1	128,68	+ 6,69 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :

- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;
- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE PLAFOND MENSUEL	
<b>2023 : 3 666 €</b>	
Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (43 992 €)	

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2023			
VOITURES		DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL	
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,529	(d x 0,316) + 1 065 €	d x 0,370
4 CV	d x 0,606	(d x 0,340) + 1 330 €	d x 0,407
5 CV	d x 0,636	(d x 0,357) + 1 395 €	d x 0,427
6 CV	d x 0,665	(d x 0,374) + 1 457 €	d x 0,447
7 CV et plus	d x 0,697	(d x 0,394) + 1 515 €	d x 0,470
VÉLO-MOTEUR		DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL	
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
moins de 50 cm <sup>3</sup>	d x 0,315	(d x 0,079) + 711 €	d x 0,198
MOTOS		DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL	
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,395	(d x 0,099) + 891 €	d x 0,248
3, 4 ou 5 CV	d x 0,468	(d x 0,082) + 1 158 €	d x 0,275
plus de 5 CV	d x 0,606	(d x 0,079) + 1 583 €	d x 0,343

INDICE DES PRIX (BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE N'AFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	AOÛT 2022	AOÛT 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	113,38	118,89	+ 4,9 %
INDICE HORS TABAC	112,63	118	+ 4,8 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS	VARIATION ANNUELLE EN %	
4 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2022	137,26	+ 3,5 %	
1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 2023	138,61	+ 3,49 %	
2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2023	140,59	+ 3,5 %	
SMIC			
HORAIRE	MENSUEL (35 H)		
11,52 €	1 747,20 €		

# TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN  
HÉNIN**

Directeur de la Gestion Privée  
Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	7 282,12	1,6%	12,5%	20,1%	7 577,00	6 594,57	France
SBF 120	5 541,64	1,6%	11,4%	18,4%	5 764,67	5 063,88	France
EURO STOXX 50	4 242,70	0,7%	11,8%	21,2%	4 471,31	3 856,09	Europe
S&P 500	4 443,95	1,7%	15,7%	14,0%	4 588,96	3 808,10	USA
NASDAQ 100	15 191,23	3,4%	38,9%	27,1%	15 841,35	10 741,22	USA
FOOTSIE 100	7 660,20	5,5%	2,8%	5,9%	8 014,31	7 256,94	Royaume-Uni
DAX 30	15 664,48	0,6%	12,5%	22,3%	16 469,75	14 069,26	Allemagne
SMI	11 068,70	2,1%	3,2%	4,3%	11 595,25	10 516,40	Suisse
NIKKEI	33 242,59	5,7%	27,4%	20,6%	33 753,33	25 716,86	Japon
SSE COMPOSITE	3 124,96	-0,2%	1,2%	0,3%	3 395,00	3 064,08	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Rendement 2022
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AELIS FARMA	13,75	-0,4%	1,6%	29,5%	14,28	13,54	-
AIR MARINE	1,07	0,0%	0,0%	0,0%	1,07	1,07	-
ASHLER ET MANSON	3,40	-5,6%	-25,1%	15,6%	4,58	3,40	-
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	0,0%	0,0%	3,78	3,78	-
CERINNOV GROUP	2,57	-33,9%	125,8%	123,1%	4,20	1,12	-
CHEOPS TECHNOLOGY	67,50	2,3%	15,4%	1,6%	67,50	54,00	2,2%
DOCK.PETR.AMBES AM	460,00	-3,8%	-3,0%	4,5%	530,00	458,00	8,3%
EAUX DE ROYAN	86,50	-2,8%	4,8%	3,6%	94,00	76,50	7,1%
EUROPLASMA	0,02	-78,6%	-97,8%	-99,7%	2,38	0,02	-
FERMENTALG	0,61	-1,1%	-60,1%	-73,7%	1,66	0,60	-
GASCOGNE	3,90	-3,7%	-12,8%	21,1%	4,48	3,86	-
GPE BERKEM	3,44	-17,9%	-28,9%	-56,7%	7,12	3,40	-
GPE PAROT (AUTO)	2,20	4,8%	2,8%	20,5%	2,21	1,74	-
HYDROGENE DE FRANCE	15,92	-7,1%	-23,8%	-38,8%	22,70	13,50	-
HUNYVERS	15,00	1,7%	26,6%	35,1%	15,85	11,90	-
I.CERAM	3,14	-41,9%	-69,2%	-72,7%	13,95	3,14	-
I2S	5,15	-8,8%	-15,6%	-18,9%	6,45	5,15	2,7%
IMMERSION	2,28	-16,2%	-10,9%	-60,0%	4,60	2,28	-
IMPLANET	0,11	-24,4%	-32,5%	-38,1%	0,26	0,11	-
KLARSEN DATA	3,69	-1,1%	139,6%	69,7%	3,86	1,47	-
LECTRA	26,60	-6,0%	-24,4%	-10,7%	40,70	25,70	1,8%
LEGRAND	87,50	-1,8%	16,9%	26,3%	93,00	75,22	2,2%
MON COURTIER ENERGIE	9,07	-4,1%	-	-	9,70	9,65	-
MULTIMICROCLOUD	0,09	-52,6%	-77,5%	#DIV/0!	0,44	0,08	-
O SORBET D'AMOUR	2,44	0,0%	101,7%	10,9%	2,46	1,20	-
OENEO	13,95	2,2%	-0,4%	-10,0%	15,50	12,85	2,5%
POUJOLAT	23,90	-8,1%	-14,0%	5,1%	32,60	22,80	-
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	31,9%	430,00	428,00	-
UV GERMI	5,00	3,1%	51,5%	13,9%	6,20	3,40	-
VALBIOTIS	5,60	21,2%	55,6%	-4,4%	5,70	3,00	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS  
ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : 05 56 81 17 22

[www.alienorcapital.com](http://www.alienorcapital.com)

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

# Surf

# Une jeunesses européenne

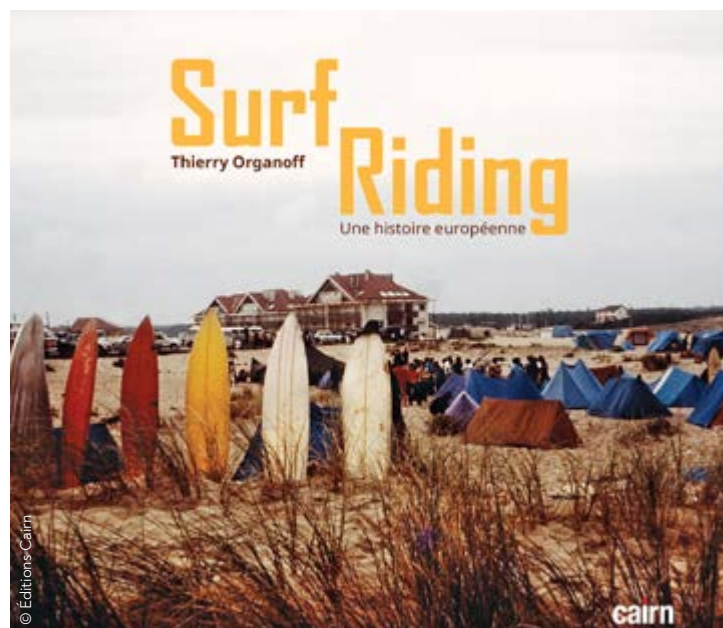
Avec *Surf Riding. Une histoire européenne*, le reporter photographe Thierry Organoff raconte les hommes et les femmes qui ont déployé ce sport, des premiers rassemblements de hippies surfeurs aux compétitions internationales.

Par Vincent BIARD

**T**hierry Organoff aura tout connu ou presque. Créateur d'une école de surf à Lacanau en 1979, il est l'auteur de l'un des premiers livres d'initiation consacrés à ce sport en 1982, propriétaire d'une marque d'accessoires et d'un surf shop puis finalement reporter photographe à plein temps à partir des années 80. Pour les magazines spécialisés, il couvre alors les compétitions européennes, suit les champions en quête de vagues parfaites, explore de nouveaux rivages. Par ses photographies, Thierry Organoff est un témoin privilégié de la professionnalisation du surf en Europe et du développement d'un secteur économique spécifique en Aquitaine.

## DEUX ANS DE TRAVAIL

À la demande des éditions Cairn, Thierry Organoff a sélectionné près de 200 photos dans sa banque d'images contenant 80 000 diapositives et autant de clichés numériques ! Il a fallu numériser les diapos, les retravailler mais aussi contacter près d'une centaine de surfeurs européens pour affiner les portraits et les histoires du livre. Deux ans de travail ont été nécessaires pour la réalisation de ce bel ouvrage de 162 pages. Précis et documenté, agrémenté d'images d'archives, *Surf Riding. Une histoire européenne* est beaucoup plus qu'un recueil de photos et d'anecdotes, c'est un récit historique.



THIERRY  
ORGANOFF

## BAROUDEUR DES VAGUES

Maîtrisant parfaitement son sujet et n'ayant rien à revendiquer, Thierry Organoff raconte sa vie de baroudeur des vagues sans jamais parler de lui. Excellent surfeur et parfait gentleman, il pose un regard bienveillant, affectueux aussi, mais toujours clairvoyant sur tous ceux et toutes celles qu'il a observé à travers le viseur de son appareil photo. Le livre de Thierry Organoff est un merveilleux hommage aux bénévoles, professionnels, amateurs, personnalités, vedettes et anonymes qui ont construit et vécu cette histoire du surf européen. ■